

# Oiseau-tempête

3,5 €



● D'après Kevin C. Pyle, 2002 ●

## FASCISME DE LA MISÈRE, MISÈRE DE L'ANTIFASCISME

**L**es apparatchiks, militants de gauche ou journalistes-flics culpabilisent les abstentionnistes et les électeurs ayant osé ne pas voter « utile » au premier tour ou ayant cédé au chantage à l'épouvantail Le Pen (« Ne pas manifester le 1<sup>er</sup> mai, c'est aussi criminel que de ne pas avoir voté au premier tour » affirme J.-L. Mélenchon, chef de file de la gauche socialiste). Cette vague de moralisme bleu-blanc-rouge, s'indignant du score du FN, rendrait certains « honteux » d'être « français ». On se fiche pas mal de « l'image » que donne d'elle la France, à l'étranger comme sur Mars ! Et depuis quand prétend-on lutter contre le nationalisme version Le Pen (et autres variantes) en sous-entendant du coup qu'on est fier d'être français en « barrant la route au fascisme » ?

Les capitalistes et leur caste de grands commis de l'État ont apprécié la cohabitation : les partis socialiste-

communiste-vert ont développé la précarité, la flexibilité et l'intensification du travail (par son annualisation, les 35 heures en novlangue), mieux que ne l'auraient fait Juppé ou Balladur ; ils ont amélioré la rentabilité du « bon capitalisme » productif cher à Attac et ses 50 députés ; puis ils ont privatisé, plus que les autres gouvernements de droite. Nombreux sont ceux qui, pour le moment, n'utilisent que l'abstention pour jeter à la poubelle les politiciens (Le Pen inclus). Même si l'appel au front républicain laisse à ces derniers une bouffée d'air, une chose est sûre : un retour au pouvoir, comme avant, un coup à droite, un coup à gauche, n'efface rien du rejet apparu au premier tour de ces élections. Ceux qui croyaient sauver une république soi disant en danger, se retrouveront avec les mêmes guignols et leur politique d'attaque contre les salariés et de contrôle social généralisé. Ceux qui trouvaient

encore Jospin « moins pire que l'autre » iront pour la plupart voter Chirac le 5 mai, ce qui est logique, puisque c'est la même politique ! Pourtant, ces politiciens « moins pires » que Le Pen ont déjà mis en pratique une partie de son programme, notamment concernant l'immigration. De la version directe à la Chirac sur « le bruit et l'odeur (des immigrés) » à la version hypocrite de Rocard « nous ne pouvons accueillir toute la misère du monde », ils assurement tous les arrestations, les emprisonnements et les morts des sans-papiers.

Contrairement au fascisme des années 20-30, le lepénisme, regroupement de tendances incohérent, reste mal dégrossi, progresse par défaut plutôt que de manière conquérante. Dans le mélange hétéroclite de son électorat, combien de vrais fachos, combien de boutiquiers, aspirant à la notabilité, à « l'établissement », voire aux corruptions comme en Italie, à Toulon, ou ailleurs ? Mais surtout combien d'aigris déboussolés ou détruits par les crises industrielles des 20 dernières années ? Les licenciements massifs et l'idéologie dominante ont entamé l'identité salariale de ces derniers et, première étape nécessaire mais non suffisante, beaucoup ne croient plus en la gauche gestionnaire. Quant aux syndicats, il ont toujours eu pour rôle de dévoyer plutôt que d'encourager les insurrections, barant ainsi toute autre voie que celle d'une régulation d'un capitalisme moribond et destructeur. Face à une majorité, de droite ou de gauche, avec le Medef, des syndicats collabos, des attaques redoublées dès cet été contre les prolétaires ; contre les réformes capitalistes qu'aurait poursuivies Jospin, celles de Chirac ou de Le Pen, nous n'aurons que la rue et la grève. Que l'Unef ou Sos-racisme lâchent donc la grappe à la « jeunesse » : qu'ils ne rétrécissent pas d'emblée sa culture politique avec comme seul horizon un

isoloir. Tout « front antifasciste » est un piège doublé d'un fourre-tout propice à la confusion politique, aux tactiques politiciennes, aux embrigadements boutiquiers.

Contre les dégâts du Capital, la demande est répétée, pathologique, d'un État-gendarme social. Pourtant l'État est toujours celui du Capital, pris dans toutes ses contradictions, sur toute la planète. Le fascisme nous menace moins, en France et en Europe, que l'intensification des politiques sécuritaires lancées par les gouvernements, récents et futurs.

Quoi qu'il en soit, le fascisme est, comme les autres idéologies mais dans une forme extrême, un produit du capitalisme. Face aux impasses de la société capitaliste, la seule perspective est d'abord de construire des rapports de force mettant en évidence nos ennemis de classe, et ce, quel que soit le pays dans lequel on se trouve. C'est ensuite de mener un combat anti-capitaliste permanent et autonome, au travail et dans la société, pour mettre à bas exploitation, aliénation et massacres guerriers entre prolétaires. Et ce, sans complaisance par rapport aux appareils de l'État, des médias, des syndicats, de la gauche et des extrême gauches. Ce combat s'exerce contre le capitalisme, mais aussi contre les illusions et les conditionnements de la démocratie représentative bourgeoise, forme politique qui lui sied le mieux actuellement.

Au vote que d'aucuns présentent comme le futur indépassable de la résignation, défendons, dans la rue et par les luttes, les chances d'un avenir révolutionnaire !

**Ni FN, ni front républicain !**

*(Ce tract a été distribué les 1<sup>er</sup> et 5 mai 2002, notamment à Paris, Nantes, Montréal, ainsi que sur le web...)*

Voici les références d'autres textes ou tracts publiés à la suite des élections et/ou pour le 1er mai 2002. Pour se les procurer, cf. les adresses précisées ou écrire à OT qui transmettra.

- ◆ « L'internationale sera le genre humain », Spartakus, Rennes, 28 avril (cf. site web d'OT : <http://abirato.free.fr>)
- ◆ « Ni honte ni F-Haine ! », Claude Guillon, Paris, le 26 avril (cf. site web d'OT)
- ◆ « Contre le repli fasciste et la mondialisation capitaliste, une seule prévention, la révolution ! », Claude Guillon, Paris, 1er mai (cf. site web d'OT)
- ◆ « Fascisme, Démocratie, Choisis ton exploitation camarade ? », Os Caseiros, 1er mai. Contact : ADEL (<http://www.adel-spartacus.org>; [@adel-spartacus.org](mailto:@adel-spartacus.org)),
- ◆ « La preuve par Chirac », Hélène Fleury, Louis Janover, Monique Janover, Ngo van, 3 mai 2002
- ◆ « L'ordre règne ! », De mauvais citoyens, 30 avril (<http://www.internetdown.org>), « Ni peur, ni honte ! » (contact : [schizo77@caramail.com](mailto:schizo77@caramail.com))



**au Sommaire**

- Fascisme de la misère, misère de l'antifascisme (1)
  - Où en est-on avec le mensonge moderne de masse ? (3)
- L'usine et la mort (autour de Putain d'usine !) (5)
  - Émeutes en Argentine, entretien avec Cacho (10)
    - Le temps des vils (21)
- Le capitalisme est-il une machination ? (23)
- Aliénation garantie, gratuite et obligatoire (suite) (27)
  - L'effet Chomsky ou l'anarchisme d'État (28)
    - Invectivopharismes 2 (32)
    - Soulèvements en Algérie, entretien avec Nadir (36)



## OÙ EN EST-ON AVEC LE MENSONGE MODERNE DE MASSE ?

**D**u « spectacle », Debord disait qu'il « n'est pas un ensemble d'images, mais un rapport social entre des personnes, médiatisé par des images » (je souligne); qu'il « ne peut être compris comme l'abus d'un monde de la vision, le produit des techniques de diffusion massives des images. Il est bien plutôt une *Weltanschauung* devenue effective, matériellement traduite. [C'est-à-dire] une vision du monde qui s'est objectivée ». De sorte que la critique des moyens du « spectacle » n'a de sens que si celui-ci est concrètement situé dans la société capitaliste. C'est pour ces raisons qu'il voyait dans le spectacle : « L'affirmation omniprésente du choix *déjà fait* dans la production » et « le modèle présent de la vie socialement dominante »<sup>1</sup>. C'est le rôle du spectacle de travestir la nature capitaliste des rapports sociaux et, à l'intérieur de la division du travail, aux intellectuels spécialistes de toute sorte (journalistes, philosophes, experts, scientifiques, universitaires, sociologues, écrivains, artistes, etc.) d'élaborer les discours et les grilles de perception mentale qui permettront d'expliquer ces rapports sociaux *en faisant abstraction* de leur nature capitaliste. C'est-à-dire permettre à chacun d'avoir une opinion sur tout, sauf sur l'essentiel.

Déjà, H.M. Enzensberger, dans *Culture ou mise en condition* (1957), remarquait ceci à propos de ce qu'il appelait l'industrie du façonnement des esprits : « Dans ses branches les plus évoluées, elle ne vend plus du tout des marchandises : livres et journaux, images et enregistrements ne sont pour elle que des substrats matériels qui, grâce au perfectionnement technique croissant, s'ame-

nissent chaque jour davantage et ne jouent un rôle économique important que dans ses branches antiques, comme l'édition. Déjà la radiodiffusion n'a plus rien de comparable avec une fabrique d'allumettes. Ses produits sont entièrement immatériels. Ce qu'elle fabrique et répand dans le public, ce ne sont pas des marchandises, mais des opinions, des jugements et des préjugés, des contenus de conscience de toute sorte<sup>2</sup> ».



L'EXPLOSION MORTELLE de l'usine Total-AZF à Toulouse, en septembre 2001, a donné un aperçu concret de qu'est la permanence du mensonge social. Chacun a pu voir s'affirmer, de la part des gestionnaires et des actionnaires de Total, le plus grand *mépris* pour la législation officielle (non-respect des règles de sécurité, fausse expertise, etc.). C'est l'adage moderne du mensonge social : « je n'ai rien à dire, mais je nierai tout » qui s'est imposé comme *style* de communication. Mais l'intérêt de l'incident n'est pas seulement d'avoir mis à jour à la fois l'opacité gestionnaire de Total (nier toute responsabilité) et la transparence de sa stratégie sociale (le capital variable humain et le capital fixe des machines ne sont que les moyens de la valorisation, etc.), son intérêt est également d'avoir montré, par cet exemple, ce qu'il en est des entreprises « high tech » qu'on nous présente comme des modèles de sécurité et, par là, quel est l'état de fiabilité de *l'ensemble des entreprises capitalistes modernes* (et dans cette liste, les centrales nucléaires – modèles de sécurité autoproclamées – sont à placer, on s'en doute, aux

*premiers rangs*). Aucune de ces entreprises n'est sécurisée et aucune n'a vocation à l'être. L'exigence « citoyenne » d'avoir des entreprises propres « où il ferait bon aller travailler volontairement pour s'épanouir pleinement » bute nécessairement sur le caractère irrationnel du développement capitaliste. Malgré les efforts rationnels des têtes molles qui sortent des Grandes écoles de gestion d'État, c'est d'abord l'exploitation immédiate du salariat par les moyens directs qui est la règle partout. La sécurité des infrastructures et des salariés passe après l'argent facile, même s'il ne peut y avoir de développement capitaliste à long terme sans elle. Bien sûr, il y a des erreurs, des catastrophes, des épidémies, des destructions, mais force est de reconnaître, pensent les stratèges capitalistes, que jusqu'à présent, en dépit de deux guerres mondiales, Hiroshima et Tchernobyl, le capitalisme est toujours là, incontournable, présent et inoxydable ! Ce sont les gens qui s'oxydent, c'est-à-dire *nous*. La seule stratégie durable du capitalisme est de vivre dans l'instant, et d'ériger le mensonge social comme idéologie dominante devant imprégner tous les niveaux du corps social, pour fétichiser des valeurs dépourvues de contenu comme la « transparence », l'« éthique », le « contrôle citoyen » ou la « vérité ». Les plus rationnelles des entreprises modernes sont faites à l'image de la société qui les produit, c'est-à-dire d'un mélange de rationalité nécessaire à la gestion de masse et d'irrationalité inhérente à produire le capital vite fait bien fait, quels que soient les risques en cours, qu'ils soient humains, écologiques, pénaux ou nucléaires. Voilà où nous en sommes avec le mensonge moderne de masse.

L'explosion de l'usine AZF-Total montre ainsi que les dangers les plus terribles ne sont pas forcément là où on le croit. Ce n'est pas d'un missile lancé sur Paris ou d'un épandage chimique terroriste sur Lyon qu'est venue la catastrophe qui a fait plus de trente morts, plusieurs centaines de blessés et quelques milliers de sans abri quelques semaines après les attentats du 11 septembre (New York). Elle est venue de l'organisation capitaliste des villes, des tissus urbains et industriels, développés et entrelacés dans l'unique perspective du travail salarié obligatoire et de sa valorisation, dans lesquels chacun est enfermé. Que les dangers viennent du ciel (les missiles, les boeing-bombes) ou du sol (les explosions d'usines, la pollution chimique des eaux, de l'air, etc.), c'est le paysage capitaliste dans son ensemble qui se consolide comme champ de mines. L'impact des déflagrations prend des proportions ahurissantes qui sont à l'image du degré d'accumulation du capital et des moyens de domination qui l'accompagnent partout. Ces

moyens se transforment sans cesse, et la capacité policière à encadrer et à prévoir les débordements sociaux également. Dans le paysage désolé des villes occidentales, les militaires professionnels se recyclent en gendarmes-soldats que l'on déploie, selon les nécessités d'intervention dans les zones intérieures (vigipirate, Seattle, Gênes, New York, etc.). Ces hybrides hyper-armés ne sont pas moins sinistres que les chimères transgéniques préparées dans les laboratoires scientifiques, qui préfigurent les paysages de demain : « Aujourd'hui, les armées d'intervention impérialiste des États poursuivent leur transformation et leur spécialisation. Dans un contexte de restructuration des économies fondées sur une précarisation croissante du marché du travail et une marginalisation massive de la surpopulation prolétaire, et de conflits sociaux prévisibles, les armées doivent protéger les États contre les nouvelles classes dangereuses. Encore plus que par le passé, l'armée doit être prête à assumer un rôle de police interne »<sup>1</sup>.



**PAR CORPS SOCIAL**, il faut entendre la population ainsi que l'ensemble des rapports sociaux qui la déterminent. Son développement prend des formes (dans son ensemble) de plus en plus irrationnelles, car l'irrationnel est la norme sociale dominante produite chaque jour par la poursuite sans limite et insensée de la valorisation et de la reproduction du capital, uniques pôles de gravité rationnelle de la société capitaliste. Le capitalisme ne se développe pas en rationalisant le monde, il s'adapte à toutes les formes de barbarie locale qu'il subvertit pour leur faire servir son propre développement. L'esclavage des noirs aux États-Unis et le génocide indien, par exemple, sont constitutifs du capitalisme américain, ils structurent toute la société américaine ; le capitalisme russe se développe à partir des restes du monde stalinien, il ne fait pas table rase du passé, mais s'accorde avec lui pour produire le présent. Ces compromis historiques donnent les multiples physionomies hideuses du capitalisme, véritable éponge à recycler tous les modes d'encadrement et de gestion de masse du passé en les modernisant, tout en inventant d'autres, toujours plus effroyables. Jusqu'à quand ? L'alternative Utopie ou Présent perpétuel de la barbarie (la botte écrasée sur un visage éternellement, évoquée par Georges Orwell dans 1984) est l'actualité permanente de la survie en milieu hostile. La barbarie est le passé, le présent et le futur de la société capitaliste.

**BARTHÉLÉMY SCHWARTZ** ■

1 – Guy Debord, *La société du spectacle, respectivement thèses 4, 5 et 6*, 1967.

2 – Hans Magnus Ezensberger, *Culture ou mise en condition, Julliard, 1965. De H.M. Ezensberger, les éditions Allia ont publié, en 1998, les rêveurs d'absolu.*

3 – « Introduction », Karl Korsch, *La guerre et la révolution, Ab irato, 2001.*

## APRÈS LA CATASTROPHE

● Gerta Overbeck, 1923 ●



**L'USINE ET LA MORT.** – Jean-Pierre Levaray travaille, près de Rouen, dans une usine chimique du groupe TotalFinaElf. Lorsque l'usine de Toulouse explose, le 21 septembre 2001, il met la dernière main à un texte de témoignage sur la vie d'un ouvrier d'usine (entièrement rédigé pendant ses heures de travail). Intitulé *Putain d'usine !*, ce texte est publié chez L'Insomniaque (avril 2002).

Militant anarchiste de longue date, éditeur de journaux et de fanzines (*Allonz'enfants*, *El Horia*, *On a faim !*), producteur de rock alternatif, Levaray a su trouver un style simple et sensible, d'une efficacité peu commune, pour analyser de l'intérieur le lien entre le salariat et la mort, dont le drame de Toulouse n'est qu'une manifestation extrême. Sans pathos militant, sans complaisance ni mépris pour les victimes-acteurs du travail, *Putain d'usine !* est un témoignage rare sur le piège quotidien du travail, que seules l'action collective, la transgression et la grève peuvent briser.

Nous publions ci-dessous un texte sur l'après-Toulouse que Jean-Pierre Levaray a rédigé pour *Oiseau-tempête*, ainsi que quelques extraits significatifs de *Putain d'usine !*

OISEAU TEMPÊTE □

**J**e ne suis pas allé à Toulouse après l'accident du 21 septembre. J'aurais pourtant pu facilement : en délégation avec le syndicat, avec les copains du CHS-CT<sup>1</sup>, ou lorsque les collègues nous invitaient pour une enquête, une manif ou pour d'autres raisons.

J'aurais sans doute dû y aller, pour leur apporter soutien, réconfort, compassion, ce dont ils étaient demandeurs. Mais, sur Toulouse, outre les collègues, je connais aussi des personnes qui n'ont toujours pas de fenêtres (il y a encore du contre-plaqué et des films plastique à la place des vitres), des amis qui ont le sommeil perturbé, d'autres qui sursautent encore au moindre claquement de porte. J'ai le cul entre deux chaises et lorsque je vois les réactions des collègues, c'est parfois dur de discuter.

Dans un premier temps, j'ai pensé qu'aller sur le site d'AZF me placerait dans la position du voyeur. En fait, en réfléchissant, je me suis rendu compte que la cause réelle de ma défection, de mon absence sur les lieux et près des ouvriers d'AZF, était plus profonde, plus personnelle, plus inscrite en moi. Ce cratère, ces ateliers en ruine, ces enchevêtrements de taules et de tuyauteries, je n'avais pas envie de les voir, parce que je travaille dans ces mêmes lieux et que dans la chimie on n'est pas à l'abri d'une telle catastrophe, même que parfois c'est limite. Alors, les collègues toulousains, je les ai croisés ailleurs, dans des lieux plus « neutres », en réunions syndicales, ou ailleurs. Je les ai écoutés au téléphone. On a parlé. J'ai écouté, beaucoup.

### Toulouse, les premiers mois

Il y a ce choc, immense ; il y a ces blessures, physiques et morale ; il y a les morts, il y a la mort ; il y a ces ruines, dans et hors l'usine. Des sentiments mêlés, la plupart morbides. Serge qui dit à qui veut l'entendre : « nous portons nos morts sur nos épaules et ils nous parlent encore à l'oreille ». L'accident l'a rendu lyrique. Je le vois bien, il est mal. Juste après l'accident il disait que de toutes façons il ne travaillerait plus chez AZF, qu'il préférerait partir après ce qui s'était passé. Aujourd'hui, plusieurs mois après, alors qu'il participe à la commission d'enquête interne sur l'accident, je vois qu'il a pris sa fonction à cœur, qu'il a intégré des valeurs que la direction distille auprès du personnel déboussolé avec une facilité déconcertante. Toute critique, même minime que l'on peut faire, et il réagit mal, comme si c'était lui qu'on mettait en cause. Il n'est pas le seul à réagir ainsi.

Tous les salariés d'AZF ont été touchés. Il y a eu ces deux explosions, la surprise et l'effroi. Il a fallu effectuer des manœuvres dans le stress pour empêcher que la catastrophe ne soit pire encore ; rester alors que le bon sens aurait voulu que les gens se sauvent loin, perpendiculairement aux gaz nocifs, comme on nous l'apprend en stage « sécurité ». Il a fallu sécuriser au maximum les ateliers qui restaient debout. Il a fallu porter secours. Vite rechercher, dans les éboulis et les cendres, les copains blessés, ou morts. Etre soulagé de retrouver un collègue vivant. Voir la mort de près. Etre blessé, brûlé, choqué.

Au moment où j'écris ces lignes (plus de trois mois après l'explosion), s'ajoutant aux 23 morts sur le site, il y a toujours 70 salariés qui sont en arrêt de travail, et quelques-uns encore à l'hôpital (sans compter les intérimaires).

Ceux qui s'en sont sortis ont tous leur histoire de l'explosion. Jacques qui avait été envoyé à l'autre bout de l'usine deux minutes avant (pour aller chercher des gants !). Lorsqu'il est revenu après, son bureau était soufflé et ses collègues morts, tous morts. Il y a cet autre qui a perdu son fils dans l'explosion, il venait pour la visite d'embauche. Il est mort. Il y a ceux qui ont vu l'enfer et la mort de très près.



**IL Y A AUSSI** toutes ces ruines en ville, dont les salariés d'AZF se sentent responsables, comme des pestiférés, comme ceux qu'on montre du doigt, tenus pour coupables de ce qui s'est passé. Même si, pour eux aussi leur habitat et leur famille ont souffert, même s'ils ne dorment plus, eux non plus. Il y a ces manifs de la population toulousaine pour dire « Plus jamais ça ». Les salariés auraient sans doute dû en faire partie (en tant que victimes, eux aussi, de cette usine), demander le maintien de leurs revenus et la reconversion du site. Mais chacune de ces manifestations était autant d'agressions. Comme s'ils étaient les auteurs de ce drame, comme s'ils n'avaient pas fait ce qu'il fallait pour éviter le pire.

Il y a les politiciens de tous bords qui disent tout et n'importe quoi, par pur souci électoral. Enfin, il y a la presse qui en parle tous les jours et qui souvent ne propose que l'article sensationnel qui fera vendre le journal. Alors c'est le repli sur soi. Quelque chose de difficile à raconter, à expliquer. Sans doute parce que le présent est devenu catastrophique et que le futur s'ouvre sur le vide. Malgré tout ce que le travail salarié a d'aliénant, de terrible, de destructeur de la vie même, on voit des salariés s'accrocher maladivement à des occupations : balayer la route alors que tout est détruit à côté, vouloir à tout prix faire des analyses alors que le laboratoire est sans vitre, sans électricité... On en entend qui veulent redémarrer les installations encore debout, mais sans aucun doute fragilisées. S'accrocher à quelque chose.

Les salariés s'enferment, parlent d'attentat, échafaudent des scénarios extravagants. Un attentat plutôt qu'un défaut de sécurité, ce serait tellement plus réconfortant. La menace viendrait de l'extérieur, pas d'un travail fait et refait quotidiennement.

Le patron la joue fine, paternaliste, et ça marche plutôt. Déjà qu'avant, il ne parlait pas « d'ouvriers » mais « d'opérateurs », maintenant il parle de « ses collaborateurs ». Le directeur, en tant qu'individu, lui aussi a vécu la catastrophe. Le grand boss, lui-même, (le patron de Total FinaElf) alors que la société était au bord du dépôt de bilan, a réinjecté du fric<sup>2</sup>. Alors c'est comme un front uni face à l'adversité. Certains syndicalistes en oublient leurs principes.

C'est difficile, lorsqu'on est à l'extérieur de leur dire ce qu'ils devraient faire. Qui sommes-nous pour donner des leçons, alors qu'on n'a pas vécu ce qu'ils ont vécu ? Pascal, un copain syndicaliste avec lequel je bosse sur Rouen, descend sur Toulouse, voir les collègues. Il dit à des syndicalistes, au secrétaire du CE, à quelques autres, qu'il faut continuer à faire du syndicalisme, qu'il ne faut pas collaborer : il manque de se faire casser la gueule.

### **Sur les autres sites du groupe**

Sur les autres sites, c'est comme s'il y avait eu aussi l'explosion. Les salariés se replient sur eux-mêmes. À Rouen, Nantes, Douais, Bordeaux (et là, en plus, Juppé en politicien veut en profiter pour se débarrasser d'un site qui le gêne dans ses projets), c'est pareil.

Les fabrications y sont quasiment les mêmes ; les ateliers, les stockages, les labos se ressemblent ; la vie qu'on y mène est presque la même...

Le groupe chimique est tellement mis en avant, par la presse et lors des déclarations politiques. Il y a toutes ces visites de la DRIRE, de spécialistes, du préfet, de ministres ; il y a tous ces journalistes qui tournent comme des vautours autour de la boîte... que les copains n'aspirent qu'à une chose : « lâchez-nous, on se débrouillera tout seuls ».



**C'EST PAS POUR DIRE** mais sur le site de Rouen, il n'y a que le syndicat auquel j'adhère (la CGT) qui ne se tait pas. A longueur de tracts et d'interviews<sup>3</sup>, le syndicat dénonce le manque de travaux de sécurité, les dérives d'années en années, les suppressions d'emplois, le recours aux sous-traitants pas qualifiés, etc.

Que l'on se soit exprimé n'a pas été du goût des collègues qui, bien qu'étant d'accord avec ce qu'on dénonçait, auraient préféré que rien ne sorte de l'usine. La direction n'a pas apprécié mais, là, on s'en fichait ; les autres syndicats de la boîte nous ont sommés de nous taire, faisant une fois de plus le choix de la collaboration. Idem pour la plupart des autres syndicats CGT des autres sites du groupe. Pourtant, il fallait bien apporter une autre voix que celle de TotalFinaElf.

Et puis, les jours, les semaines passent et les collègues trouvent qu'on a bien fait de s'exprimer.

### **Plus tard**

En novembre 2001, deux mois après la catastrophe, la direction annonce lors d'un Comité central d'entreprise qu'il y aura du chômage technique à partir de janvier sur le site de Toulouse. Le simple fait, pour les gars, de menacer d'une grève en réaction (c'est à dire, pour une usine qui ne fonctionne plus, stopper la vidange des stockages et des tuyauteries et ne plus assurer que le minimum de sécurité), et la direction renvoie le chômage à plus tard. Ça ne ferait pas bien pour l'image de marque.

Les syndicalistes d'AZF demandent le redémarrage d'une partie de l'usine sécurisée, le patron aussi. Si la revendication est la même, les raisons sont différentes : les uns veulent continuer un travail salarié qui, même s'ils en souffrent, est la manière la plus simple de « gagner leur vie », l'autre parce que Toulouse représente un point stratégique. Il y a ces manifestations pour le redémarrage, qui se font en réaction face à la population toulousaine. Les syndicats invitent les salariés des autres sites du groupe à venir les rejoindre pour manifester avec eux. Quelques camarades y vont, je fais partie de ceux qui n'y vont pas parce que même si je comprends leur besoin de solidarité, et leur volonté de continuer à bosser, plus pour un salaire que pour autre chose, il m'est impossible de me joindre à eux pour demander la réouverture d'une usine de merde.



**LES CHOSES NE SONT PAS SIMPLES.** Même s'ils s'accrochent à ce possible redémarrage partiel de l'usine, dans deux ans, les gars savent qu'il n'y aura pas de travail pour les 450 employés actuels. Il y a des tensions : on pousse les jeunes à partir, à demander des mutations, de façon assez dure parfois. Le climat, le décor de ruine qu'on voit tous les jours, l'absence de véritable boulot, n'arrangent pas les choses.

Et puis certains se mettent à rêver. La direction générale a annoncé qu'elle préparait un « plan industriel » pour 2002. Un plan industriel, depuis le temps, on sait ce que ça veut dire, on en a vécu plus d'un. Ça veut dire, arrêt de certaines installations, plus assez rentables, et suppression d'emplois. Ce sera sans doute saignant (1/4 de la population du groupe ?), mais les actions pourront reprendre de la valeur boursière. Cette fois, ce sont les plus âgés qui se mettent à rêver. La moyenne d'âge dans la Chimie est assez élevée, les usines se sont développées dans les années 60, et ceux qui ont été embauchés aux démarrages approchent des limites d'âges. Ils se mettent à rêver que, vu la situation spécifique de Toulouse, l'État va aider substantiellement, qu'il va y avoir un plan social, des accords, des FNE<sup>3</sup>. Les « vieux » citent d'autres plans qui ont eu lieu où les préretraités avaient 52 ans.

Ils sont nombreux à rêver au jour où, enfin, ils ne mettront plus les pieds dans cette usine...

10 janvier 2002

JEAN-PIERRE LEVARAY ■

PS : depuis, et avant un plan « social » prévu pour mars-avril 2002, la direction générale a déjà programmé l'arrêt complet d'un site à Waziers (Nord), la fermeture d'un dépôt à Brest et 175 départs en pré-retraite à Toulouse.

1 - Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

2 - En fait, c'est juste un geste politique, il aurait été mal vu de la part de TotalFinaElf d'annoncer la fermeture de tous ses sites producteurs d'engrais, quelques semaines après l'explosion. Un « projet industriel » va être proposé dans les prochains mois pour que TFE récupère sa mise.

3 - S'adresser à la presse est toujours un exercice périlleux puisque le but entre l'interviewé et le journaliste n'est pas le même : le premier veut informer au maximum, le second cherche la petite phrase qui fera choc. Les journalistes connaissent peu le sujet pour la plupart. Ils viennent avec des préjugés et s'y tiennent. Les pires de tous venaient de TFI ; ils ont bidonné leur reportage avec des vues d'autres usines plus photogéniques ou montrant qu'on pouvait facilement rentrer dans l'usine, alors qu'il s'agissait de la cour du Comité d'établissement situé hors de l'enceinte de l'usine.

4 - Fonds national de l'emploi (financement des pré-retraites).

**PAUVRE**



Source de richesse

**PROGRÈS**



Le progrès, mais de quoi ?

**RESPECT**



Un mot qui se perd. Comme soumission, docilité, obéissance, résignation

etc

● INVECTIVES. - Bruno Richard (dessins) & Barthélémy Schwartz (textes) ●

## PUTAIN D'USINE !

Jean-Pierre Levaray – *L'Insomniaque*, 2002

..... (Extraits) .....

### **Février 1989**

Je ne sais pas pourquoi je n'arrive à écrire que sur les drames.

L'usine broie mais elle ne tue pas tout le temps. Du moins elle vous tue à petit feu. C'est le quotidien qui tue.

Parfois il y a un accident qui met en lumière la face meurtrière du travail.

Février 89 donc. C'est comme un tournant dans ma vie, dans ma façon de vivre le travail. Le 23 février, vers 14 h, oui c'est ça, je m'en souviens.

Il y a ces deux types d'une entreprise spécialisée dans les interventions dangereuses. Le nucléaire, la vapeur, les produits et les gaz dangereux, les hautes pressions. Ils sont là dans la salle de contrôle avec leur harnachement. Ils doivent intervenir pour la troisième fois sur la même fuite d'hydrogène.

Ce sont toujours, presque toujours, des étrangers à l'usine qui meurent. Nous, nous sortons peu sur les machines, tout se fait sur des ordinateurs, des « visus » [écrans], des consoles, des régulateurs. Je dois les amener sur le lieu de la fuite. Une bride qu'on n'arrive pas à étancher. La fuite n'est pas très importante, ils sont venus hier.

Je n'aime pas cet endroit, l'hydrogène y circule à une pression de 250 bars.

Ils installent le matériel spécial, je dois rester, les assister. L'un d'eux me demande de lui amener un tuyau de cinquante mètres, je vais le lui chercher. Je reste un peu encore mais l'endroit ne me plaît vraiment pas. J'ai peur. L'hydrogène c'est dangereux et ils sont habitués. Je quitte l'endroit parce que je ne peux leur être d'aucune utilité. Je regagne la salle de contrôle, soulagé.

C'est juste là, quand j'ouvre la porte qu'il y a un boum. Sur les écrans, dans les premières secondes, il ne se passe rien, pas d'alarmes, pas de klaxon, tout reste normal. On pense à un avion qui vient de passer le mur du son.

Puis tout s'enclenche. Des alarmes partout. Quelqu'un qui rentre en courant « y'a le feu ». Et l'atelier qu'on ne peut plus diriger, les sécurités se mettent en marche, il faut arrêter en catastrophe. On sort faire les manœuvres et en même temps on se dirige vers les machines en flamme. On utilise les extincteurs. D'autres collègues viennent en renfort.

On ne réfléchit pas dans ces moments-là. Il y a des flammes partout. Il faut protéger les bacs à huile des machines. On est plutôt bons : on éteint tout avant l'arrivée des pompiers.

Et puis on cherche les deux gars. On espère qu'ils ont eu le temps de se sauver.

Au début on n'avait pas pensé que c'était un être humain. On est passé tout près plusieurs fois. Il est à vingt mètres de l'endroit où je l'ai laissé. On ne dirait pas un être humain. Plutôt comme du bois, une grosse branche calcinée.

L'autre, je le vois plus tard. C'est un pompier qui l'a trouvé. Lui aussi on dirait un arbre calciné. Ce qui reste de lui, tordu par la violence, le feu et l'explosion est enchevêtré dans les tuyauteries. Le pompier me dit de partir, mais je dois rester, enjamber le cadavre pour arrêter cette putain de pompe à huile qui ne veut rien savoir. Je sens les larmes qui montent quand je m'excite sur le bouton poussoir, lui aussi brûlé.

Je voudrais tout casser. Un électricien me rejoint pour qu'enfin cette pompe s'arrête. Lui aussi, je le vois, est choqué d'avoir dû passer sur le cadavre.

Après, je rentre en salle de contrôle. Je voudrais partir mais c'est impossible, il y a d'autres manœuvres à faire pour la sécurité. Mon chef est complètement KO, pourtant il n'a rien vu. C'est rétrospectif : hier il est resté avec eux tout le temps des travaux. Ça aurait pu exploser hier. [...]

### **La mort (encore)**

Ils sont nombreux les copains, les collègues qui n'atteignent pas la retraite. Mumu qui avait été embauché pour faire des démarrages d'ateliers à l'étranger et qui n'avait pas réussi à s'adapter à une vie plus sédentaire : cancer ; Dédé : cancer ; JP : cancer. Elvis était venu me voir le matin même, il était en sueur, rouge de teint, et avait du mal à s'exprimer. Deux heures plus tard, on le retrouvait mort sous la douche : rupture d'anévrisme...

Il serait fastidieux de les énumérer tous, mais au boulot, souvent à l'apéro, on en parle encore. C'est dans les statistiques : les ouvriers vivent moins longtemps ; que les cadres. Qu'on n'incrimine pas seulement le tabac et l'alcool, le rythme et les conditions de travail y sont pour beaucoup. Il y a la pénibilité et les poussières, le stress, les multiples changements d'horaire de travail.

Comme on travaille dans la chimie, on n'a que l'embaras du choix dans les produits qui empoisonnent notre environnement : H<sub>2</sub>S, oxyde d'azote, poussières diverses et variées, le phénol au labo, les vapeurs porteuses de chrome ou de nickel, le benzène, tous les éthylomachins, même l'ammoniac on arrive à s'y habituer. Quand on voit l'état de la peinture de nos voitures, on se doute que nos poumons n'en sortent pas indemnes.

Également ces produits qu'on manipule exceptionnellement. Ils arrivent dans de grands fûts sur lesquels figure une tête de mort, ainsi qu'une étiquette : « Dange-

reux : provoque le cancer par inhalation ». Ce sont des produits qui viennent souvent d'Afrique et on se demande comment ils ont été conditionnés là-bas. Portaient-ils des combinaisons spéciales ? Ici, nous les revêtons : des combinaisons blanches, des masques à gaz, des gants. On essaie de prendre le maximum de précautions, mais si ça passait à travers nos combinaisons ?

Le pire, c'est quand la manipulation devient une habitude. À force, parce que c'est une contrainte forte, on se protège moins. J'ai vu des ouvriers « spécialisés » dans la manipulation de produits dangereux (« par inhalation et par contact »), enlever leurs masques et leurs gants parce qu'il faisait trop chaud. Les recommandations de sécurité ne tiennent plus lorsque les conditions de travail frisent celles de l'enfer. C'était une équipe de prolos anglais (on aurait tous pu les voir dans un film de Ken Loach), venus là spécialement pour ce produit à verser dans des tubes gigantesques. Quand on leur parlait des risques, ils répondaient que ce n'était pas grave, qu'ils étaient très bien payés et qu'ils prendraient une douche une fois le travail terminé... Pour laver les poumons, ce serait plus compliqué. [...]

**Lâcher tout ?**

L'usine subit encore actuellement un énième plan « social », le nombre de salariés s'effrite petit à petit, au fur et à mesure des démissions ou des départs en retraite non remplacés, pourtant, on le sait, il va y avoir un nouveau plan de restructuration bientôt. Les besoins de rentabilité, les besoins de dividendes qui doivent tomber ré-

gulièrement font que nos patrons et les actionnaires vont décider de fermer de nouveaux ateliers, voire des sites entiers. C'est inéluctable.

Rien n'est encore officiel, c'est toujours par la bande qu'on l'apprend. Des bruits de couloirs, des allusions, radio-cantine... Pourtant lorsqu'on demande des renseignements, des précisions, toujours le patron dit qu'il n'en est rien. On sait qu'il ment.

Cette nouvelle restructuration on l'attend, en la craignant et la souhaitant à la fois.

On la souhaite parce que ça ferait crever l'abcès, l'épée de Damoclès tomberait. On se retrouverait libéré de l'usine et du salariat. Enfin !

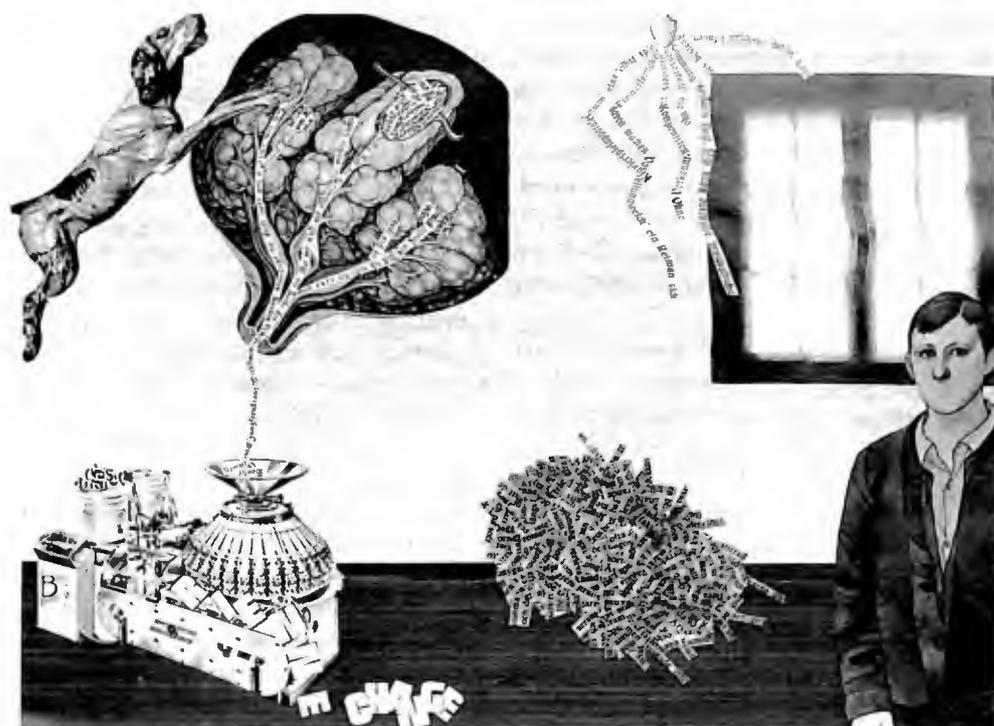
On la craint parce que, sans salaire, la vie serait plus difficile, mais aussi parce que si on faisait partie de ceux qui restent, le boulot serait encore plus pénible. [...]

Et moi là dedans ? Quand vais-je quitter cette usine ?

Ma lettre est prête. Elle est prête depuis longtemps. Une lettre de démission, parce que ça ne peut plus durer. Trop de vie perdue.

La lettre est écrite mais je ne l'ai pas encore envoyée. Manque de courage, peur devant l'avenir et le vide. Je me suis sonné une limite, un laps de temps à ne pas dépasser. Sinon autant atteindre la retraite. D'ailleurs, la boîte fermera peut-être avant la fin de ce temps que je me suis donné, sait-on jamais ?

**JEAN-PIERRE LEVARAY ■**



● André Bernard, Rien ne change ●



● Barthélémy Schwartz, Stupéfaction ●

## ÉMEUTES EN ARGENTINE IL EST PLUS DANGEREUX DE LAISSER LE PEUPLE MOURIR DE FAIM QUE DE S'OPPOSER AU FMI

« L'Argentine, un pays ruiné peuplé de gens pauvres<sup>1</sup> »

**L'**entretien qui suit est celui d'un chômeur argentin, Cacho, publié sur le site de Pimienta Negra<sup>2</sup> à la suite des deux jours d'insurrection des 19 et 20 décembre dernier qui ont ébranlé toute l'Argentine et sa capitale. Ex-travailleur dans une papeterie industrielle, habitant d'un quartier populaire de la banlieue sud de Buenos Aires, membre d'un mouvement de chômeurs, Cacho nous donne sa vision de l'émeute du 20 décembre et de ses causes. Il témoigne de la volonté de ses camarades d'en découdre avec un pouvoir haï, corrompu, cause de leur appauvrissement. Mais il nous parle aussi de la peur de la confrontation de rue, qui se conclura par 35 morts dans le pays (dont 5 à Buenos Aires), des centaines de blessés et plusieurs milliers d'arrestations.

Ces propos témoignent de la confusion et de l'effervescence causées par la décision d'un pouvoir divisé et dépassé par l'emballement de la crise économique, sociale et politique, de bloquer le 1<sup>er</sup> décembre les comptes en banque et de restreindre les retraits à 250 dollars par semaine. Après que les classes moyennes soient descendues massivement dans les rues, l'état de siège a été décrété pour 30 jours dans tout le pays le 19 décembre au soir. Le lendemain, le rassemblement prévu sur la Place de Mai a tourné à l'émeute dans toute la capitale entraînant la fuite du président De la Rúa du palais présidentiel à bord d'un hélicoptère. Pour comprendre les paroles de Cacho (notamment certaines de ses allusions à des

faits récents ou passés, à des groupes politiques, des syndicats...) et pour saisir ce qui se joue actuellement en Argentine, il est nécessaire de resituer ces événements dans l'histoire récente.



L'ÉTAT DE SIÈGE ne fut que le détonateur de cette explosion sociale. Les causes en sont bien plus profondes qui expliquent qu'un pays parmi les dix plus riches du monde dans les années d'après-guerre, s'est trouvé confronté à une faillite économique et financière (endettement<sup>3</sup>, chute de la production<sup>4</sup>, inflation<sup>5</sup>, chômage...). Au point d'inquiéter les États voisins (et notamment les membres du Mercosur – Brésil, Paraguay, Uruguay) et tous ceux qui, préoccupés par les « grands équilibres économiques » de ce monde de plus en plus chaotique, craignent une contagion en chaîne.

Nous n'allons pas détailler ici l'enchaînement des faits économiques amenant à la situation actuelle<sup>6</sup>, ni énumérer les gouvernements successifs qui ont lancé pas moins de sept plans d'austérité en deux ans<sup>7</sup>. Nombreux sont ceux qui tentent d'expliquer cette descente aux enfers du « meilleur élève du FMI » en incriminant l'incurie ou la turpitude de ce dernier ou d'autres institutions financières internationales, fournisseur de prêts au pays depuis longtemps, ou en accusant ces gouvernements de mauvaise gestion capitaliste. Nous nous inscrivons en faux contre cette analyse. Les effondrements économiques récents de plusieurs pays, l'échec flagrant des re-

cettes ultralibérales des « Chicago Boys », de même que celui des politiques économiques keynésiennes ou protectionnistes, démontrent plutôt que c'est le système capitaliste lui-même qui est en crise, en recherche perpétuelle de solutions viables et durables à ses soubresauts économiques.

Le mouvement de révolte contre la crise économique et politique exprime une résistance de la société argentine – et de la classe ouvrière en particulier – au démantèlement d'un système social « intégrateur » que le péronisme a mis en place et géré depuis 1943. Cet État de type dictatorial et populiste avait encadré l'expansion rapide de la classe ouvrière par un solide système de protection sociale (santé, retraite, droit du travail, 13<sup>e</sup> mois...), en collaboration avec les organisations syndicales qu'il avait lui-même installées. Il ne s'agit plus aujourd'hui d'un pouvoir de type fasciste reposant sur une assise sociale large mais sur un système mafieux et clientéliste violent. Société capitaliste moderne, l'Argentine est victime d'un mouvement plus global, qui entraîne progressivement une série de pays au niveau le plus bas des conditions d'exploitation, alors que la société est encore imprégnée de certains « héritages » de la période péroniste, notamment celui d'un fort sentiment nationaliste. Ce dernier fut nettement perceptible à la fois lors de l'insurrection récente et dans certaines revendications exprimées depuis lors. Il s'agit notamment de l'accusation portée à l'encontre des multinationales dans l'explication de la crise, pour mettre en avant une (re) nationalisation des entreprises privatisées par les gouvernants successifs, même s'il est vrai que lors de ces privatisations, les classes dirigeantes et les multinationales<sup>8</sup> en question s'en sont mis plein les poches<sup>9</sup>. Reste à savoir si cette revendication est partagée par une grande partie de la population ou si elle n'est portée que par quelques groupes politiques comme le Partido de trabajadores por el socialismo (PTS, trotskyste) : « La demande de re-nationalisation des entreprises privatisées sans indemnisation et sous contrôle des travailleurs et des usagers est une grande cause nationale qui doit sceller l'alliance populaire contre les monopoles<sup>10</sup> ». C'est aussi du poids de cet héritage nationaliste dont dépend en partie l'issue des luttes sociales en cours.



**AU CYCLE DE DÉGRADATION** progressive des conditions de vie des premiers touchés<sup>11</sup> (chômeurs, salariés, retraités) a répondu une série de réactions sociales depuis une dizaine d'années : grèves générales ou locales, barrages de routes, manifestations, émeutes, pillages de supermarchés, attaques de banques, affrontements avec la gendarmerie et la police, incendies de bâtiments publics... Les causes de l'insurrection des 19 et 20 décembre sont multiples mais convergentes : un État incapable de payer ses fonctionnaires, une baisse des salaires réels de 30 % entre 1980 et 1989, une baisse du niveau des

retraites, une progression rapide du chômage (19 % de la population active), 20 % vivant d'emplois précaires, la pénurie de médicaments et de soins médicaux, la fermeture des écoles pour cause de grève des enseignants, un profond désespoir face à l'avenir doublé d'une haine à l'égard des pouvoirs exécutif et législatif.

Cette insurrection massive a débordé tous les syndicats et partis politiques de gauche et d'extrême-gauche, pourtant aussi aguerris qu'ailleurs dans l'art de la récupération. Mais cette explosion sociale fut l'expression extrême de la colère sociale, cette dernière s'étant concrétisée par différentes formes de luttes dont certaines mobilisent une partie de la population depuis plusieurs années.

**D'abord** : la poursuite des barrages de routes des piqueteros<sup>12</sup>, collectifs de chômeurs et des travailleurs précaires, qui se sont organisés depuis 1996 en assemblées locales. Ce sont à la fois d'anciens ouvriers de l'industrie, ayant souvent une expérience syndicale, mis massivement à la porte depuis une vingtaine d'années à la suite des privatisations, et de jeunes chômeurs qui n'ont jamais travaillé. Ces groupes de chômeurs – où la proportion de femmes est importante – représentent la composante la plus massive et la mieux organisée des mobilisations sociales de ces dernières années.

Comme on peut le voir à travers les propos de Cacho, ces mouvements sont actifs depuis le début des années 90. Ils apparaissent lors des manifestations et grèves de 1993, puis en 1996 et 1997. A ces occasions, ils bloquent des routes dans plusieurs provinces pour exiger des aides financières, de la nourriture, l'arrêt des coupures d'eau et de courant au chômeurs. Ne pouvant bloquer directement la production, ils tentent de bloquer l'arrivage des matières premières et de désorganiser ainsi la chaîne de production et de distribution. Lorsque les forces de l'ordre interviennent, c'est la confrontation, souvent violente. Lorsque des représentants du pouvoir acceptent finalement de négocier, ils n'ont d'autres choix que de venir directement sur les barrages car les chômeurs refusent d'envoyer des délégués traiter pour eux dans les salons du pouvoir. Et s'ils n'obtiennent pas satisfaction, le barrage est maintenu. Parfois, ils attaquent des supermarchés et des dépôts de vivres. Les années suivantes, ils poursuivent leurs actions pour demander des plans d'emploi dans le secteur public.

Dans les années 90, des jonctions ont été réalisées entre eux et les travailleurs en grève, comme par exemple à Campo Duran (entreprise de transport) ou à l'EPEC (entreprise d'électricité en voie de privatisation) à Cordoba. En septembre 2000, leur organisation se pérennise et se fédère au niveau provincial et national. Toutefois, aucune coordination de chômeurs n'avait appelé à manifester le 19 décembre.

**Une autre forme de lutte importante** est la poursuite de grèves de salariés du public (transports, télécommuni-

cations, éducation, employés municipaux) <sup>13</sup> relayées, sporadiquement, dans le secteur privé, notamment dans le secteur bancaire. Depuis un an et demi, sept grèves générales ont été déclenchées à l'appel des syndicats, certaines ayant entraîné une paralysie totale du pays. Celle des 23 et 24 novembre 2000, par exemple, a rassemblé 6,5 millions de travailleurs et près de 150 000 piqueteros. La grève du 9 juin 2001 a donné lieu à des protestations dans les entreprises espagnoles (notamment au siège de Telefonica), une paralysie des transports publics dans les principales villes argentines et des arrêts de travail dans le secteur de l'enseignement et de la justice. À cette occasion, les salariés de la compagnie aérienne Aerolineas Argentinas ont réagi à la menace de fermeture (entraînant la suppression de 6500 emplois alors que 5000 ont déjà été supprimés depuis 10 ans), décidée par le propriétaire, le gouvernement espagnol. Ils ont occupé les bâtiments et ont bloqué les pistes d'atterrissage pendant plusieurs semaines.



**L'EMPRISE DES ORGANISATIONS SYNDICALES** est encore forte parmi les salariés de certains secteurs. L'Argentine compte trois centrales syndicales principales : d'une part, les deux CGT (Confédération générale du travail) <sup>14</sup> – une « officielle » et une « dissidente », toutes deux péronnistes et collaborant ouvertement avec les différents pouvoirs en place <sup>15</sup>. Par exemple, le dirigeant de la CGT dissidente, Hugo Moyano, défend directement la dévaluation du peso car il prétend qu'« il vaut mieux perdre un pourcentage de son salaire plutôt que de perdre son emploi »... D'autre part, la CTA <sup>16</sup> (Centrale des travailleurs argentins), syndicat minoritaire, surtout implantée chez les fonctionnaires. Proche des radicaux au pouvoir, elle s'affiche comme une alternative de gauche aux deux CGT. Les trois centrales soutiennent le gouvernement tout en le critiquant... Comme le dit Cacho, pendant les journées de décembre, ils se sont cachés sous leurs lits.

Un certain nombre d'usines en grève ont créé des coordinations locales et provinciales. On peut citer des exemples récents de grèves suivies d'occupations comme celle de Zanon (fabrication de céramique, à Neuquén, Patagonie), celle de l'usine Brukman (usine textile, implantée au coeur de la capitale fédérale) ou encore l'occupation de la mine de Rio Turbio. Dans le premier cas, les 400 ouvriers de Zanon, qui occupent l'usine depuis début décembre, revendiquent la nationalisation du site et sa réouverture sous contrôle ouvrier <sup>17</sup>. Les assemblées de lutte qui s'y tiennent se sont transformées en assemblées locales <sup>18</sup>, regroupant non seulement les grévistes, mais aussi des chômeurs, des grévistes du public, des délégués d'autres entreprises en grève et des étudiants de la localité. Dans le cas des ouvriers de Brukman, l'occupation a débuté le 18 décembre en réaction à la décision du patron de fermer l'usine, au moins provisoirement. Ré-

voltés contre cette décision qui les condamne au chômage, la plupart des ouvriers ont décidé de prendre l'usine en main et de poursuivre eux-mêmes la production. Même si une partie des salariés a préféré suivre le syndicat à la botte du patron, la plupart accusent ce dernier d'être un « traître » à la cause et s'étonnent qu'il tente encore d'exiger des ouvriers les cotisations en retard !



**LA PARTICULARITÉ DES JOURNÉES DE DÉCEMBRE** est sans doute qu'on a pu voir manifester dans les rues non plus seulement des travailleurs et des chômeurs, mais aussi des étudiants, des retraités et une bonne partie de la classe moyenne (artisans, commerçants, petits patrons...). Cette dernière, ruinée et indignée de l'attaque frontale du pouvoir dont elle fait l'objet, est alors descendue dans les rues au son des casseroles (caserolazos), alors même qu'elle ne s'intéressait pas au sort des ouvriers et des chômeurs, dénonçant même les désagréments causés par les barrages de routes et les grèves. Ce sont d'ailleurs surtout de leurs défilés – souvent moins violents – que les médias ont bien voulu nous parler. Le témoignage de Cacho nous donne une idée de la façon – ambivalente – dont le reste des manifestants ont perçu l'engagement récent des classes moyennes : il stigmatise leur inexpérience de la lutte (« nous ne sommes pas fous au point de sortir au petit jour, avec ou sans casseroles, quand les miliciens patrouillent pour nous choper ou nous tirer dessus comme cette nuit ») <sup>19</sup>, mais accepte, avec étonnement, les gestes de solidarité qui peuvent s'exprimer dans le feu de l'action de la part d'habitants des quartiers aisés du centre ville.

Parallèlement, une partie de la classe moyenne a déjà choisi son camp – pas celui du chômeur dont il est question ici. Des propriétaires de PME-PMI, des commerçants, des producteurs agricoles, des éleveurs et prestataires de services ont créé récemment le MOVEN (Mouvement de l'entreprise nationale) pour proposer un plan d'action pour la défense de la production nationale. Ce plan comprend, entre autres, le rejet du dollar, la renégociation de la dette, la création d'un système de marché alternatif et complémentaire d'entraide pour relancer l'économie nationale <sup>20</sup>.

Une certaine confusion domine aujourd'hui, qui rend ardue la tentative de cerner les suites de ces réactions sociales. Des assemblées de quartier ou « assemblées populaires » se sont développées rapidement depuis les événements des 19 et 20 décembre, d'abord en banlieue de Buenos Aires puis dans tout le pays, à la fois dans les quartiers ouvriers et dans les quartiers plus aisés.

Certaines d'entre elles – notamment dans les quartiers pauvres – sont basées sur une solidarité et une économie informelle <sup>21</sup> qui existent souvent depuis longtemps. Dans tous les cas, il s'agit pour les participants, d'une part, d'organiser au mieux la vie quotidienne dans une situation de crise et de désorganisation générale <sup>22</sup> et,

de l'autre, de pérenniser des lieux de débats sur les événements et les perspectives possibles. Les participants semblent s'entendre sur un mode d'organisation qu'ils revendiquent comme de la « démocratie directe » et surtout sur le rejet du pouvoir en place et le refus de toute récupération politique et syndicale. Comme tout le monde peut s'y exprimer librement, y compris des militants d'organisations, l'influence redoutée de ces derniers par les participants aux assemblées ne se trouvera entravée que si ceux-ci se donnent des perspectives politiques plus claires. Il serait par conséquent un peu rapide de s'enthousiasmer en mettant seulement en avant le cadre formel « démocratique et anti-hiérarchique » qu'elles se sont donné.



**LE « REJET DU POLITIQUE »** qui s'exprime dans de nombreuses assemblées, est moins perceptible dans les propos de Cacho. Est-ce le fait d'une majorité des organisations de chômeurs ou sa position est-elle minoritaire ? En dehors des mouvements de chômeurs qui seraient restés autonomes dans leur organisation et leur prise de décision, d'autres sont désormais plus ou moins contrôlés par des syndicats ou partis politiques populistes<sup>23</sup>.

Une première partie d'entre eux sont menés par la CTA (cf. note) et le FRENAPO (Front national contre la pauvreté), coalition hétéroclite de salariés, de retraités, d'industriels et de curés, qui propose un projet de type social-démocrate. Ces deux organisations<sup>24</sup> avaient, par exemple, organisé une consultation populaire les 14 et 16 décembre<sup>25</sup> pour présenter aux parlementaires un programme de « sécurité d'emploi et de formation », comprenant, entre autres, une allocation minimale pour les chefs de famille au chômage. D'autres sont contrôlés par le CCC (Corriente clasista combativa), dirigé par le PCR de tendance maoïste, front aussi hétérogène que le précédent. D'autres, enfin, sont organisés au sein de la Coordinadora Anibal Veron, qui refuse apparemment les logiques de collaboration avec le pouvoir.



**LE GOUVERNEMENT** est à la recherche d'interlocuteurs ou de « représentants » en recherche de légitimité. Il a déjà tenté des approches auprès des organisations de chômeurs ou des assemblées populaires. Des partis et syndicats de gauche proposent lors des assemblées de quartier que celles-ci soient intégrées au système de démocratie bourgeoise, même si, pour le moment, la majorité des participants reste opposée à cette orientation. Le pouvoir n'a que deux options : la première, un plan de sauvetage de l'économie nationale (dévaluation, aboli-



tion de 50 % de la dette des entreprises nationales), porté par un discours démagogique nationaliste. La seconde option serait de satisfaire aux exigences du FMI dont l'accord des subventions promises dépend. Ces deux orientations reposent, une fois de plus, sur une attaque à la fois des plus pauvres, mais aussi des classes

moyennes, même si une partie de ces dernières est désormais complètement ruinée.

De son côté, le mouvement de lutte, malgré son dynamisme, peine à imposer pour le moment une alternative claire au pouvoir actuel. Les blocages de routes se poursuivent, à l'image de ce groupe de 70 chômeurs, essentiellement composé de femmes, certaines avec leurs enfants dans les bras, qui a tenté de bloquer une rue de la province de Salta pour demander de la nourriture et du travail. Elles n'ont pu résister qu'une heure durant puisqu'elles ont été embarquées rapidement et très violemment par la gendarmerie. Des manifestations, souvent spontanées, démarrent régulièrement à Buenos Aires pour demander, par exemple, la démission des membres de la Cour Suprême. Des assemblées de travailleurs, de chômeurs et de comités de quartier se tiennent à l'échelle nationale. Elles témoignent de la volonté d'unir tous les secteurs en lutte pour éviter les divisions et renforcer le mouvement. Cette tentative d'unification autonome est encore embryonnaire d'autant qu'une bonne partie des secteurs de production et des services restent en dehors de la lutte.

Les résolutions prises lors de ces rencontres nationales sont pour le moins ambivalentes : certaines préconisent une autonomisation réelle par rapport au pouvoir en place qui restent à l'état de déclaration d'intention. D'autres expriment des revendications (sociales, salariales, politiques) adressées à l'État, accordant à ce dernier une légitimité pourtant entamée depuis décembre 2001. Si ces luttes témoignent d'une réelle volonté d'autorganisation, comment les protagonistes réussiront-ils finalement à résoudre ce qui tend à apparaître comme une situation de double pouvoir ?

Un récent ancien Premier ministre avait résumé ainsi la situation devant ses pairs : « Il est plus dangereux de laisser le peuple mourir de faim que de s'opposer au FMI ». De son côté, Cacho affirme : « Ils vont faire un peu d'assistentialisme et bien entendu accroître la répression, parce qu'il n'y a rien d'autre à faire ». Dans l'incertitude générale, l'architecture sécuritaire semble, elle, avoir fait un saut qualitatif : les banques, les administrations, les magasins et les supermarchés se barricadent.

**BORBALA ■**

## NOTES

1 – Les humoristes argentins décrivaient le pays, dans les années 80, par une tirade ironique : « L'Argentine est un pays riche peuplé de gens pauvres ».

2 – <http://usuarios.lycos.es/pimientanegra/>

3 – La dette extérieure en décembre 2001 était de 141 milliards de dollars. Elle a quadruplé entre 1984 et 2000.

4 – En 2001, la chute de la production industrielle était de 6%, dont 40% pour le seul secteur automobile.

5 – Inflation annuelle de 15% en 2001.

6 – Cf. pour plus de détails notamment : « Argentine : une crise qui s'approfondit » (<http://convrev.free.fr/archives/cr/cr17/argentine.htm>) ; « Argentine : la faillite du système capitaliste », in Courant Alternatif février 2002, p. 15 ; « Argentine : la cohésion sociale vole en éclats », in La Lettre de Mouvement Communiste n°1, février 2002 (sans mention, BP 1666, Centre Monnaie, Bruxelles).

7 – Qui prévoient en général une forte réduction des déficits publics en baissant les retraites et les salaires des fonctionnaires, en diminuant les allocations chômage, et en augmentant les impôts.

8 – Surtout celles espagnoles et françaises. Carrefour est, par exemple, le premier employeur du pays. TotalFinaElf, EDF et France Telecom ne sont pas mal placées non plus. De même, 80% de la dette du pays est détenue par les grandes institutions financières privées internationales.

9 – Cf. l'accélération de la fuite des capitaux (nationaux et étrangers) vers des places financières plus sûres (plus de 50 milliards de dollars en 2001). La bourgeoisie argentine a profité de la politique de privatisations massives, estimées à 44,5 milliards de dollars, soit en s'associant à des capitaux étrangers, soit en détournant des fonds importants de l'Etat ou en obtenant des aides.

10 – Cf. « Eux et nous, exproprier les expropriateurs », in La Verdad Obrera, 20 décembre 2001.

11 – Près d'un tiers des Argentins vivent en dessous du seuil de pauvreté.

12 – Cf. notamment « Rebellion in Argentina », interview de James Petras in Monthly Review n°8, janvier 2002.

13 – Luttés notamment pour le versement des salaires et le refus du paiement en monnaie de singe (les « bons Lecop »).

14 – La CGT officielle compte 5 millions d'adhérents et était présente dans les secteurs industriels, commerciaux et financiers. La CGT dissidente compte près de 4 millions d'adhérents.

15 – En 1999, Duhalde, Premier ministre, a nommé un dirigeant de la CGT officielle comme ministre du Travail.

16 – La CTA compte près de 1 million d'adhérents.

17 – ...pour une entreprise d'Etat avec l'illusion autogestionnaire en prime ?

18 – Dans la capitale, mais aussi dans la plupart des grandes villes. A Cordoba (deuxième ville du pays en nombre d'habitants), plus de 10 000 personnes ont marché sur le centre-ville.

19 – Ou encore : « À mesure que passaient les heures et que grandissait la répression, les formes de lutte se radicalisaient, les secteurs des classes moyennes et les personnes les plus modérées se retiraient progressivement du champ de bataille » ; in « Révolte en Argentine », extrait d'un texte de l'OSL (Organisation socialiste libertaire) de Buenos-Aires. Sur le net : <http://www.rebellion.ch>

20 – Cf. Combat Syndicaliste n°20, du 24 janvier 2002, p.12.

21 – L'économie parallèle globale représente 40% de l'économie argentine.

22 – Des foires au troc s'organisent dans tous les pays à partir des assemblées. Dans certaines sont proposées également une bourse du travail et de la santé.

23 – cf « Argentine : la faillite du système capitaliste » (op cit.).

24 – Associées à des organisations de citoyens et des personnalités comme un prix Nobel de la Paix (1973), le président du Mouvement Œcuménique pour les Droits Humains, l'évêque Federico Pagura...

25 – Avec la participation de presque 3 millions de personnes dans tout le pays.



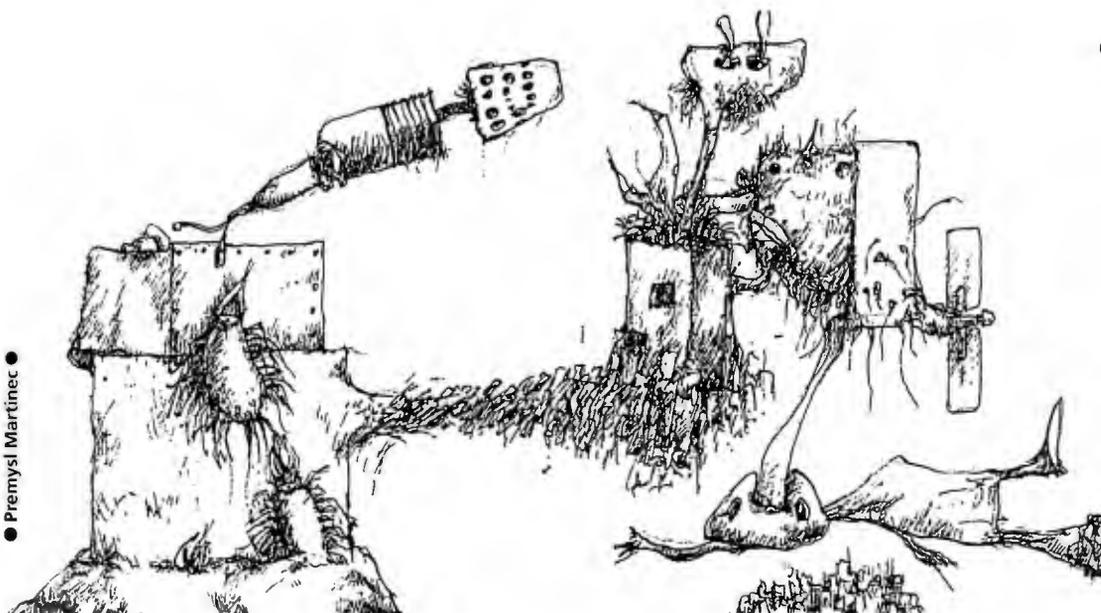
## ENTRETIEN AVEC CACHO

**J**e vais commencer par te raconter comment nous nous sommes organisés pour aller à la place de mai...

Pour nous, ce jeudi était un jour merdique... D'accord, après ce qui venait de se passer, c'était un jour merdique pour tout le monde... Mais c'était encore pire pour nous, les chômeurs, qui avions obtenu un plan de mesures pour l'emploi en bloquant les routes, parce que grâce aux barrages que nous avions faits depuis une semaine pour être payé avant les fêtes, le gouverneur de la province, Carlos Ruckhauf<sup>1</sup> avait annoncé que nous serions payés justement ce matin-là... Et dans notre situation, tu imagines... Pas question de courir le risque

qu'ils arrêtent les paiements en plein milieu de la matinée parce qu'il n'y a plus de liquide comme c'est arrivé plusieurs fois. Dans ce cas, on aurait sûrement occupé la banque comme le mois dernier. Et nous voilà tous à poireauter en nous tenant au courant de ce qui se passait sur la place avec un transistor. La veille, nous avons décidé les camarades du Mouvement de tous les quartiers de la banlieue de nous réunir en assemblée générale au hangar communautaire à deux heures de l'après midi. Pour dire comme je suis naïf ! À ce moment là, au milieu de la matinée, je m'imaginais que la place allait se remplir, pacifiquement, je ne sais pas, de cent ou deux cent mille personnes et qu'ils allaient gueuler sur ces fils de

● Premysl Martinec ●



pute jusqu'à ce qu'ils partent ; je ne prévoyais pas du tout ce qui allait se passer.

**BON, ON A ÉTÉ PAYÉ SANS PROBLÈME** et j'ai fait un saut chez moi. Comme tous les mois j'ai donné cent quarante patacones<sup>2</sup> à Zulma, parce qu'ils nous paient en patacones, tu sais ? Ce fils de pute de Ruckauf paye en monnaie de singe et il est capable de se présenter à la présidentielle. J'ai donné l'argent à ma femme, nous savions bien qu'il y en avait juste assez pour payer les commerçants qui nous font crédit. Entre les dettes et le peu que nous passons à mon beau-frère qui n'a pas droit aux indemnités même s'il a trois enfants à nourrir, il nous restait vingt pesos chacun pour les cigarettes et autres « luxes », une part de poulet pour les fêtes par exemple... Tous les mois c'est pareil les indemnités durent deux trois jours et on tient avec le peu que l'on obtient de la municipalité en faisant des barrages et des manifs, c'est comme ça qu'on nourrit nos enfants. L'aîné, Jorgito, qui a quinze ans, nous aide un peu à nourrir ses quatre frères en faisant des petits boulots. [...] Je me suis dit : Garde ta hargne pour tout à l'heure, Cachito. Qu'elle sorte d'un coup, quand nous serons tous ensemble face à ces fils de pute. Et comme dit César dans les assemblées : « la hargne il faut la transformer en organisation, camarades. » [...]

**IL ÉTAIT MIDI ET DEMI ET DES CAMARADES** étaient déjà là. [...] Je crois bien que c'est Aldo qui a ramené une télé ; il valait mieux se tenir au courant. En allant à la réunion j'avais croisé Cosme dans la rue, lui qui ne se mêle jamais de rien, il m'a dit que la répression avait commencé et il m'a demandé ce que nous allions faire. J'étais sûr qu'il ne viendrait pas mais je l'ai quand même invité à la réunion. Pour commencer nous avons rassemblé nos informations sur les événements de la veille tout en suivant attentivement ce qui se passait à la télé ; ce doit être Santiago qui a dit : « voilà ces puttes de canal 13 qui parlent d'explosion sociale, de colère populaire, eux qui dé-

fendaient le gouvernement pas plus tard qu'hier et qui n'ont pas dit un mot quand nous avons bloqué les routes pendant douze jours. » Du coup, la discussion politique a commencé avant l'assemblée. J'en viens directement à l'assemblée parce que ces discussions se sont prolongées pendant la réunion ; quand vers deux heures, les camarades sont arrivés en nombre la répression avait repris de plus belle. Pendant que la cavalerie chargeait les Mères<sup>3</sup>, les camarades continuaient d'affluer au local. Quand ils se sont mis à matraquer les ados et les gosses qui résistaient pacifiquement par un sit-in, les camarades étaient encore plus nombreux. Les images de la place étaient de plus en plus pénibles et je suis sûr que beaucoup ressentaient la même chose que moi, le même sentiment contradictoire : d'un côté il était certain que les camarades les plus déterminés, ceux qui assuraient la sécurité des barrages et la plus part des délégués partiraient pour la place (il se passera ce qui doit se passer) ; d'un autre côté nous savions aussi et nous comprenions très bien que d'autres camarades, hommes ou femmes, même des hommes mûrs, prenaient peur devant la violence de ces images.

**PUISQU'ON PARLE DE LA PEUR** : je pense que l'annonce de l'état de siège, la veille au soir, n'a pas eu le même effet dans un quartier de la capitale, de Palermo par exemple, que dans les nôtres ou dans les bidonvilles. Ici tout le monde sait que nous sommes des piqueteros, les voisins comme les flics du coin. Les foutus politiciens de la municipalité contre lesquels les voisins sont plus agressifs depuis qu'il y a le Mouvement, se doutent bien que les plus rebelles d'entre nous en font partie, et c'est pour ça que ces puttes nous détestent. Surtout les vieilles carnes de la police du secteur (ces traites à leur classe) parce qu'ils vivent la plupart du temps parmi nous ; dans la police ils attrapent une idéologie, la haine du peuple ou je ne sais quoi, (on leur fait croire qu'ils sont supérieurs), alors que bien sûr, ils ont un frère ou un beau-frère dans notre situation. Mais la police en fait vraiment

des assassins, parce qu'ils ont l'air de prendre leur pied quand ils peuvent descendre impunément un petit voyou du quartier... Ces miliciens nous haïssent à mort et se réjouissent de l'état de siège. Ils pensent qu'ils vont pouvoir nous en faire voir de toutes les couleurs. C'est pour ça que les cacerolazos<sup>4</sup> de la nuit dernière, qui aidèrent tellement à surmonter la peur et à entreprendre le renversement de ces fils de pute de politiciens qui nous gouvernent, sont venus des quartiers des classes moyennes, surtout de ceux de la capitale et des centres villes. Pas vrai ? Nous ne sommes pas fous au point de sortir au petit jour, avec ou sans casseroles, quand les flics patrouillent pour nous choper ou nous tirer dessus comme cette nuit. Ici, il faut souligner un point important de ces deux jours de lutte... Beaucoup de mouvements de chômeurs comme le nôtre avaient fait monter la pression les jours précédents en bloquant les hypermarchés, parce que tu te doutes bien que nous n'avons pas pillé le petit marché du quartier, c'est aux grandes surfaces qu'on s'en est pris, celles des multinationales qui sucent le sang du pays ; on en parle tout le temps dans les réunions de travail du Mouvement. Nous, qui luttons depuis un bout de temps, et bien cette nuit là nous avons hésité mais nous ne sommes pas sortis. Et la classe moyenne qui jusqu'à maintenant n'avait pas exprimé sa colère par de grandes manifestations a été, pour une nuit, plus combative que nous, ou plutôt, s'est jointe à la lutte, en allant vers la Place et le congrès avec ses casseroles, et en affrontant la répression au petit matin.



**BON, IL ÉTAIT DEUX HEURES DE L'APRÈS-MIDI**, nous sentions tous que « l'état de siège ils allaient se le mettre au cul », que ce qu'ils avaient chanté la nuit dernière nous allions le chanter aussi. Cette fois ci, la réunion fut plutôt courte. Les plus déterminés ont parlé en premier, je te donne quelques exemples : Quito, qui a environ vingt-deux ans, un peu moins que moi qui en ai trente deux, a dit avec une passion qu'on ne lui connaissait pas : « à la télé, on voit ces fils de pute de la cavalerie charger les vieilles, c'est dingue, il y a quelques semaines on a passé un accord avec les Mères pour les soutenir dans leur lutte. Toucher aux "vieilles", c'est comme toucher à nos propres mères, c'est dingue, moi je veux aller à la baston ». Il disait tout le temps « c'est dingue », tu vois, et maintenant il commençait à nous appeler « camarades ». C'était clair, Quito était comme une pile électrique et c'était normal vu la tournure des événements depuis la marche de résistance que le Mouvement avait organisée avec les Mères de la Place de mai. Avant, Quito ne savait même pas qui étaient les Mères, mais depuis que nous avions organisé ensemble des barrages sur la Place et qu'il pouvait en connaissance de cause les appeler affectueusement « les vieilles », elles étaient pour lui un symbole de dignité et de combativité.

**APRÈS, J'AI PARLÉ CARRÉMENT DE 1810<sup>5</sup>**, j'ai dit que la révolution de mai avait commencé sur cette place, qu'une autre révolution commençait et que c'est pour ça que j'y allais, pour faire une révolution. Ils m'ont tous applaudi, mais je me rends bien compte que ça dépassait ma pensée, parce que malgré tout l'héroïsme qu'on a vu dans les combats cette après-midi là, malgré le caractère vraiment populaire de la lutte, je crois que nous n'étions pas prêts pour faire une révolution. Quand ils nous ont tiré dessus, nous n'avions rien pour nous défendre. [...] Mais à ce moment là, je le pensais sincèrement, je ne te

raconte pas d'histoires. Je le répète, l'assemblée fut courte parce qu'en voyant ce qui se passait, beaucoup de camarades, hommes et femmes, dirent qu'au lieu de discuter, il valait mieux se décider une fois pour toutes. Le seul problème à résoudre, c'était la peur que ressentait certains. « Chaque fois que je fais des barrages, j'y vais avec mes trois enfants, j'aimerais bien venir, mais je ne sais pas à qui les confier et j'ai peur de les emmener » dit une déléguée de groupe que beaucoup approuvèrent. C'est Juan qui débloqua

la situation, ce qui est étonnant parce que autant il est combatif, autant il est brutal avec les camarades, mais pour une fois il a eu les mots justes, il a dit à peu près ça : « Camarades, cette fois il n'y a pas besoin de voter ni de savoir ce qui convient le mieux aux uns ou aux autres. La situation est merdique et après ce qu'on a vu, nous savons que nous allons affronter les lacrymos et les balles. Je ne dis pas ça pour faire peur, mais pour que nous soyons bien conscients de ce qui nous attend. Le peuple est en train de risquer ses couilles pour déloger ces foutus fils de putes que nous devrions pendre sur cette place pour leur apprendre une bonne fois. Le Mouvement doit être présent comme chaque fois qu'il faut lutter pour sa dignité. Ceux qui le peuvent et dont le courage et la colère sont plus forts que la peur, allez-y, ceux qui préfèrent rester savent qu'ils auront des camarades sur la place qui risqueront leur peau pour tous ! ». On a encore applaudi. C'était phénoménal de voir la force que transmettent les camarades qui, parfois, ont plus de facilité pour parler et arrivent à exprimer ce que tout le monde pense. C'est une telle force, je ne sais pas comment te dire, que ton sang se met à bouillir, je crois bien que je ne me suis jamais senti aussi fort. Une grand-mère qui n'entend et ne voit plus grand chose nous a demandé quand on est sorti : « Cette lutte, c'est pour défendre le plan d'emploi ? » Marisa l'a détrompée : « Cette lutte, c'est pour changer la société, camarade ! » Nous nous sommes préparés et organisés. On m'a confié l'organisation de la sécurité avec Toto et Léo, la vérité, c'est que nous n'avions jamais connu de situation d'affrontement comme celle qui nous attendait...

**POUR ALLER À LA PLACE**, on prend le bus au terminus de l'autre côté de l'avenue. Les autres fois, on s'était arrangé avec le chauffeur pour voyager gratuitement et on comptait bien recommencer. J'ai été surpris quand je suis arrivé. [...] Je ne m'attendais pas à voir autant de monde. Il a fallu dire à Rosa qu'avec ses problèmes respiratoires elle ferait mieux de rester ! Bon, qu'elle vienne si elle veut, et René et Sixto aussi, les vieux du quartier d'en face qui ont trimé toute leur vie, ils doivent avoir dans les soixante-dix ans, mais ne touchent pas leurs retraites parce que leur entreprise a mis la clé sous la porte. Maintenant les vieux sont dans les plans d'emploi comme nous autres, et tu peux me croire, ils sont plus remontés que pas mal de délinquants de vingt ans qui sont accro à la coke et n'ont pas autant la pêche. Mais bon, s'ils ont envie de venir qu'ils viennent aussi. Sixto, avare de paroles avec nous, les jeunots, une fois dans le bus, s'est approché et m'a dit comme ça : « A quinze ans, j'ai accompagné mon père le 17 octobre<sup>6</sup> » C'est tout ce qu'il m'a dit. Il est retourné à sa place et s'est mis à regarder au dehors. Il avait participé au « 17 octobre » et rien que d'en parler ses yeux brillaient encore ! Et moi, j'avais des fourmis dans les jambes. Même avec un blindé on ne m'aurait pas empêché d'y aller. A peine descendus du bus, à six pâtés de maison de la place, on sentait déjà les gaz. On a demandé aux vieux et à Rosa de rentrer. Un peu triste, mais sachant bien qu'il ne pourrait pas supporter les gaz et les charges, Sixto m'a donné des tonnes d'énergie en me serrant les pognes. [...]

**COMME JE TE L'AI DIT**, nous étions drôlement nombreux, que des jeunes, à part nos deux vieux et Rosa. Vu comment se passait l'état de siège chez nous, nous étions arrivés au terminus avec de la crainte et nous nous retenions de chanter le petit refrain sur l'état de siège et ce qu'ils peuvent se faire avec... Au terminus, deux patrouilles sur l'avenue nous ont repérés, ils sont sortis à quatre de chaque fourgon et ils ont fait tout un numéro avec leurs flingues. J'ai si peu d'expérience que j'ai dit : « Ils doivent faire la chasse aux casseurs, si on leur dit qu'on va sur la place, ils vont rester tranquilles ». Par chance, les chauffeurs qui étaient là nous ont fait monter rapidement dans plusieurs bus pour que la foule s'éclaircisse. A peine montés, on a demandé au nôtre la position de son syndicat, la UTA, qui est dans la CGT de Moyano : « Comme d'habitude, quand ça chauffe ils se cachent sous leurs lits et après, ils vont raconter partout que le peuple est formidable, et tout le tralala. Ils sont aussi pourris que les politiciens. » Au vingtième bloc, une patrouille de municipaux s'est mise en travers pour arrêter le bus, ils nous ont encerclés et nous ont matés par les vitres. [...] Les flics qui nous avaient vus monter avaient mis du temps à réagir, mais avaient quand même prévenu une autre pa-



trouille par radio ! Par un de ces coups de bluff qui peuvent faire basculer une situation, le chauffeur répondit que tous les passagers de ce bus avaient leur billet, que les chômeurs avaient pris une autre ligne. Quand ils ont vu nos gueules d'anges, ils l'ont cru et ont dégagé le passage. Quelle classe ce chauffeur ! Cette attitude, et celle d'autres passagers, qui n'allaient pas sur la Place mais qui nous souhaitaient bonne chance, signifiait que non seulement nous avions raison, mais que nous étions portés par la force de tout un peuple, le peuple des simples travailleurs, comme lui, et cette force nous a accompagnés pendant toute la durée des combats pour reprendre la place de mai. [...]

**NOUS AVONS CHERCHÉ DIRECTEMENT** l'avenue de mai pensant que c'était le plus court chemin pour prendre la place. Nous étions à deux pâtés de maisons, environ deux à trois cents à chaque coin de rue. Là, quand j'ai vu tous ces camarades réunis, devine à quoi j'ai pensé ? À une discussion qui revient souvent dans le Mouvement : que nous sommes tous égaux, que nous ne permettrons pas qu'un dirigeant émerge parmi nous... Là, il était clair que nous étions tous égaux ! Bien sûr, il arrive souvent qu'un camarade soit plus compétent pour les tâches administratives, qu'un autre soit plus calé en politique et se débrouille mieux dans les relations avec les autres organisations ou avec les fonctionnaires qui doivent négocier avec nous. Mais ce n'est pas une raison pour avoir un dirigeant, c'est plutôt une raison pour que d'autres, beaucoup d'autres et pourquoi pas tous, acquièrent et développent ces compétences. Parce que, figure-toi, nous étions tous égaux pour balancer des pavés et s'exposer aux balles. Sergio, qui est un peu notre ministre des relations extérieures, était en première ligne, il balançait des gravats tellement fort que son bras semblait partir avec. Je me suis dit que c'était un honneur d'être entouré de camarades de cette trempe et j'ai franchi les quarante mètres qui me séparaient de la position qu'occupait ce « planqué » de Sergio.

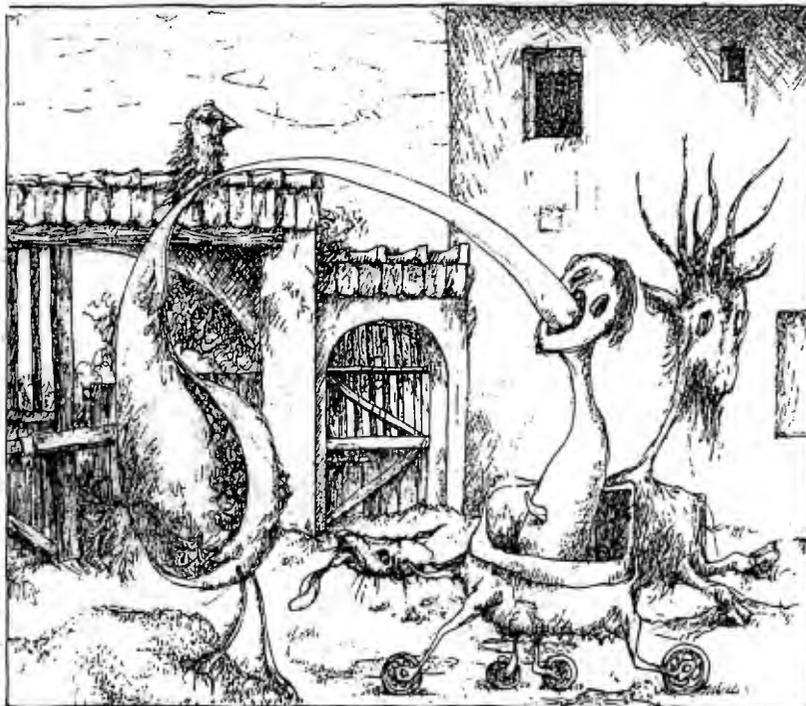
**C'EST VRAI CE QU'ONT DIT** certains journaux : parmi ceux qui jetaient des pierres ou se protégeaient des gaz, il y avait aussi bien des employés de bureau que des pères de familles et des gamins, il y avait nous et des types qui avaient l'air d'étudiants... Cette après-midi là, ceux qui ont pu rejoindre la place, ceux des quartiers pauvres de la banlieue, du Gran Buenos Aires comme la jeunesse des classes moyennes et les employés de banque, tous se sont battus indistinctement dans la même tranchée. Imagine qu'un jeune homme à qui nous avions passé du citron pour se rafraîchir des gaz pendant une cavalcade dans la rue Chacabuco, ouvre la porte d'un immeuble et nous dit d'entrer. On l'a regardé de travers, mais il a déclaré qu'il vivait là

et qu'il ouvrait pour qu'on se protège des gaz. Et pourtant les appartements en plein centre ville ne sont pas donnés ! La résistance à chaque coin de rue, à chaque barricade édiflée avec des panneaux publicitaires ou de signalisation et de tout ce qui pouvait appartenir à l'État, aux banques ou aux multinationales nous unissait. Si quelqu'un s'amusait à détruire une chose privée ou descendait des vitrines sans faire gaffe, la plupart l'en empêchaient. J'avais entendu dire que ça s'était passé comme ça à Cordobazo<sup>7</sup> et je ne sais pas comment les autres l'avaient appris, mais la majorité de ceux qui étaient là étaient d'accord. Vers quatre heures, grâce aux barricades, nous étions arrivés à cent mètres du Cabildo, à l'angle de la place. Avançant, puis reculant sous les tirs de grenades, comme la marée, mais comme la marée montante, toujours plus loin. Ces barricades avec les bagnoles renversées et les câbles que nous tendions entre les trottoirs pour empêcher les charges de cavalerie, c'était du solide, la police devait se contenter de tirer des grenades pour nous contenir, car une barricade bien faite, c'est une position de gagnée.

A ce moment-là, les camarades qui étaient à une centaine de mètres sur notre droite se sont mis à hurler : « Il l'a tué ! Il l'a tué ! » El Negro a couru vers nous pour nous raconter. Après la dernière débandade provoquée par les tirs, quelques adolescents étaient restés paralysés par les gaz, un milicien est descendu de moto avec son neuf millimètres et a tiré à bout portant sur un jeune qui reprenait son souffle. Il l'a descendu comme ça ! J'étais de l'autre côté, mais El Negro, Santiago et d'autres l'ont vu. La fable commençait à courir qu'ils tiraient avec du plomb ! D'autres camarades ont retrouvé les douilles, c'était du neuf millimètre. Nous nous sommes rassem-

blés comme nous pouvions pour en discuter et analyser la situation : ces assassins de merde étaient prêts à nous mitrailler pour nous déloger. D'où nous étions, à cinq cent mètres, on commençait à voir la mare de sang. Je te jure, la rage me sortait par les yeux qui pleuraient déjà à cause des gaz, surtout que j'ai repensé à la même chose que ce matin quand j'ai vu mon fils partir en vadrouille. Fils de pute ! sacrés fils de pute ! Je ne sais pas si j'ai vraiment crié ou si c'est resté à l'intérieur, mais du cordon de flics sur le Cabildo ceux qui ont vu ma tête à cet instant n'ont pas eu besoin d'entendre pour comprendre. On voyait bien qu'ils étaient prêts à tout pour reprendre les choses en main et qu'ils tireraient parce qu'ils se chiaient dessus et que ceux qui donnaient les ordres, à la Rosada<sup>8</sup>, c'était pire encore à l'idée qu'on prenne la Place, qu'on entre à la Rosada et qu'on les pendre parce que, comme avait dit Juan à l'assemblée, c'est tout ce qu'ils méritent. Et vous savez pas, à ce moment, j'ai repensé à mon aîné qui fait des petits boulots pour nous aider au lieu de s'occuper de ses études, je ne crois pas que leurs gosses à eux mènent ce genre de vie. C'est pour ça que je voulais qu'on occupe la place, pour que ces Messieurs du FMI voient que quand on a décidé quelque chose on ne change pas d'avis comme ça et que quand on aura des armes, on verra ce qu'on verra... Bon, malgré les gaz, nous avons discuté rapidement à un coin de rue, certains proposaient d'essayer de passer par les rues parallèles, jusqu'à ce que l'un dise, je m'en souviens bien : « Attention les gars, ils nous tirent dessus et sans cocktails molotov, ils nous auront ! ». Il a ajouté que dans l'avenue du 9 juillet, il y avait plein de monde qui essayait de faire la jonction et nous nous sommes repliés, je ne sais pas trop comment de ce côté-là, par la rue parallèle à l'avenue de

mai. Pour protéger les barricades et les foyers allumés à chaque coin de rue pour les empêcher de passer avec des blindés ou des motos, nous avons foutu le feu à tout ce qui nous est tombé sous la main : franchement au début je prenais carrément n'importe quoi, sans penser à la tête en bouillie du camarade descendu ni à l'avenir de mes quatre autres enfants. C'est moi qui avais pris feu. A chaque coin de rue, tu rencontrais des gars, des connus, des inconnus, qui choisissaient leurs objectifs. « Non pas celui là, c'est des logements, celui-là, plutôt celui-là, c'est une banque populaire, AFJP » disait un jeune avec une dégaine d'étudiant. Faut pas que j'oublie celui qui, avenue du 9 juillet, où c'était plus tranquille si l'on peut dire, se plaignait de la violence, disait qu'il ne fallait pas casser, que c'était une manifestation pacifique. J'étais un peu plus calme, mais quand même, il



● Premysl Martinec ●

tombait mal : « Va dire au jeune qui s'est fait descendre que c'est une manif pacifique, aux propriétaires de cette banque qui pillent le pays et aux gosses qui meurent de faim, va parler de paix à ceux qui se sont faits descendre en province hier en attaquant les supermarchés ! ». Voilà ce que je lui ai dit et même un peu plus. Avenue du 9 juillet, nous avons pu nous regrouper, vérifier que nous étions au complet, quelques-uns asphyxiés par les gaz, d'autres blessés par des balles en caoutchouc, mais tous un peu plus calmes. À cet endroit plus large nous avons repris notre souffle, et en continuant à incendier les barricades, nous avons rencontré quelques connaissances, parfois cagoulées, des militants d'autres groupes, d'autres tendances, à peu près deux cent camarades, beaucoup du Grand Buenos Aires. A la tension des premières heures s'est substituée la joie, parce que même si nous comprenions qu'on ne prendrait pas la place, le chaos régnait partout dans la ville. Mais doucement, sinon on va croire que je me réjouis du chaos pour le chaos. Les responsables du chaos, ce sont ceux qui pensent que nous allons plier devant la répression. Ce n'est pas le chaos pour le chaos, mais pour qu'ils sachent que s'ils ne nous respectent pas, que s'ils n'apprennent pas à respecter le peuple, ils ne pourront pas continuer à vivre tranquillement de son exploitation. Voilà le message il me semble.

La fumée des incendies des banques couvrait tout le centre de Buenos Aires. Vous avez vu dans quel état ils ont laissé le McDo ? Des endroits les plus élevés, on voyait des colonnes de fumées noires qui montraient qu'ailleurs c'était pareil. Un grand type, la cinquantaine, tout en saccageant le mobilier d'une banque, hurlait aux caméras de télé : « Ça appartient aux associés de Cavallo, ceux qui nous ruinent tous, on va voir s'ils vont nous respecter un peu maintenant et continuer à se moquer de ce pays ». Après, il a fait un gros effort pour empêcher les voyous de voler les ordinateurs : « Ici on ne vole rien camarades, on veut foutre à l'égout tous ce qu'ils nous ont piqué, c'est pour ça qu'on vous empêche de voler, pour tout foutre à l'égout ». Ces voyous, ce sont les pickpockets qui opèrent dans les gares. Je ne sais pas si c'est de s'entendre appeler camarades ou pour une autre raison, mais ils ont reposé les ordinateurs qu'ils s'approprièrent à embarquer. On entend parler de vandalisme et tout. Moi je trouve que c'est juste qu'ils perdent de temps en temps. Qu'on leur fasse peur, qu'ils nous respectent. Que quand le peuple en a marre... Qu'est ce que je raconte ? Je crois que la grande majorité se rend compte que l'incendie de la ville est une réponse à tant d'oppression, de cirque, de morts depuis si longtemps qu'ils en profitent. Je suis même convaincu que ce qui se passe en ce moment est un acte de justice. De justice populaire. Pourquoi pas ? Maintenant allons à la recherche de Dani qui sait toujours calculer le nombre de manifestants. Dani m'a dit qu'à vue de nez, rien que sur l'avenue du 9 juillet, il devait y avoir entre douze mille et quinze mille per-

sonnes. Le prof, qui avait entendu, s'est approché pour nous dire que du quartier San Telmo à l'avenue Santa Fé, il y aurait quatre-vingt mille combattants. Je ne sais pas calculer ces choses là, mais pourquoi pas ? Pendant une accalmie, ce prof nous a raconté que pendant la Semaine Sanglante, il a dit que c'était en 1919 je crois, les affrontements avec le pouvoir n'avaient pas atteint ce niveau là. Que nous faisons l'histoire et que ça n'était pas terminé.

**BON, À CE MOMENT** il était un peu plus de sept heures, Sonia qui avait le portable a reçu un appel de Sandra qui était en faction devant la télé. Elle nous a dit qu'il y avait cinq morts, tous tués par balles, plus de trois mille arrestations et que cet imbécile de De la Rúa était prêt à démissionner. En dépit des morts et des blessés, de la fatigue, de la menace toujours présente, des blindés et des tirs isolés, nous commençons à considérer cette bataille comme un triomphe. J'ai repris un peu mes esprits. La suite vous la connaissez, les réjouissances à l'annonce de la chute du gouvernement, les voitures de civils sans plaques tirant des coups de feu dans la foule, la retraite à la tombée de la nuit jusqu'au terminus. Il a fallu contenir notre euphorie parce que nous étions moins nombreux et que c'était plein de flics en civil. On a rassemblé un peu de monnaie et une fois de plus, avec la complicité des chauffeurs et aux grands regrets des forces de l'ordre, nous sommes montés nombreux avec peu de billets [...]

**AU LOCAL COMMUNAUTAIRE**, nous avons laissé éclater notre joie. Nos camarades nous attendaient, ils nous ont accueillis avec des chants et des applaudissements. Des voisins se sont inquiétés de savoir si tout le monde allait bien, s'il n'y avait pas de blessés. Les anciens, émus, nous ont félicités. Nous sommes restés jusqu'au petit matin partageant des anecdotes, chacun racontant ses aventures. Nous avons analysé avec passion nos réussites et nos échecs. Tania a proposé que nous rendions hommage aux motocyclistes qui se sont payés la corvée de transporter les blessés, qui ont affronté la cavalerie, trimballé des pierres et transmis des informations. Nous savions que parmi les morts, deux étaient des camarades motards. [...]

**QUE VA-T-IL SE PASSER MAINTENANT ?** Je n'en sais rien ! Nous avons juste viré une poignée de fils de pute et il en reste un paquet ! Parlons sérieusement, j'avais exagéré à l'assemblée, ce ne fut pas une révolution sociale. Loin s'en faut. Nous le savons bien, nous en avons assez parlé dans les réunions du Mouvement et dans les discussions sur l'avenir, qu'un changement social est nécessaire. Une de nos chansons dit : « Balançons les dans la merde, et que le travailleur gouverne... » Pas vrai ? Ce qui est sûr, c'est que maintenant le peuple tout entier, les travailleurs comme les chômeurs, nous sommes beau-

coup plus forts qu'avant. Je crois que nous le savons aussi bien qu'eux, la classe politique et les policiers qui ont eu une sacrée frousse, les détenteurs du pouvoir économique, qui sont un peu sonnés et plus inquiets. Nous en avons discuté, nous n'attendons rien du prochain gouvernement qui va faire un peu d'assistentialisme et bien entendu, accroître la répression, parce qu'il n'y a rien d'autre à faire. Voilà pourquoi nous allons travailler chaque jour à renforcer le Mouvement, à se coordonner avec d'autres secteurs, à développer nos propres projets productifs et nos propres forces, sans se fier à aucun politique ou syndicaliste qui voudrait nous représenter. En inventant de nouvelles relations sociales, en pétrissant le changement social dès maintenant, comme nous l'avons déjà décidé. Jusqu'à ce qu'on les balance dans la merde et que le travailleur gouverne ».

**ET SI NOUS PERDONS ?** Ça se pourrait aussi Nous ne sommes pas les premiers à nous insurger, d'autres l'ont tenté avant nous et figure-toi que nous en avons discuté pas mal de la « Semaine Sanglante » du 17 octobre, de Cordobazo. Et si nous en sommes là, c'est parce que ces camarades n'ont pas gagné, il me semble. Alors bien sûr, je me dis que peut-être nous perdrons et que, si ça arrive, quand mes enfants [...] me demanderont [...] : « mon vieux, qu'est ce que vous avez foutu pour qu'on soit dans un tel bordel ? » [...] Je pourrai leurs répondre que nous avons perdu, mais que nous avons donné le meilleur de nous mêmes pour que ça change. [...].

Buenos Aires, décembre 2001  
TRADUCTION SOL □

- 1 - Carlos Ruckhauf : gouverneur de la province à l'époque, depuis ministre des Affaires étrangères, péroniste.
- 2 - Patacones : quasi-monnaie provinciale.
- 3 - Mères de la place de mai : parentes de disparus sous le régime militaire qui manifestent tous les jeudis sur cette place.
- 4 - Cacerolazo : littéralement « concert de casseroles », les casseroles pouvant avantageusement être remplacées par les objets les plus divers, symboles du mouvement de protestation commencé le 19 décembre.
- 5 - 1810 : le vice-roi (d'Espagne) est chassé, l'Argentine devient indépendante.

- 6 - 17 octobre 1945 : après le renvoi et l'arrestation (12 octobre) d'un secrétaire d'État au travail nommé Péron, la CGT appelle à une grève générale pour le 18, mais sans plus attendre, un million de manifestants convergent vers le centre ville le 17. Le gouvernement est renversé et Péron plébiscité.
- 7 - Cordobazo : haut fait d'armes du prolétariat argentin qui, du 25 au 30 mai 1969, mène de violents combats contre la police et l'armée et se rend maître quelques heures du centre de Buenos Aires.
- 8 - Casa Rosada : hôtel Matignon argentin.



● LES NUMÉROS 1 (1997) A 6 (1999) de **Oiseau-tempête** sont épuisés, mais consultables sur le site web <http://abirato.free.fr> ● LES NUMÉROS 7 (2000) A 8 (2001) sont toujours disponibles. ● NUMÉRO 8 (Été 2001) : **dossier Contre-Attac (trois textes) : Du leurre sur toast, Tromperie sur la marchandise, La fuite en avant et la poursuite du même** : demandez le contrôle démocratique de l'État et des riches, un capitalisme à visage humain. – **Ni avec mais contre** : capitalistes et anti-mondialisation sont sur un bateau, lesquels tombent à l'eau ? – **Où aller ?** lettre de Palestine. – **Traître à la race, (trois textes de la revue Race Traitor, USA) : Abolir la race blanche par tous les moyens, Le problème qui me pose l'enseignement culturel, Antifascisme, antiracisme et abolition** : les races comme formation sociale historique et les limites de l'antiracisme. – **Aliénation garantie, gratuite et obligatoire**



et **L'aliénation scolaire** : peut-être toutes les choses qu'on nous a enseignées sont-elles fausses ? – **Quelle lumière ce dimanche !** à la recherche du lien entre expression libératrice des désirs et projet révolutionnaire. – **Utopie libertaire antique et guerre des paysans en Chine** : à l'assaut du ciel, visions d'un passé pour imaginer l'avenir. – **Gourous et révoltés, le Falungong en Chine** : le pouvoir préférera toujours les gourous aux révoltés. – **Le présent néotechnologique sans critique** : comme s'il y avait un « avant la barbarie récente » auquel il faudrait revenir. – **Invectivopharismes** : lorsque les aphorismes résonnent comme des gifles. – **Parcours d'un collectif autonome** : critique du Mouvement des sans-terre au Brésil par des paysans en lutte. – **Les nouveaux métiers** : sondeur de conscience, fermier de porte automatique, suicideur de prison... – **Le vrai portrait de Christophe Colomb ouvrant le chemin de la première banlieue** : on l'a reconnu, c'est le Père Ubush ! ●



## LE TEMPS DES VILS



e député-maire de Rennes remettait le 19 juin 2001 au ministre de la Ville un rapport sur « le temps des villes » préconisant notamment « la création de "bureaux des temps" dans toute commune de plus de 20 000 habitants afin

des besoins qui découlent de la vie familiale et professionnelle ».

À l'affût de temps accru pour la consommation, la Chambre locale de Commerce et d'Industrie a dévoré le rapport Hervé avec gourmandise d'après *Ouest-France* du 18-19 août 2001. Edmond Hervé se gargarise en citant la crèche Papu de Rennes, où les parents peuvent déposer ou reprendre leurs enfants à n'importe quel moment de la journée. Certes, il « ne croit pas que le sommet social soit une crèche ouverte 24h sur 24 » ; il se dit opposé à l'ouverture systématique des commerces le dimanche. M'enfin... derrière ses formules enrobées d'ambiguïté, il œuvre dans le même sens que le député-maire de Vitré, Pierre Méhaignerie, qui se réjouissait le même jour sur Radio-Armorique du plus grand nombre de « nounous » disponibles jusqu'à 23 heures dans sa bonne ville, siège d'entreprises-modèles d'exploitation, telle la Société Vitréenne d'Abattage du bétail !

Pour de tels bienfaiteurs de l'humanité, flanqués de sociologues et de féministes ministériels, la référence est en fait la loi Aubry II. Elle demande aux grandes agglomérations de « favoriser l'harmonisation des horaires de services publics avec les besoins découlant, notamment du point de vue de la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale, de l'évolution de l'organisation du travail » (*Le Monde* du 20 juin 2001). Voilà qui est clair : la « modernisation » consiste à soumettre hommes, femmes, enfants, assistantes maternelles, employés des services publics, aux contraintes de l'entreprise capitaliste, et non d'établir le contraire !

Après La Poste, France-Télécom, la SNCF, les fonctions publiques (territoriales, hospitalières, ministérielles) passent leurs agents à la moulinette de l'ingénieuse réduction du temps de travail. Même les « veinards » agents du Budget déchantent : pas un emploi supplémentaire pour compenser leur deux semaines supplémentaires de repos par agent ! Peu à peu, les victimes de l'arnaque vont réaliser toute la portée de ce qui leur arrive : comme les agents de France-Télécom ou les facteurs depuis 2000, une fois déduit ce temps de repos imprenable (hormis en le stockant sur un compte-épargne-temps pour se payer une préretraite !

l'identification millimétrée de leur temps de travail effectif sera accomplie.

La réduction du temps de travail n'était une revendication progressiste que lorsqu'elle liait la réduction de la semaine à celle de la journée de travail « les 40 heures et la journée de 8 heures » au début du XX<sup>e</sup> siècle). Même lorsque la crise des années 30 supprimait des milliers d'emplois, le salarié luttait durement pour restreindre l'intensité de l'exploitation sur la durée de chaque semaine et de chaque jour, et non pour prétendre créer des emplois comme les idéologues syndicaux des années 1980-90.

Désormais, pour intensifier l'exploitation des tâcherons modernes, le décompte s'établit en années d'heures. C'est l'objectif dans tous les secteurs où procédures, organisation et continuité du travail, recèlent encore des « gisements de productivité » : les salariés et leurs temps morts doivent être pressés comme des citrons. Partout, les réorganisations visent bien à réduire, non le travail des salariés, mais leur temps de travail payé. Cette méthode RTT est une des clés des gestionnaires pour abaisser le coût du travail (les autres consistant à abâtardir les statuts, sous-traiter, recourir à l'intérim). L'objectif de la ministre Guigou d'abrogation de l'ordonnance de 1982 ramenait le statut des hospitaliers en dessous des résultats négociés lors de la RTT de cette époque.

L'ingénieur bricole son horlogerie infernale non sans petites contrariétés. Par exemple, La Poste a suspendu l'instauration contestée d'un compte de suivi individuel de ses 300 000 salariés. Il vient couronner tout l'outillage des experts en flexibilité : « diagnostics » du temps réel avant les « 35 heures », vacances quotidiennes rallongées, semi-annualisation des « repos de cycle ». Il y a d'autant moins renonciation à son principe que les édretons syndicaux de toutes plumes (même les plus hérissées !) ont étouffé toute fédération des mouvements de grève. Il est vrai que les salariés récalcitrants n'ont ni revendiqué ni lutté pour, mais contre la réduction du temps de travail réellement existante...



Les saigneurs de la guerre sociale apprécieront les « bureaux du temps » du député-maire socialiste de Rennes. Tels sont les vils accompagnements charitables de la réforme moderne qui nous enchaîne au Capital et à l'État, sa providence... Ainsi se poursuit, avec la bénédiction chrétienne-démocrate, la remarquable contribution historique de la gauche plurielle : un sacré progrès de la vampirisation capitaliste de tout le temps de notre vie.

NADYAN ■



Fig. 54. *Phtirus inguinilis*, x 20. St. stigmaté. Tr. trachées. D'après H. Blanchard

## UN 4-PAGES DE OISEAU-TEMPÊTE LE GRAND JEU

**À LA UNE DE CE « HORS-SÉRIE »** (décembre 2001), deux articles à vocation éditoriale, « What a wonderful world ! » et « Le grand jeu », tentent d'appréhender les conséquences des attentats, aux USA, en Europe, et singulièrement en France. « Prétendre que rien n'a changé depuis le 11 septembre, c'est finalement tenir – en l'inversant – le même discours que le pouvoir sous prétexte d'échapper à la psychose ambiante ou bien encore croire que la guerre sociale continue comme si de rien n'était », assure le premier. C'est une « faiblesse nouvelle » des USA qui est révélée, note le deuxième, avant de souligner l'usage que les patrons américains sauront faire de cette faiblesse structurelle à leur bénéfice : licenciements, concentrations, subventions publiques au secteur privé. L'article conclut sur la nécessité d'un mouvement social « contestant la soumission aux "lois de l'économie", partant des lieux d'exploitation [qui] pourrait unifier, dans une dynamique de rupture, les énergies et les potentialités des réseaux antimondialisation anticapitalistes. »

Intitulé « Qu'importent les victimes... », en référence au commentaire commis par le poète Tailhade après un attentat anarchiste de 1893, un court article stigmatise les anathèmes relevés ici et là contre les victimes du World Trade Center, supposées complices du système. Nous écrivons : « On a pu entendre et lire, dans les milieux libertaires et radicaux... », sans attaquer donc le mouvement libertaire *dans son ensemble*, comme l'a cru un éditorialiste du *Monde libertaire*.

Un correspondant de New York (« My perfect cousin ») insiste précisément sur les nombreux travailleurs immigrés sans-papiers morts dans l'attaque ou privés de leur travail dans les semaines suivantes, du fait du contrôle militaire et policier institué dans la ville.

« Fantômas démasqué » raille la gigantesque société anonyme qu'est devenu dans son entier le système capitaliste. Qu'elles organisent les détails les plus futiles de la vie ou qu'elles la menacent, les décisions sont prises par des masques. « En cas de dysfonctionnement

les services ad hoc fourniront le responsable, rien ni personne n'est programmé pour trouver le coupable. En cas d'attentat, le scénario reste inchangé. »

Tandis que Jospin (rappel aux amnésiques) donnait une version social-démocrate de la loi « Sécurité et liberté » du défunt Peyrefitte, sous l'appellation « Sécurité quotidienne » (« Urbi et orbi » en détaille les principales dispositions), la Commission européenne adoptait une arsenal répressif nouveau permettant de qualifier « terroriste », et de réprimer comme tel, toute infraction commise « contre un ou plusieurs pays, leurs institutions ou leur population [...] en vue de les menacer et de porter gravement atteinte aux structures politiques, économiques ou sociales ». Le même article (« Euro-lois scélérates ») souligne que le meilleur préservatif contre cette paix sociale aux allures de guerre mondiale sans limites demeure « la contestation sociale s'exerçant à partir des lieux mêmes du travail obligatoire ». Il évoque à l'appui l'exemple de 1936 et, plus récemment, le plan Vigipirate, rendu provisoirement inapplicable par les grèves de décembre 1995.

Enfin, plusieurs textes stigmatisent le réformisme collaborateur d'Attac, particulièrement épinglé dans un encadré (« Attac ? Assis ! Couché ! ») pour les déclarations policières d'un René Passet, et le vote par la majorité des députés membres d'Attac de la loi « Sécurité quotidienne ».

**Nota :** On peut consulter l'intégralité de ce « hors-série » sur Internet : <<http://abirato.free.fr>> ou le commander à l'adresse de la revue, en joignant un timbre pour frais de port.

OT ■



Fig. 55. — *Argas texensis*, femelle gorgée vue de profil, x 3. Remarque la limite entre la face dorsale et la face ventrale.



Fig. 56. — *Ornithodoros moubata*, femelle gorgée vue de profil, x 3. Remarque l'absence de limite entre la face dorsale et la face ventrale.



Fig. 57. — *Argas laevis*, femelle gorgée vue de profil, x 3. Remarque la limite entre la face dorsale et la face ventrale.



Fig. 58. — *Ornithodoros moubata*, femelle gorgée vue de profil, x 3. Remarque l'absence de limite entre la face dorsale et la face ventrale.

« À la guerre comme à la guerre, Oiseau-tempête se fait feuille d'intervention sans attendre la parution de son numéro 9. Après que B52, services secrets et seigneurs de la guerre se sont partagés l'Afghanistan, les démocraties occidentales créent, sous couvert d'« antiterrorisme », un arsenal répressif inédit. Jamais la paix sociale ordinaire n'aura davantage ressemblé à un état de guerre, appelé à durer toujours. »

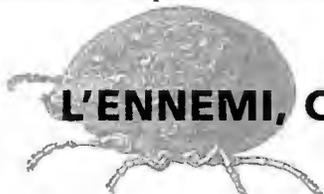
Ces lignes sont extraites de la présentation qui figure en une du « quatre pages » gratuit publié par Oiseau-tempête en décembre 2001. Tiré à 2 500 exemplaires, diffusé grâce à l'effort de groupes et d'individualités libertaires – qu'ils en soient ici remerciés<sup>1</sup> – dépassant donc largement le

11 SEPTEMBRE – CIA  
PLANIFICATION...

## LE CAPITALISME EST-IL UNE MACHINATION ?

cercle des lecteurs et lectrices habituels de la revue, il nous a valu lettres et commentaires, parfois critiques. Les désaccords portaient essentiellement sur notre critique de l'explication des attaques de New York et Washington par l'hypothèse du complot. De l'autre côté de l'Atlantique, nous sont parvenues des réactions suggérant que nous n'aurions pas assez insisté sur la vacuité de cette hypothèse, trahissant une vision facile et sécurisante du fonctionnement capitaliste comme conspiration des puissants. Afin d'enfoncer le clou à propos de ce que nous avons qualifié sans équivoque d'« approches parano-complotistes », nous publions ci-après de larges extraits de deux textes, dont les auteurs qui nous les ont adressés, Richard Greeman – qui se définit lui-même comme « internationaliste new-yorkais » – et Paul Mattick Jr. ont déjà été accueillis dans nos colonnes<sup>2</sup>.

OISEAU-TEMPÊTE ■



## L'ENNEMI, C'EST LE CAPITALISME

UNE PUBLICATION de *L'Imposture* du 11 septembre a relancé en France, de façon sensationnelle, la thèse du complot d'État à propos de l'attaque du 11 septembre. L'auteur, Thierry Meyssan, met en doute la version officielle de la destruction partielle du Pentagone, qu'il prétend être le résultat d'un complot interne à l'État américain. L'énorme succès rencontré par ce livre<sup>3</sup> montre l'intérêt que ces théories suscitent, non seulement dans l'opinion, mais aussi dans les petits cercles qui se veulent en opposition au système. **Richard Greeman**, souligne tout d'abord que la démonstration repose sur un non-sens : l'absence de photographies officielles alors même qu'on sait que le gouvernement « censure tous les renseignements sous prétexte de « sécurité » ». Enfin, il conteste les hypothèses complotistes, « qui finalement n'expliquent rien, tout en divertissant les esprits d'une vérité élémentaire qui saute aux yeux ».

OT □

Le gouvernement américain, très ouvertement, cherche à dominer militairement le monde entier dans l'intérêt du capitalisme américain mondialiste. On n'a pas besoin de chercher la petite bête : elle est toute grosse. George Bush et son secrétaire à la Guerre von Rumsfeld ne cachent pas leur jeu. Ils déclarent tout haut qu'ils feront la guerre à qui ils veulent, au moment qui leur convient, sans consulter le Congrès ni les Alliés. Et ils n'hésiteront pas à employer les armes atomiques pour protéger leurs intérêts. Ils n'ont pas besoin de subterfuge ni de prétexte, car ils ne rencontrent pas d'opposition politique ni aux États-Unis, où les Dé-

mocrates font surenchère de patriotisme guerrier, ni en Europe, où les Blair, les Josrac et autres Chipins se bousculent pour seconder l'impérialisme américain (ces derniers, évidemment, de manière indépendante).

D'ailleurs, Bush et von Rumsfeld ne font que continuer la politique de Clinton, qui, on s'en souvient, a fait plusieurs fois bombarder l'Afghanistan, l'Irak et le Soudan, où il a fait exploser une usine inoffensive de produits pharmaceutiques sans que le Congrès et les Alliés ne bronchent. Encore, l'ordre administratif donné au Pentagone de préconiser l'emploi d'armes atomiques dites tactiques était signé Clinton. Bush et von Rumsfeld

n'ont fait que le rendre public, car ils veulent faire peur et des armes qu'on ne brandit pas ne peuvent pas terroriser l'adversaire. Cette arrogance spectaculaire de la part du gouvernement américain rend toute théorie de complot absurde à force d'être superflue.

(...) Je ne nie pas que le CIA et le FBI aient fabriqué des complots (autre grande révélation du livre). Je les ai vu provoquer l'assassinat chez mes amis des Black Panthers. A l'étranger ils ont mis en place les dictatures de Saddam, de Noriega, et l'emprise de Ben Laden sur l'Afghanistan, et ils ont saboté les démocraties socialistes de Mossadagh (Iran 1954), d'Arbenz (Guatemala 1956), d'Allende (Chili 1973), et préparé une invasion contre Castro (Baie des Cochons 1960).

(...) Plus tard, en 1984 au Nicaragua, j'ai vécu les raids et assassinats où la CIA ciblait les instituteurs, les infirmières, les agronomes, les organisateurs de coopératives pour tuer l'espoir d'une révolution contre la faim, la maladie, l'ignorance et l'oppression. Les balles made in USA que j'entendais partir, je savais qu'elles avaient été secrètement payées par la CIA avec l'argent de la drogue et aussi celui du secret entre Reagan et l'Ayatollah Khomeini (otages contre armes). (...) [Fort] de ces expériences, je n'ai pas une très haute opinion des capacités du secret de la CIA ni de l'intelligence militaire, qui est à l'intelligence tout court ce que la musique militaire est à la musique. Ce n'est peut-être pas très rassurant de les savoir capables de grosses incompétences, mais je crois pouvoir formellement rassurer mes amis (...) que les services secrets américains sont matériellement (objectivement) incapables du genre de complot qu'on imagine. Quelques exemples, tous récents, suffiront pour vous convaincre de leur incurie et leur imbécillité. (...) Le meilleur exemple date de la semaine dernière quand l'*International Herald Tribune* a publié que Mohamed

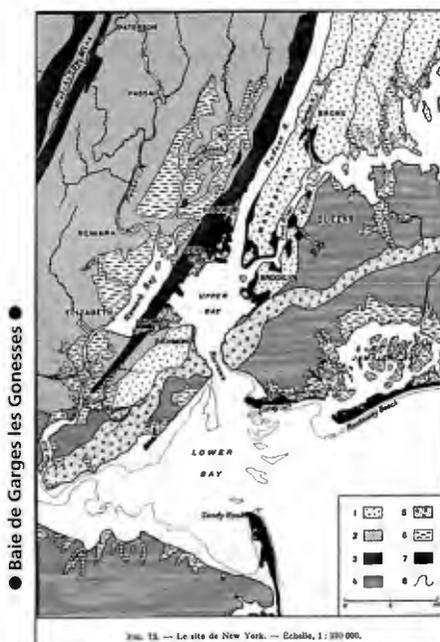
Atta et Marwan Al-Shehhi, qui avaient piloté les deux avions qui se sont écrasés contre les deux Tours, venaient de recevoir avec retard le visa qu'ils avaient demandé pour continuer leurs études à l'école de pilotage de Floride! Ce n'est pas le retard de six mois qui me fait rire mais le fait que la redoutée MIGRA, la

police des étrangers chargée de la sécurité qui depuis le 11 septembre détient en secret et interroge un grand nombre (inconnu) d'inoffensifs arabes au profil de terroristes, n'a pas hésité à approuver des visas de pilote à ces deux-là! Après ça, n'essayez pas de me faire croire que ces gens-là sont capables d'avoir organisé les attentats du 11 septembre à l'insu de tous. Et à quoi bon, puis qu'ils ont déjà tout le pouvoir?

Si je m'acharne à démolir l'hypothèse du complot, c'est que je la trouve non seulement puérile mais dangereuse. D'abord, elle suppose des forces occultes qui, si on arrivait à les exposer devant le pouvoir de l'opinion, seraient moins menaçantes. (...) Les impérialistes se moquent de l'opinion, qu'ils fabriquent d'ailleurs par leur hégémonie sur les médias et les élus, le complot ouvert de l'argent contre la démocratie. Ce genre d'illusion nous permet de ne pas réaliser que c'est contre le capitalisme mondial qu'il faudra éventuellement nous battre, et pas contre de faibles conspirateurs qui doivent se cacher! Encore, l'hypothèse du complot arrange les nationalistes de tous les bords. Dans les pays arabes, l'hypothèse d'un « complot juif » derrière le 11 septembre est depuis longtemps acceptée comme une vérité prouvée chez les nationalistes et même chez des intellectuels de gauche. Selon cette hypothèse, c'est Israël et le lobby juif qui manipulent Bush, et c'est le Mossad qui a fait tomber les Tours. La preuve? Il n'y avait pas de juifs (sic!) dans les Tours le 11 septembre; le complot juif les aura avertis, tous et toutes! Cette hypothèse sert à détourner le regard des masses arabes de leur oppression politique et économique, du manque de soutien réel pour l'insurrection palestinienne de la part des gouvernements arabes, et de leur complicité avec les impérialistes américains. Les familles pétrolières Bush et Ben Laden font des affaires ensemble depuis une génération. Voilà une autre véritable conspiration qu'on s'abstient de trop exposer! En revanche, l'hypothèse du complot CIA favorisée par les médias français permet de placer le problème là-bas, dans l'Empire des MacDo, et de passer sous silence la participation de l'Armée française dans une guerre à l'Afghanistan dont le but est de remettre en place le régime des seigneurs de guerre pré-Taliban afin de contrôler la région dans l'intérêt stratégique et pétrolier des impérialismes. Évidemment, la France ne veut pas être laissée en arrière et rater la distribution du butin. Ainsi elle envoie ses fils, ses filles, et ses Mystères soutenir le régime des pilleurs, massacreurs, violeurs, et trafiquants de drogue, qui font à nouveau un supplice de vie des femmes, selon le témoignage de la courageuse Association révolutionnaire des femmes afghanes. [...]

L'ennemi est toujours chez soi. Ce n'est ni le juif, ni le Franc-maçon, ni l'agent secret, c'est le capitalisme.

**RICHARD GREEMAN ■**

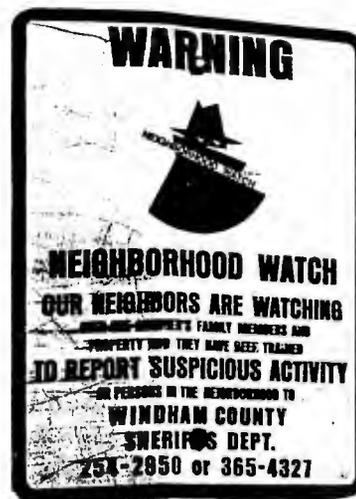


## L'ILLUSION DE LA MAÎTRISE



**D**E SON CÔTÉ, Paul Mattick Jr. revient sur les fondements idéologiques de la pensée complotiste ; il établit un lien avec le discours gauchiste du « Plan du capital », dont il fait remonter les origines aux anciennes positions du marxisme social-démocrate ainsi qu'aux courants interventionnistes de l'économie politique bourgeoise. Les unes et les autres convergeant dans la croyance d'une régulation possible du système capitaliste. Au plan, au complot, du capital, de la classe bourgeoise, il s'agirait d'opposer un autre plan, appliqué par des moyens légalistes ou insurrectionnels. En clair, l'importance donnée au volontarisme, au « réalisme », aux stratégies politiques, fait passer au second plan toute idée d'émancipation sociale fondée sur la subversion du système.

On aurait tort de voir dans cette démonstration l'affirmation que le complot, la conspiration et les calculs stratégiques sont étrangers à la politique bourgeoise. Tout au contraire. On insiste ici sur le fait que toute action et réaction politique des classes dirigeantes se fait dans le cadre d'un système de production de valeur dont le fonctionnement contradictoire leur échappe. C'est pourquoi, au-delà du spectacle de la politique, de leurs aventures barbares, ces classes se retrouvent toujours, comme l'écrit Paul Mattick Jr., dans « un monde auquel [elles] ne s'attendaient pas ».



● Laure B., Vermont, USA ●

OT □

**L**es racines immédiates de ces conceptions [complotistes] plongent dans l'extension de l'activité régulatrice et économique de l'État, non seulement aux États-Unis mais dans tous les pays capitalistes, en réaction à la crise de 1929 et en préparation à la Deuxième guerre mondiale. Après la guerre, le retour de la prospérité mondiale n'entraîna pas le démantèlement des institutions économiques d'État. Au contraire, l'État contribua à la réorganisation internationale de l'économie capitaliste mondiale sous hégémonie américaine. Cela semblait particulièrement urgent face à l'existence de systèmes d'exploitation hors marché, en URSS et en Chine, et face au sentiment de menace causé par l'influence communiste en Europe après la guerre. Les États-Unis lancèrent le plan Marshall en Europe et la reconstruction de l'économie et de l'administration japonaises, comme moyens de conjurer cette menace ainsi que de développer un système mondial adapté aux besoins du capitalisme américain. L'OTAN fournit l'organisation militaire multinationale chargée de protéger l'« Occident ». Les nations européennes finirent par s'organiser elles-mêmes au sein du Marché commun pour contrer l'hégémonie américaine – exemple suivi, avec plus ou moins de succès, par des groupes de nations d'autres continents.

Cette évolution semblait être la mise en œuvre d'idées proposées à l'intérieur du mouvement social-démocrate depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La théorie du capital financier, de Rudolf Hilferding<sup>4</sup>, prévoyait le développement de cartels capitalistes multinationaux, qui

seraient aidés dans la régulation de l'économie capitaliste par une rationalisation de l'État bureaucratique. Le socialisme, prévoyait Hilferding, serait ainsi préparé par le capitalisme lui-même ; il suffirait ensuite qu'un gouvernement socialiste élu s'emparât de l'appareil de planification capitaliste. Lénine adopta cette idée, en mettant l'accent sur la dimension internationale – l'impérialisme – de l'organisation économique capitaliste et en remplaçant la politique électorale par une révolution conduite par un parti d'avant-garde. La Troisième internationale, fondée après la prise du pouvoir par les Bolcheviks en Russie comme agence de promotion des intérêts nationaux soviétiques, adapta la vision de Hilferding pour décrire son rôle dirigeant en tant que quartier général des forces révolutionnaires mondiales, formulant la stratégie et la tactique de la lutte pour la domination du monde.

C'est cette conception qui fut imitée, d'une manière curieuse, par les idéologues capitalistes après la Deuxième guerre mondiale. Non seulement la description d'un monde divisé en deux blocs tendanciellement unifiés – avec un « tiers monde » neutre convoité par le premier et le deuxième – mais aussi l'idée d'économies planifiées plurent aux penseurs de la classe dirigeante. Il y avait des variantes nationales, bien sûr : les États-Unis mettaient officiellement l'accent sur les vertus (inexistantes) du marché libre, alors que la France vantait les pouvoirs de la planification d'État. (...) De même, Herbert Marcuse, reprenant les idées déjà avancées dans les années 30 par d'autres membres de l'école de Francfort, décrivit une

« société unidimensionnelle » où la manipulation keynésienne de l'économie avait érodé la base traditionnelle de la lutte des classes. Or, les événements ont montré la sagesse supérieure de la vieille idée du capitalisme comme système anarchique, régi par des processus de développement incontrôlables, qui amènent chaque période de prospérité et de stabilité politique vers une crise économique, politique et sociale. Malgré les merveilles jadis vantées des techniques japonaises de gestion et de supervision étatique d'une activité économique hautement concentrée, le Japon se trouve en état de crise depuis dix ans, sans porte de sortie en vue. La « crise asiatique » d'il y a quelques années s'est répandue dans le monde entier, sous le couvert de l'éclatement de la bulle boursière américaine, se manifestant de la manière la plus violente en Afrique et maintenant en Argentine, et perturbant même les pouvoirs en place aux États-Unis.

Comme toujours, les troubles économiques accompagnent l'instabilité politique. Il conviendrait même de décrire la transformation de l'URSS en une nouvelle forme de capitalisme mafieux comme le résultat le plus spectaculaire du dysfonctionnement de l'économie mondiale. Quoi qu'il en soit, la stagnation et la dégénérescence des zones sous-développées du monde – y compris l'Afrique du Nord et les pays producteurs de pétrole en général – ont eu les conséquences que l'on a vues, tant pour l'URSS, chassée d'Afghanistan par l'association de l'argent américain et des guerriers islamiques, que pour les Américains aujourd'hui. Ces derniers se retrouvent désormais dans un monde auquel ils ne s'attendaient pas, même s'ils s'imaginent toujours – ou du moins le groupe de gens actuellement au pouvoir – pouvoir maîtriser la situation internationale par des moyens militaires, tout en espérant rien de mieux que le retour de la prospérité sur le front domestique.

Si la classe dirigeante américaine actuelle – et sur ce terrain il n'y a guère de différence entre les deux partis – a un plan économique, il semble se résumer en gros au vol de la plus grande part possible du revenu national au

profit de ses membres à titre personnel mais surtout des intérêts économiques qui financent les élections. En cela, elle continue le grand œuvre du gouvernement Reagan de restructuration des lois fiscales et de l'activité économique de l'État, afin d'accélérer le transfert de l'argent de la classe laborieuse vers la minorité fortunée qui coiffe le système. Elle n'est absolument pas prête, à l'exception d'un accroissement des pouvoirs de la police, à s'occuper de la masse croissante des chômeurs, des SDF et des sous-alimentés privés de soins médicaux que le système produit. Elle est incapable de réfléchir au-delà des impératifs économiques immédiats du secteur de l'énergie et des autres secteurs reposant sur les carburants tirés du pétrole, et d'envisager sérieusement le déclin final de ces carburants, sans parler des effets sur l'environnement.

Certes, les instituts de recherche publics et privés paient des milliers d'experts de tous acabit pour envisager des scénarios économiques, politiques et militaires pour l'avenir. Tout comme des groupes tels qu'Al Qaïda et le Mouvement islamique d'Ouzbékistan rêvaient sans doute de créer un système d'États islamiques en Asie centrale, financé par l'exploitation des réserves pétrolières du Turkménistan, de l'Azerbaïdjan et du Kazakhstan, les compagnies occidentales, aidées par leurs gouvernements respectifs, avaient un œil sur ces mêmes richesses. Depuis le 11 septembre, ces plans sont en suspens, de même que le projet de gazoduc Iran-Pakistan-Inde. Seul l'avenir nous dira quelle coalition d'États et de compagnies finiront par réaliser ces projets. D'ici là, comme par le passé, des aventures militaires modifieront la situation de manière imprévue par les politiques qui en auront été les initiateurs, tandis que l'érosion permanente de l'économie mondiale continuera à engendrer de nouvelles situations politiques et sociales.

PAUL MATTICK JR ■

*Nota. Les titres sont de la rédaction.*

1 – Citons notamment des camarades des groupes de la Fédération anarchiste, à Rouen et Besançon, et d'autres diffuseurs à Saint-Nazaire, Nantes, Rennes, Lyon, etc..

2 – De Richard Greeman, *Oiseau-tempête* a publié: « Dangereux raccourcis et requins végétariens, zapatisme et néolibéralisme. » (n°3, 1998) ; et de Paul Mattick Jr.: « Les amours de l'art et de l'argent » (n°2, 1997) ainsi que: « Modernisme et communisme antibolchévique: les Progressistes de Cologne » (n°4, 1998).

3 – Thierry Meyssan, *L'imposture du 11 septembre*, Éd. Carnot, Paris, 2002.

4 – Social-démocrate allemand, proche de Kautsky; auteur, au début des années 1900, d'un ouvrage intitulé *Le Capital financier*.



● Blason du Service de déminage de la police de la ville de New York ●

● Gustave Verbeek, *The terrors of The Tiny Tads*, 1905 ●



## ALIENATION GARANTIE, GRATUITE ET OBLIGATOIRE (suite)

**L**e dialogue qui suit est une fiction imaginée par la direction d'un lycée américain. Pas n'importe lequel puisqu'il s'agit du lycée Stuyvesant de New York, situé à quelques pâtés de maisons du World Trade Center et qui fut évacué après l'attentat du 11 septembre 2001. Pour prévenir tout risque de contestation et renforcer la psychose anti-terroriste, la direction a tout naturellement distribué cette « circulaire » d'un nouveau genre aux élèves et à l'ensemble du personnel. Extraits.

**QUESTION. – Pourquoi devons-nous avoir notre carte d'identité au lycée ?**

RÉPONSE. – Parce que tous les fanatiques et tous les fous d'Amérique du Nord ont vu/entendu parler de/lu quelque chose sur Stuyvesant depuis l'attentat contre le WTC. Nous sommes LE lycée vedette d'Amérique. Nous devons pouvoir identifier au premier coup d'oeil ceux qui n'en font pas partie.

**QUESTION. – Mais des personnes non autorisées pourraient s'introduire dans le bâtiment. Quelqu'un pourrait très bien avoir trouvé une carte ou s'en fabriquer une.**

RÉPONSE. – C'est vrai que l'obligation du port de la carte d'identité n'est pas parfait mais c'est mieux que rien. Nous ne pouvons pas rester les bras croisés à attendre qu'il arrive quelque chose, et puis dire : « Mince, on aurait dû exercer une surveillance plus stricte. J'espère que les parents des quatorze enfants qui sont morts et des trente-sept qui ont été blessés comprendront la réticence des élèves de Stuyvesant vis-à-vis de l'énorme contrainte que représentait le fait d'avoir sa carte d'identité sur soi ».

**QUESTION. – Mais nous ne sommes que des lycéens. Nous n'avons pas l'air de terroristes. Pourquoi faut-il que nous ayons nos papiers sur nous en classe ?**

RÉPONSE. – Les terroristes ne ressemblent pas tous à Oussama ben Laden. Entendez-moi bien. Tous les fanatiques et tous les cinglés ont entendu parler de Stuyvesant. Tous ceux qui n'ont pas eu la moyenne à leur partiel,

tous ceux qui sont remontés contre leur prof, tous ceux qui ont la haine. Tout le monde. Nous sommes déjà 250 millions, rien que dans ce pays.

**QUESTION. – Bande de flics fascistes, vous ne cherchez qu'à nous faire peur, avec votre mentalité de Big Brother. En fait, il n'y a pas vraiment de danger.**

RÉPONSE. – Vous croyez à ce que vous dites ? Les plus grands événements de l'histoire ont eu lieu à deux pas de chez nous et nous avons souvent eu droit aux manchettes des journaux. Il y a tous ces salopards qui croient qu'ils vont passer l'éternité au ciel avec soixante-douze vierges s'ils réussissent à tuer quelques uns d'entre nous en se suicidant. Ils y croient vraiment. Il y a des cinglés qui croient voir Satant, il existe toutes sortes de barjots et de frappés, et vous vous pensez que vous êtes au-dessus de l'obligation d'avoir sa carte d'identité au lycée. C'est la guerre et nous sommes un front potentiel.

**QUESTION. – Et qu'est-ce que vous allez faire si je refuse d'avoir ma carte d'identité ?**

RÉPONSE. – À la première infraction, nous téléphonerons à vos parents. A la deuxième, vous serez consignés dans le préau avec un vigile jusqu'à ce que vos parents viennent vous chercher. Et si c'est nécessaire, nous rédigerons un rapport sur votre négligence à l'égard de la sécurité des autres membres de la communauté que nous joindrons à votre dossier. Les universités seront très certainement intéressées de savoir que vous avez eu ce genre d'attitude.

**QUESTION. – Sur la photo de ma carte d'identité, j'ai l'air d'un gogol. Ça me gêne.**

RÉPONSE. – Nous referons toutes les photos de ceux qui se trouvent laids et moins mûrs qu'ils ne sont vraiment. Nombre d'entre vous ont beaucoup changé depuis la sixième.

TRADUCTION GOBELIN □



● André Bernard, La brosse à dix-six dents ●

## L'EFFET CHOMSKY OU L'ANARCHISME D'ÉTAT

**L**a rentrée 2001 a vu culminer un engouement éditorial et militant pour les textes de Noam Chomsky, perceptible depuis 1998. Plusieurs recueils ont été publiés (notamment par les éditions Agone), ainsi que des entretiens; une partie de la presse anarchiste fait un usage immodéré des nombreux textes et interviews de Chomsky disponibles sur Internet. *Le Monde libertaire* lui consacrait ainsi la une de son premier numéro de rentrée, prélude à une longue série<sup>1</sup>. Les textes politiques du célèbre linguiste américain étaient en effet introuvables depuis une vingtaine d'années.

Cette redécouverte s'effectue presque toujours sur le mode du panégyrique. « Noam Chomsky est le plus connu des anarchistes contemporains; il est aussi un des plus célèbres intellectuels vivants », écrit Normand Baillargeon (*L'ordre moins le pouvoir*, Agone, 2001). Dans la préface à *De la guerre comme politique étrangère des États-Unis* (Agone, 2001) Jean Bricmont le qualifie tout bonnement de « géant politique méconnu ». Les « auteurs » d'un entretien, curieusement intitulé *Deux heures de lucidité* (Les Arènes, 2001), n'y vont pas de main morte non plus, saluant « un des derniers auteurs et penseurs vivants véritablement rebelles de ce millénaire naissant », dont les plages de temps libre, nous apprenent-ils « se réservent six mois à l'avance ». Nul doute que ces formules, caractéristiques d'un culte de la personnalité étranger à la tradition libertaire, font rire le principal intéressé, auquel je ne songe pas à les imputer à crime. Elles visent, et c'est en quoi elles m'intéressent, à persuader le lecteur qu'il a la chance de découvrir une pensée absolument originale jusqu'alors méprisée et ignorée. De la part des journaux et commentateurs libertaires (Baillargeon, etc.), il s'agit d'utiliser la réputation internationale du linguiste Chomsky pour servir la diffusion de positions politiques qualifiées d'anarchistes, ainsi crédibilisées par la reconnaissance universitaire et scien-

tifique de celui qui les défend. Il faut pour cela présenter Chomsky comme un linguiste célèbre doublé d'un penseur anarchiste. C'est sur la légitimité – et les conséquences – de ce dispositif que je souhaite m'interroger ici.

Il importe auparavant de noter que dans le même temps où l'anarchiste est présenté au public militant, l'analyste de la politique étrangère (militaire notamment) des États-Unis se voit ouvrir largement les colonnes de la presse respectueuse, sans qu'y soient jamais mentionnées ses sympathies libertaires. *Le Monde*, qui lui accorde une pleine page dans un supplément sur la guerre (22 novembre 2001), le qualifie tout de même d'« incarnation d'une pensée critique radicale ». *Le Monde diplomatique*, qui publie « Terrorisme, l'arme des puissants » (décembre 2001), ne souffle mot de ses engagements. C'est qu'aussi Chomsky lui-même s'abstient d'y faire la moindre allusion. Autant on peut admettre – sous réserve d'un examen approfondi que nous nous réservons de tenter dans l'avenir – la séparation qu'il revendique entre son travail de linguiste et son activité militante (justifiée par le fait que cette dernière ne doit pas apparaître réservée aux spécialistes), autant on comprend mal pourquoi l'« anarchiste » Chomsky néglige pareilles tribunes, et attend qu'on lui pose des questions sur son engagement anarchiste, comme s'il s'agissait de questions « personnelles », pour aborder cet aspect des choses. Ce faisant, il contribue à sa propre instrumentalisation par les fabricants d'idéologie, tantôt ignoré (aux USA, même si son livre *9-11*, pour *11 septembre*, s'est vendu, sans grande couverture de presse, à plus de cent mille exemplaires), tantôt célébré (en France) dans un parfum d'antiaméricanisme.

Dans son opuscule de vulgarisation *L'ordre moins le pouvoir*, unanimement salué par la presse anarchiste, Baillargeon estime que Chomsky a « prolongé et

renové » la tradition anarchiste. Il s'abstient toutefois – et pour cause ! – de signaler en quoi pourrait constituer cette « rénovation ». Chomsky lui-même semble plus proche de la vérité lorsqu'il précise (en 1976) : « Je ne me considère pas vraiment comme un penseur anarchiste. Disons que je suis une sorte de compagnon de route<sup>2</sup>. » En dehors de la filiation anarcho-syndicaliste, revendiquée dans nombre d'entretiens accordés à des revues militantes<sup>3</sup>, il n'est pas si facile – malgré la pléthore récente de publications – de se faire une idée précise du compagnonnage anarchiste de Chomsky. J'ai limité mes investigations à la question, essentielle, de la destruction de l'État et de la rupture avec le système capitaliste.

J'indique ici, pour la commodité de mon propos et de sa lecture, que j'entends par « révolutionnaire » précisément celui ou celle qui prend parti pour une telle rupture, jugée préalable nécessaire à la construction d'une société égalitaire et libertaire. Symétriquement, est dit « contre-révolutionnaire » celui qui proclame la rupture impossible et/ou peu souhaitable.

### Renforcer l'État

Dans l'un des textes récemment publiés<sup>4</sup>, Chomsky recommande une politique qui a – du point de vue anarchiste – le mérite de l'originalité : le renforcement de l'État.

« L'idéal anarchiste, quelle qu'en soit la forme, a toujours tendu, par définition, vers un démantèlement du pouvoir étatique. Je partage cet idéal. Pourtant, il entre souvent en conflit direct avec mes objectifs immédiats, qui sont de défendre, voire de renforcer certains aspects de l'autorité de l'État [...]. Aujourd'hui, dans le cadre de nos sociétés, j'estime que la stratégie des anarchistes sincères doit être de défendre certaines institutions de l'État contre les assauts qu'elles subissent, tout en s'efforçant de les contraindre à s'ouvrir à une participation populaire plus large et plus effective. Cette démarche n'est pas minée de l'intérieur par une contradiction apparente entre stratégie et idéal ; elle procède tout naturellement d'une hiérarchisation pratique des idéaux et d'une évaluation, tout aussi pratique, des moyens d'action. »

Chomsky revient sur le sujet dans un autre texte, non traduit en français<sup>5</sup>, dont je vais donner l'essentiel de la teneur, avant de critiquer l'un et l'autre.

Interrogé sur les chances de réaliser une société anarchiste, Chomsky répond en utilisant un slogan des travailleurs agricoles brésiliens : « Ils disent qu'ils doivent agrandir leur cage jusqu'à ce qu'ils puissent en briser les barreaux ». Chomsky estime que, dans la situation actuelle aux États-Unis, il faut défendre la cage contre des prédateurs extérieurs ; défendre le pouvoir – certes illégitime – de l'État contre la tyrannie privée. « C'est, dit-il, une chose évidente pour toute personne soucieuse de justice et de liberté, par exemple quelqu'un qui pense que les enfants doivent être nourris, mais cela semble dif-

ficile à comprendre pour beaucoup de ceux qui se proclament libertaires et anarchistes. À mon avis, ajoute-t-il, c'est une des pulsions irrationnelles et autodestructrices des gens biens qui se considèrent de gauche et qui, en fait, s'éloignent de la vie et des aspirations légitimes des gens qui souffrent. »

Hormis la référence, plus précise que dans le texte précédent, aux seuls États-Unis, c'est ici la même classique défense et illustration du soi-disant réalisme réformiste. Cette fois, malgré des précautions oratoires, les adversaires *actuels* de l'État sont supposés plus sots que n'importe quelle personne éprise de justice, et accessoirement, incapables de comprendre qu'ils contribuent à laisser des enfants mourir de faim ! Les « anarchistes sincères » sont donc invités à reconnaître honnêtement se trouver dans une impasse réformiste.

Observons immédiatement que ce fatalisme étatique, doublé d'un moralisme réformiste assez hargneux, n'est pas sans écho en France. La revue libertaire *La Griffes* a publié dans sa livraison de l'été 2001 un « Dossier État » dont le premier article se conclut sur cette formule, calquée sur Chomsky : « l'état [sic] est aujourd'hui le dernier rempart contre la dictature privée qui, elle, ne nous fera pas de cadeaux<sup>6</sup>. »

Puisque de pareilles énormités peuvent être publiées aujourd'hui dans une revue libertaire sans que ses animateurs y voient autre chose qu'un point de vue aussi légitime que d'autres, il est indispensable de contrer les effets de la « pédagogie » chomskyenne en remettant quelques pendules à l'heure.

### « Idéal » et « réalisme »

L'histoire récente nous fournit des exemples de luttes menées partiellement au nom de la défense du « service public » (transports, sécurité sociale, etc.) qui ne méritaient certes pas d'être condamnées au nom d'un principe antiétatique abstrait. J'ai, par exemple<sup>7</sup>, analysé le démantèlement du réseau ferré traditionnel et son remplacement par le « système TGV », destiné à une clientèle de cadres circulant entre les grandes métropoles européennes. Il s'agissait bien du constat historique de la privatisation croissante des « services » (transports, santé, poste et télécommunications, eau, gaz, électricité) et des conséquences néfastes qui en découlent. Il ne m'est pas venu à l'idée – parce qu'il n'existe aucun lien logique entre les deux propositions – d'en déduire la nécessité d'une « hiérarchisation pratique des idéaux », qui conduirait inéluctablement à théoriser un soutien à l'institution étatique que l'on prétend vouloir détruire.

Qu'il puisse exister, dans un moment historique donné, des ennemis différents, inégalement dangereux, et qu'un révolutionnaire puisse se trouver dans la pénible (et aléatoire) nécessité de jouer un adversaire contre un autre, il faudrait un sot dogmatisme pour ne pas en convenir. Ainsi n'est-il pas inconcevable de s'appuyer sur

l'attachement au « service public » (à condition de le désacraliser) pour freiner, autant que faire se peut, les appétits des grandes entreprises. Il est inexact que cela soit équivalent à un nécessaire renoncement, dont la théorie léniniste du « dépérissement de l'État » – que Chomsky récuse précisément – fournit la version calculée. En d'autres termes : renforcer l'État pour mieux l'effacer ensuite, on nous a déjà fait le coup ! En revanche, si des mouvements d'opposition aux tendances actuelles du capitalisme conduisent à restaurer, temporairement, certaines prérogatives des États, je ne vois pas de raison d'en perdre le sommeil.

On remarquera que Chomsky inverse le processus. Pour lui, c'est l'idéal (du démantèlement de l'État) qui entre en conflit avec des objectifs immédiats. Or, l'objectif immédiat n'est pas de renforcer l'État (à moins que ?), mais par exemple de retarder la privatisation des transports, en raison des restrictions à la circulation qu'elle amène nécessairement. Le « renforcement » partiel de l'État est donc ici une conséquence et non un objectif. Par ailleurs, on voit bien que le fait de baptiser « idéal » la destruction de l'État revient à repousser cet objectif hors du réel. La qualification vaut disqualification.

Le véritable réalisme, me semble-t-il, consiste à se souvenir qu'un État ne dispose que de deux stratégies éventuellement complémentaires pour répondre au mouvement social et plus encore à une agitation révolutionnaire : la répression et/ou la réforme/récupération. Un mouvement révolutionnaire, porteur d'une volonté (consciente ou non) de rupture avec le système en place ne peut – par définition – obtenir satisfaction d'un État. En revanche, il peut contraindre celui-ci à jouer de la réforme, des reculades, de la démagogie.

L'inconvénient du réformisme comme stratégie (accroître la « participation populaire » à l'État démocratique, dit Chomsky) est qu'il ne réforme jamais rien. Et ce pour l'excellente raison que l'État auto-adaptateur s'arrange des réformes au moins aussi bien que de certaines émeutes. Il les désamorce, les phagocyte, les réduit à rien. Il n'existe pas, hors de la lutte, de garantie qu'une réforme « progressiste » ne sera pas vidée de son contenu, mais on doit se rendre à cette évidence, paradoxale seulement en apparence, que c'est bien l'action révolutionnaire le moyen le plus sûr de réformer la société. Nombre d'institutions et de dispositifs sociaux sont ainsi les résultats de luttes ouvrières insurrectionnelles. Le fait qu'ils soient remis en cause à la fois par les politiciens et par les capitalistes ne peut conduire à voir le salut dans un renforcement de « l'État », conçu comme entité abstraite ou comme une espèce de matière inerte, une digue par exemple, qu'il faudrait consolider pour se protéger des inondations. L'État institutionnalise à un moment historique donné les rapports de classe existant dans une société. Rappelons que la définition (en droit constitutionnel) de l'État moderne est qu'il dispose du monopole de

la violence. Un antiléniniste comme Chomsky sait d'ailleurs qu'il n'existe pas d'État « ouvrier » ; c'est bien dire que l'État est par nature une arme de la bourgeoisie.

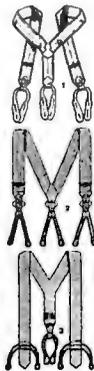
### Critiqué aux USA

Les positions défendues par Chomsky et ses admirateurs canadiens ne reflètent pas, loin s'en faut, le point de vue général des milieux libertaires ou anarcho-syndicalistes aux États-Unis. Elles ont notamment été très critiquées dans le magazine trimestriel *Anarcho-Syndicalist Review*, auquel il avait accordé un entretien<sup>8</sup>. La métaphore de la cage à agrandir, que Chomsky juge particulièrement éclairante<sup>9</sup>, déclenche l'ire de James Herod : « Les prédateurs ne sont pas en dehors de la cage ; la cage, c'est eux et leurs pratiques. La cage elle-même est mortelle. Et quand nous réalisons que la cage est aux dimensions du monde, et qu'il n'y a plus d'"extérieur" où nous échapper, alors nous pouvons voir que la seule manière de ne pas être assassinés, ou brutalisés et opprimés, est de détruire la cage elle-même. »

Si l'ensemble des contributeurs reconnaissent à Chomsky le mérite d'avoir analysé la politique étrangère des USA<sup>10</sup>, donné une visibilité au mouvement anarcho-syndicaliste américain, et fournit une critique des médias qui semble neuve outre-Atlantique, trois d'entre eux (sur quatre<sup>11</sup>) se démarquent absolument de son réformisme. « Il est possible, comme Chomsky le fait, d'être syndicaliste [il est adhérent des Industrial Workers of the World (IWW), organisation syndicaliste-révolutionnaire] et de défendre les bienfaits de la démocratie libérale, mais ça n'est ni anarcho-syndicaliste ni anarchiste », écrit Graham Purchase. « Ce serait une erreur pour nous, ajoute James Herod, de nous tourner vers Chomsky pour lui demander son opinion sur des sujets qu'il n'a pas réellement étudiés, parce que ses priorités étaient ailleurs, notamment ce qui touche à la théorie anarchiste, à la stratégie révolutionnaire, aux conceptions d'une vie libre, etc. »

### En France : au service de quelle stratégie ?

Pourquoi publier aujourd'hui les textes de Chomsky sur l'anarchisme ? Écartons l'hypothèse simpliste de l'occasion d'une coédition franco-québécoise, financièrement soutenue – y compris en France – par des institutions culturelles du Québec<sup>12</sup>, même si l'originalité du dispositif éditorial mérite d'être signalée. S'agit-il plutôt de publier sans discernement un corpus théorique important – par son volume –, produit par un scientifique réputé, et apportant une caution sérieuse à un « anarchisme » dont le contenu précis importerait peu ? Cette deuxième hypothèse est infirmée par la publication simultanée des textes de Normand Baillargeon, lequel reprend et détaille le distinguo chomskyen entre les objectifs (à très long terme) et les buts immédiats, ces derniers étant « déterminés en tenant compte des possibilités permises par les circonstances »<sup>13</sup>, lesquelles ser-



vent à justifier un *compromis* – le mot est de Baillargeon – « certes conjoncturel, provisoire et mesuré avec l'État ». Baillargeon reprend également à Chomsky ses arguments larmoyants (les petits enfants affamés) et ses appels à l'« honnêteté intellectuelle » : « Cela signifie donc, si on ne joue pas sur les mots, se porter à la défense de certains aspects [*sic*] de l'État. » Il avance même, achevant ainsi le renversement chomskyen de la perspective historique, que l'obtention de réformes « est sans doute la condition nécessaire » au maintien d'un idéal anarchiste. Le réformisme n'est donc pas un pis-aller, mais le moyen immédiat de jeter les bases sur lesquelles sera construit un engin permettant d'atteindre les buts révolutionnaires. On s'en doute : ni la nature de l'engin ni son mode de propulsion ne sont indiqués.

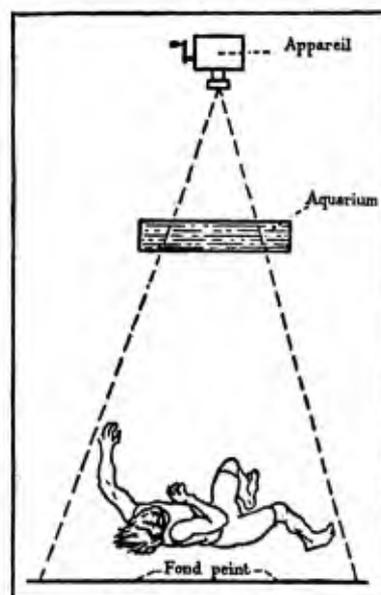
Cette réhabilitation « libertaire » du réformisme trouve son écho dans les milieux anarchistes français ou francophones, comme d'ailleurs dans des démarches comme celle d'Attac, déjà critiquée dans ces colonnes, qui ne se réfère certes pas à l'« idéal libertaire » mais recourt à la phraséologie et à l'imaginaire utopique du mouvement ouvrier (cf. *Oiseau-tempête* n° 8). La mode réformiste-libertaire s'exprime également dans l'écho donné aux thèses « municipalistes », reprises de Bookchin, et dans la tentative de créer un pôle universitaire-libertaire, auquel participent les colloques savants organisés par les éditions ACL (Lyon) et dans une certaine mesure la revue *Réfractations*. Que telle ou telle de ces initiatives soit menée par d'excellents camarades n'entre pas ici en ligne de compte. À l'heure où les idées libertaires suscitent un certain regain d'intérêt éditorial et militant, dont témoignent la création de librairies anarchistes (Rouen, Besançon, etc.) et de nombreuses publications, se dessine une tendance à présenter comme compatible avec la tradition anarchiste une version sans

originalité du réformisme, donné comme seul *ersatz* possible de bouleversement du monde.

Comme le rappelle l'un des critiques américains de Chomsky, chacun a bien le droit de prendre un parti qui est celui – à strictement parler – de la contre-révolution. Il doit être déconstruit et critiqué – en un mot combattu –, et cela avec d'autant moins de complaisance qu'il se drapait dans les plis du drapeau noir pour donner du panache et un pedigree flatteur à un *anarchisme d'opinion*, devenu discipline universitaire, acteur de la pluralité démocratique ou curiosité muséologique.

La rupture avec le système capitaliste, voie nécessaire vers la construction d'une société communiste et libertaire, demeure l'une des lignes de fracture essentielles entre ceux qui acceptent ce monde – cyniques libéraux-libertaires ou supplétifs citoyens – et ceux qui veulent en inventer un autre. Dans l'immédiat, on aimerait que tous les honnêtes libertaires qui sollicitent Chomsky, publient Chomsky, et vendent du Chomsky en piles, en tirent les conséquences et nous disent si, réflexion faite, ils se rallient à la stratégie du compromis, à l'anarchisme d'État.

CLAUDE GUILLON ■



SCHEMA DE LA NOYADE A SEC. (Cl. Hachette.)

1 – « *Le capitalisme en ordre de guerre* » (20 au 26 septembre; texte pris sur Internet; on le retrouve en quatrième de couverture de la revue *Les temps maudits* (revue théorique de la CNT), octobre 2001); « *À propos de la globalisation capitaliste* » (27 sept. au 3 octobre); interview prise sur le Net (15 au 21 novembre 2001).

2 – De l'espoir en l'avenir. Entretiens sur l'anarchisme et le socialisme, Agone, Comeau & Nadeau, 2001. Ce texte n'est pas inconnu en français; il figurait déjà en 1984 dans le recueil publié par Martin Zemliak chez Acratie (Écrits politiques 1977-1983).

3 – Cf. notamment le site du magazine Z-net : < [www.zmag.org/chomsky/index.cfm](http://www.zmag.org/chomsky/index.cfm) >

4 – Responsabilité des intellectuels, Agone, 1998, p.137.

5 – Réponses à huit questions sur l'anarchisme, 1996, Z-net (en anglais).

6 – « *L'autogestion n'est pas une institution mais un comportement* », P. Laporte.

7 – Gare au TGV! 1993 (épuisé en édition papier; doit être républié sur le net).

8 – ASR, n° 25 et n° 26, 1999 (Anarcho-Syndicalist Review, P.O: Box 2824, Champaign IL 61825, USA).

9 – Outre dans le texte que je cite, Chomsky use de cette métaphore dans ses entretiens avec D. Barsamian, The Common

Good, Odonian Press, 1998.

10 – Dans l'analyse géopolitique, le domaine où ses compétences sont le moins sujettes à caution, Chomsky adopte la même tournure démocratique et réformiste. Le nouvel humanisme militaire. Leçons du Kosovo (Éditions Page deux, Lausanne, 2000) se clôt sur un appel à méditer les mérites du droit international dont la principale avancée serait, selon un auteur que Chomsky cite élogieusement, « la mise hors la loi de la guerre et l'interdiction du recours à la force ». Ce que le préfacier qualifie de « raisonnement d'une rigueur quasi mathématique » confine ici à la niaiserie juriste.

11 – Seul Mike Long se livre à un long plaidoyer pour un pragmatisme confus qui le mène, par exemple, à une évaluation sympathisante du régime de Castro.

12 – C'est le cas pour *Instinct de liberté* et *De l'espoir en l'avenir* (Chomsky) et pour *Les Chiens ont soif* (Baillargeon; cf. note suivante).

13 – Les chiens ont soif. Critiques et propositions libertaires, Agone, Comeau et Nadeau, 2001. Imprimé au Québec. Publié avec le concours du Conseil des Arts du Canada, du programme de crédit d'impôt pour l'édition du gouvernement du Québec et de la SODEC.

## INVECTIVOPHARISMES (2)



### PROVERBES

*Lorsque le doute s'en prend à lui-même, il se fait Grand Inquisiteur.*

*Alors qu'il voyageait incognito, nous entendîmes l'orgueil, rougissant, à voix basse, se faire appeler humilité.*

*L'oisiveté porte conseil, songeuse, à la dérive, elle est mère de toutes les vertus.*

*Semblable à l'oiseau de Minerve, c'est à la tombée de la nuit que le Rêve déploie ses ailes.*

*La vie chère ne rend pas, pour autant, la mort à la portée de toutes les bourses.*



### SOLIPSISME, SCHIZOPHRÉNIE, AUTISME ET AUTRES BABIOLES

*Tandis que je me causais à moi-même j'entendis, soudain, que j'étais très nombreux...*

*Il est un bien piètre psychologue, celui qui n'a vu combien l'activité principale de l'ego consiste à tracer des cercles autour de lui-même; le Moi est géomètre, certes.*

*Dès lors, ce bon Dr Jekyll de sa main droite ignorait, souverainement, les agissements du vilain M. Hyde de sa main gauche.... C'est dans l'étroitesse de son « Soi », au foyer tranquille de ses pantoufles, que son âme trouva la formule de son petit bonheur.*

*Solipsisme : Maladie d'origine philosophique? De fait, il semble que, au lieu de briser les cercles, le Désir se fait ici petit épargnant; obscure clarté liée à trop réfléchir devant les miroirs; manière de penser en rond; apologie nauséuse de soi-même, par soi-même. Pour le vulgum pecus : branlette intellectuelle.*

*Et Narcisse dit à son écho : « Nulle sympathie en vérité pour celui qui, au détour d'un reflet, a eu cette vanité de se prendre pour Moi. »*



### L'ART DE LA GUERRE (VU PAR DERRIÈRE, VITE)

*C'est en essayant ses défaites que l'on devient un héros.*



### DÉFINITIONS

*Musée : sorte de hangar poussiéreux où les araignées besogneuses tissent, pour l'Éternité, leur complainte d'ennui. Lieux où l'âme cultive ses rides, ses ruines, en accumulant de la poussière. Endroit où, au garde-à-vous, l'Art s'épargne; placard où l'on range les muses, usées, médusées.*



### LES RICHES HEURES DE LA PETITE BOUTIQUE (DE LA LANGUE DE BOIS ET DE LA LANGUE DE CAOUTCHOUC)

*C'est, afin de faire croire aux pauvres qu'ils possèdent quelque chose en commun que les riches ont réinventé, cette grasse mystification à leur mesure : la Démocratie. En vérité, il ne s'agit là que de l'une des nombreuses façons de genuflecter et courber l'échine devant ce Dieu implacable paradoxal et contradictoire, le Capital. Jéhovah prodigue en toutes choses, les meilleures et les pires, il accorde à quelques heureux élus l'illusion de la liberté et, au plus grand nombre, la féroce réalité de son oppression.*





**CE RÊVE QUE PLUS D'UN INTELLECTUEL CARESSE**

« Je pense, donc tu me suis ! »



**LOGIQUE DIVINE (THÉOLOGIE)**

Les mystères de la sainte trinité sont aussi simples que dieu + dieu font 4.



**US ET COUTUMES**

Où, où... le rire est le propre de l'homme. En vérité, combien n'y en a-t-il pas qui rient avec une hyène suspendue aux lèvres ?

Les Maîtres ont créé les chiens à leur image. Certains ont si bien accompli leur tâche qu'il n'est pas rare d'entendre, dans les éclats de voix des uns, se profiler à quatre pattes, les aboiements des autres.



**MÉDITATIONS POST-PHYSIQUES**

À l'encontre du perspicace Newton, je soutiens que l'intérêt n'est pas tant dans la chute des corps, que dans la manière dont ils se relèvent.

Ce que Galilée a tu : « Pour ce qui me concerne, mes bons amis, savoir que la terre est ronde et tourne m'a appris infiniment moins que d'avoir pu observer combien leur savoir était courbe et, plus que de raison, leurs idées sonnaient creux. »



**D'OUTRE-TOMBE**

Non, arpenter les chemins du monde ne fut pas une activité de tout repos. C'est que, désormais, la Terre est plus ronde que notre ennui et, malgré toute la puissance de notre Désir, les lieux ombragés où l'âme puisse encore parler à l'âme se font bien rares. Voyez comme les horizons sont courts, comme l'air se fait lourd, comme ce temps sans avenir nous oppresse.

Bien sûr, il en va tout autrement Ici et nul n'ignore combien cette « Vie » souterraine est sans histoires – Histoire. Toutefois...

**ALFREDO FERNANDES ■**



**ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO DE OISEAU-TEMPÊTE :**

Etienne Anclin	Géraldine
André Bernard	Gobelin
Borbala	Richard Greeman
David Coustaury	Claude Guillon
Jérôme	Gilles Houssard
Nadir	Jean-Pierre Levaray
Nadyan	Paul Mattick Jr
Noun	Charles Reeve
Alfredo Fernandes	Barthélémy Schwartz
Hélène Fleury	Sol



**OISEAU-TEMPÊTE** est animé par des individus, d'horizons différents, que rapproche la volonté de surmonter la résignation et de mettre à mal les visions convenues du monde. *Oiseau-tempête* vise, par le libre jeu de la réflexion et des échanges, à favoriser la convergence entre celles et ceux qui n'entendent pas courber l'échine, et à attiser le désir de transformation de la société. ■

***Au pays de la cloche fêlée. Tribulation d'un cochinchinois à l'époque coloniale***

Ngo Van,  
*L'Insomniaque*, 2001  
9,15 €.

« UN FLIC ANNAMITE [...] vient m'attacher le pouce au bout dénudé d'un long fil électrique souple et le gros orteil au bout d'un autre fil. Les deux fils sont reliés à une grosse magnéto de camion fixée sur une petite table. Maniant la manivelle de la machine, le flic m'envoie une volée d'impulsions à haute tension à travers le corps. » La scène se déroule au commissariat de la Sûreté, à Saigon, en juin 1936. Chacun pourra vérifier aisément que cet aspect de la grandeur de l'Empire français ne lui a pas été enseigné à l'école. Alors que l'on commence à dévoiler les ressorts de la « pacification » en Algérie, le joug imposé aux peuples indochinois et africains demeure largement ignoré. Le travail de Ngo Van vient utilement combattre cette amnésie organisée.

Entré à 14 ans dans le monde de l'exploitation salariée sous domination coloniale, Ngo Van est happé par les luttes sociales et nationalistes qui secouent le Viêt-nam. Des révoltes paysannes avec constitution de soviets au Nghé an, en 1930, à la Commune des mineurs au Hon gai-Cam pha en 1945, la revendication nationale ira de pair avec des luttes de classe de grande ampleur. Dans ces circonstances historiques complexes, les militants les plus radicaux concluront de leur expérience concrète que l'indépendance nationale ne suffit pas à réaliser l'émancipation sociale ; qu'elle n'a pas vocation à bouleverser les rapports d'exploitation. Ngo Van rejoint alors l'Opposition de gauche trotskiste. Vers 1930, à Saigon, l'horizon politico-théorique des jeunes révolutionnaires est limité. La référence à Trotsky signifie avant tout, pour eux, la fidélité à la révolution des soviets, et la lutte contre le Parti communiste indochinois stalinien qui – limitant les perspectives de révolte à la paysannerie – s'affirme comme une variante du nationalisme.

À la fin de la deuxième guerre mondiale, profitant de la reprise en main du pays par le colonialisme français, les stalinien de Ho chi Minh massacrent les révolutionnaires. Témoin survivant, Ngo Van raconte cette tranche

d'histoire à la première personne. On aurait tort de ne voir dans ce livre qu'un récit

exotique, aussi passionnant soit-il. Dépassant le cadre des événements vietnamiens, l'ouvrage soulève des questions de portée plus générale : la révolution mondiale dans les années 20-30, d'une part, et la conception moderne de la collectivité révolutionnaire d'autre part.

Ce qui frappe à la lecture de Ngo Van, c'est le fait que les travailleurs et les paysans pauvres conçoivent la révolution comme un mouvement d'auto-organisation par les soviets. Par ailleurs, Ngo Van et ses compagnons situent clairement leur combat dans la perspective de la révolution mondiale. Profondément internationalistes, ils se réclament et s'inspirent, entre autres, des luttes ouvrières de 1936 en France, la métropole coloniale.

Ngo Van donne, à la fin du livre, un portrait touchant de ses camarades les plus proches, pour la plupart liquidé(e)s par les sbires du futur empereur rouge Ho chi Minh. Des individus à part entière, femmes et hommes avec des noms et des visages, obscurs faiseurs d'histoire, rêveurs et combattants, pour qui l'impossible a été à un moment pensé et vécu comme possible. Si ce dépassement du rapport aliénant chefs-masses constitue une donnée charnière dans l'émergence d'une nouvelle pratique émancipatrice, preuve est faite qu'il existait au Viêt-nam des éléments subjectifs de cette modernité révolutionnaire.

Ce livre chaleureux et d'une lecture aisée pourra servir d'introduction à l'ouvrage précédent de Ngo Van, *Viêt-nam 1920-1945, révolution et contre-révolution sous la domination coloniale* (Nautilus, 2000), une somme d'abord plus ardue.

OT ■

\* De Ngo Van, Oiseau-tempête a publié « Utopie libertaire antique et guerre des paysans en Chine » (n°8, été 2001). Ngo Van a publié récemment, en collaboration avec Hélène Fleury, *Contes d'autrefois du Viêt-nam (édition bilingue, You-Feng éditeur, 45 rue Monsieur-le-Prince 75006 Paris, 125 p.)*.



## LECTURE

### *L'Homme hérissé. Liabeuf, tueur de flics*

Yves Pagès,  
L'Insomniaque, 2001  
142 pages, 9€.



● Hans Bolz ●

**F**orte histoire que celle de cet ouvrier cordonnier de la dite « belle époque », accusé à tort de proxénétisme par la brigade des mœurs, qui fera payer aux argousins son emprisonnement injustifié. Armé d'un revolver et d'un tranchet, les bras recouverts de bracelets à pointes acérées, il tue un policier et en blesse plusieurs autres. Son affaire donnera lieu à une belle campagne de Gustave Hervé dans *La Guerre sociale*, et son exécution sur la guillotine à une émeute parisienne, à laquelle assistent ou participent Séverine, Victor Serge, Picasso, André Salmon, et bien d'autres. L'assassinat légal de Liabeuf, ce petit matin de juillet 1910, préfigure d'autres carnages.

Le parti pris stylistique de l'auteur – un pastiche du

genre feuilletoniste, à grand renfort de clichés – n'est pas entièrement convaincant (les prophéties sont « sombres », les épaules « larges », la loi est « dure », etc.). Il eut été souhaitable, par ailleurs, de resituer davantage l'affaire Liabeuf dans son contexte historique, en plein âge d'or de l'anarchisme individualiste. Ne boudons pas notre plaisir : outre la redécouverte d'un épisode très instructif, à la croisée du fait divers et de la guerre sociale, l'histoire de Liabeuf est l'occasion d'une savoureuse mise en perspective, relue en nos temps de politique sécuritaire et d'antiterrorisme planétaire.

CG ■

\* D'Yves Pagès, *Oiseau-tempête* a publié « Yalta basta ! » (n° 5, été 1999).

**Nota.** Les livres publiés par L'Insomniaque peuvent être commandés directement chez l'éditeur : 63, rue de Saint-Mandé, 93100 Montreuil. Le prix indiqué s'entend frais de port compris.

## BIBLIOTHÈQUE

**NOUS SIGNALONS ICI**, sans qu'ils fassent par ailleurs l'objet d'un article particulier, des ouvrages dûs à des collaborateurs ou à des amis d'*Oiseau-tempête*, ainsi que des brochures et des livres publiés par des éditeurs militants.

- ◆ Charles Reeve, « La révolution des œillets (1974-1975), une expérience oubliée », *Le Monde Libertaire* du 18-24 avril 2002 et du 2-8 mai 2002. (\*)
- ◆ Barthélémy Schwartz, « "Changer la vie", "transformer le monde", les deux "problèmes" du surréalisme », *Le Monde libertaire* du 11-17 avril 2002. (\*)
- ◆ Ngo Van et Hélène Fleury, *Contes d'autrefois du Viêt-nam*, You-Feng, Paris, 2002, 15 €.
- ◆ Serge Bricianer, *Une étincelle dans la nuit. Islam et révolution en Iran 1978-1979*, Ab irato, 2002, 6 €.
- ◆ Constantin Sinelnikoff, *L'Œuvre de Wilhelm Reich*, (présentation de Jean-Marie Brohm), Les Nuits rouges, 2002, 14 €. (Nous reviendrons plus longuement dans un prochain numéro sur cet ouvrage, réédition du meilleur livre de présentation des théories et de l'activité militante de W. Reich).
- ◆ Lau Sanching, *Dix ans dans les camps chinois (1981-91)*, traduction Hervé Denès, Dagorno, 2002, 18,29 €. Témoignage d'un militant trostkiste de Hong Kong condamné à dix ans de travaux forcés dans le plus grand système concentrationnaire au monde.
- ◆ Claude Guillon, *Pièces à conviction. Textes libertaires 1970-2000*, Noesis, 2001, 17 €.
- ◆ Karl Korsch, *La guerre et la révolution*, Ab irato, 2001, 3 €.
- ◆ Claude Guillon, *Dommages de guerre. Paris-Pristina-Belgrade-1999*, L'Insomniaque, 2000.
- ◆ Charles Reeve, *Les Œillets sont coupés, chroniques portugaises*, Paris/Méditerranée, 1999, 15 €.

(\*) On peut commander cet article auprès d'OT en joignant un timbre pour frais de port.

### FAMINE



Souvent l'expression  
d'une trop grande  
abondance

● Bruno Richard &amp; Barthélémy Schwartz ●



● Jacques Lacolley, Contre les chiens ●

## SOULÈVEMENTS EN ALGÉRIE TOUT D'UN COUP, C'EST DEVENU AUTRE CHOSE

**A**u début du mois de septembre 2001, de passage à Paris, Nadir, qui fit partie un temps d'une organisation trotskiste, nous a parlé du mouvement de révolte qui s'est étendu à toute l'Algérie après l'assassinat le 18 avril 2001 en Kabylie d'un lycéen, Guernah Massinissa, par des gendarmes. Plus que l'absence d'une organisation politique capable de diriger le mouvement, c'est plutôt celle d'un programme qui lui semble la principale faiblesse de celui-ci. OT, au contraire, considère sa tentative d'auto-organisation (notamment à travers les coordinations de villages) comme un préalable indispensable à l'élaboration d'un tel programme permettant de dépasser le contenu revendicatif de la plate forme d'El-Kseur (11 juin).

Partant de là, notre interlocuteur nous semble sous-estimer ce qui a été accompli et considérer le mouvement comme ayant déjà atteint le point le plus avancé de son offensive, la marche sur Alger du 14 juin.

Par-delà ces divergences de fond, et en partie grâce à elles, Nadir apporte des éléments d'analyse et de réflexion, notamment sur le contexte économique de ces événements, les difficultés que la lutte rencontre dans sa volonté d'auto-organisation, le maintien de l'état d'urgence et l'attitude des groupes islamistes. Il insiste sur une contradiction essentielle : une base radicale, composée de jeunes sans emploi – 70 % de la population a moins de 35 ans – qui affirme son refus de négocier avec le pouvoir et qui, dans le même temps, n'a pas encore défini ses propres objectifs.

Jaime Semprun, dans son livre *Apologie pour l'insurrection algérienne* (EDN, octobre 2001) souligne que « le trait le plus remarquable de l'insurrection algérienne est sans conteste son auto-organisation ». Il relève cependant « un certain nombre d'inconséquences, d'illusions, de naïvetés » concernant le fonctionnement des assemblées ou le mode de scrutin. Que de tels problèmes pra-

tiques soient à l'ordre du jour montre le point qui a d'ores et déjà été atteint en Algérie. La contre offensive du pouvoir a consisté d'une part à tenter d'organiser des comités parallèles avec lesquels il pourrait engager des négociations et sauver les apparences de la paix sociale, de l'autre, à contraindre le mouvement à se replier sur la Kabylie.

Bien que l'objet de ce livre soit de rendre hommage à une lutte qui suscite peu d'intérêt, certaines de ses analyses méritent d'être approfondies ; notamment sur le rôle des femmes ou sur « la timidité dont ont fait preuve les coordinations à propos du terrorisme » islamiste – qu'il attribue à une stratégie de double pouvoir tendant à éviter une confrontation directe. Si on ne peut pas conclure de la faible présence des femmes dans les assemblées qu'elles n'ont pas pris part au mouvement, on peut, par contre, s'interroger sur le rôle qu'elles y ont tenu. La création de lieux de débats publics ou les manifestations de rues sont en eux-mêmes une première victoire sur le terrorisme, mais l'islamisme politique ne peut se réduire à ses tendances extrémistes. Dans ses variantes populistes, ce dernier exerce probablement ses effets au sein même des assemblées. L'avenir du mouvement dépend en partie de sa capacité à scissionner d'avec ses éléments les plus rétrogrades.

Ce régime, comme ses prédécesseurs, peut compter sur le soutien de ses clients-États, et d'abord ceux de l'UE, tant qu'il sera en mesure d'assurer leur approvisionnement en gaz et en pétrole (plus de 90 % des recettes d'exportation). Si les politiciens, par habitude ou par précaution, pensent à pimenter les contrats de clauses droidelhomistes, ce sont les taxes douanières qui sont l'objet des dits contrats, comme le montre le récent accord avec l'UE. En France, pendant que les médias découvrent, avec quarante ans de retard, les consé-

quences d'une guerre coloniale, l'opinion publique se préoccupe peu des luttes en cours en Algérie. Engluée dans ce faux dilemme depuis 1992, les vainqueurs comme les organisateurs des élections ne sont pas des démocrates selon les critères en vigueur aux « pays des droits de l'homme ». La pensée dominante attendra qu'une représentation identifiable ne tente de s'emparer du pouvoir pour exprimer une quelconque solidarité. Préférant prendre leurs affaires en main, les insurgés algériens s'emploient à ruiner cette possibilité. Le mouvement des assemblées a appelé au boycott des élec-

tions et le FFS s'est offert le ridicule de reprendre ce mot d'ordre. Depuis un an, il n'est plus possible de soutenir que seule la Kabylie s'insurge, c'est dans toute l'Algérie que le pouvoir est combattu. Dans cette lutte, les insurgés algériens – bien seuls pour le moment – doivent répondre à toutes les questions auxquelles se trouve nécessairement confronté un mouvement dont l'objectif ne peut être le simple renversement d'un État, mais bien la transformation complète d'une société.

**OISEAU TEMPÊTE ■**



## ENTRETIEN AVEC NADIR

### *Un état d'urgence libéral*

**NADIR.** – Pour mieux comprendre les récentes révoltes en Algérie, il faut revenir quelques années en arrière. Depuis le début des années 80 et plus particulièrement depuis 1988, le pouvoir algérien essaye d'appliquer une nouvelle politique de restructuration de l'économie publique, en imposant une logique de privatisation. À cela s'ajoute l'état d'urgence, décrété en 1992 à la suite de l'annulation des législatives remportées par le Front islamique du Salut (FIS). Depuis que l'état d'urgence a été instauré, le processus de libéralisation de l'économie s'est accéléré. Il ne s'agissait donc pas seulement de mater les islamistes, mais aussi de réprimer tout mouvement de contestation de la politique de libéralisation. Donc, depuis 1992, on assiste à un réel démantèlement des bases de l'ancienne économie, qui va bien au-delà du terrain législatif. Près de 500 000 salariés ont été licenciés et des centaines d'entreprises publiques ont été fermées alors que le dinar a connu une dévaluation catastrophique. Cette dévaluation est particulièrement désastreuse dans la mesure où l'essentiel de la consommation des Algériens est importé. La privatisation est présentée par le pouvoir comme la seule voie menant à la modernisation du pays. Si on fait le bilan de toutes ces années, on se retrouve avec un démantèlement et une forte dégradation des services publics, une augmentation massive du chômage qui, selon les chiffres officiels, atteignait 30 % en juin 2000. Tout cela se passe dans une atmosphère de terreur, créée par les attentats de la guérilla islamiste et la violence policière et militaire qui ne fait pas de quartier et qui est responsable de milliers de disparitions. La guerre en cours n'est pas seulement une guerre entre deux armées, mais une guerre entre deux armées par citoyens interposés. Des gens se font exécuter chez eux, par les deux camps bien entendu. Le plus grave effet de ce climat de terreur et d'insécurité est qu'il

fait passer les questions sociales et économiques au deuxième plan des préoccupations de la population. Imaginez la situation d'un travailleur de la zone industrielle de Rouiba (nord d'Alger), qui vit dans une périphérie assaillie par les groupes armés islamistes mais qui a aussi vu des voisins supposés islamistes se faire exécuter par des militaires et qui le matin va au travail la peur au ventre de tomber sur un barrage...

Il n'existe pas en Algérie de syndicalisme indépendant, il n'y a pas d'activité syndicale alternative, même au niveau des sections d'entreprise. L'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), syndicat de loin le plus fort par rapport aux syndicats dits autonomes, est très lié au gouvernement. Sa bureaucratisation fait que ne peuvent réellement accéder à sa direction que les « jaunes », prêts à éteindre les incendies ouvriers et à accorder leur appui politique au gouvernement. L'UGTA a ainsi soutenu l'interruption du processus parlementaire et l'interdiction du FIS. En théorie, l'UGTA ne cesse de réaffirmer son opposition à ce qu'elle appelle le libéralisme « sauvage ». Objectivement, la bureaucratie syndicale, notamment aux échelons intermédiaires, est inquiétée par l'avancée du libéralisme. Elle n'a pas en effet intérêt au démantèlement de l'économie publique, qui est pour elle une inépuisable source d'avantages de toutes sortes, notamment à travers un jeu de collusion avec les directeurs des entreprises publiques. Déchirée entre l'impératif de soutien aux politiques gouvernementales et la nécessité de protéger la source de ses avantages, l'UGTA tient un discours ambivalent : elle se déclare pour un « bon » libéralisme, et accepte les privatisations « pourvu qu'elle y soit associée ». L'UGTA a souvent appelé ces dernières années à des actions de protestation, mais elle s'est toujours arrangée pour les arrêter « au bon moment ». Au nom de la « protection de la République contre le danger intégriste », elle n'a jamais livré bataille contre la libéralisation et s'est conten-

tée le plus souvent de critiquer verbalement certains projets gouvernementaux.

Il y eut cependant, pendant tous ces années, des manifestations de colère ou de rejet des projets du gouvernement, des grèves, mais restant toujours dans le cadre sectoriel, dissociées les unes des autres, sans perspective d'unification. À la veille des événements de février 2001, l'économie algérienne était donc en piteux état, stagnait depuis dix ans.

### **Des grèves contre la privatisation**

N. – En janvier 2001, un mois avant le déclenchement des événements, s'est produit, cependant, un important mouvement syndical. Le gouvernement avait essayé de faire passer une loi permettant une plus grande ouverture du secteur pétrolier aux capitaux étrangers, qui réduisait du coup l'emprise de la société nationale, la SONATRAC, dans le secteur. Ceci a provoqué une réaction de la fédération syndicale des hydrocarbures qui regroupe les travailleurs du pétrole, de la chimie et du gaz. C'était une réaction chargée de sens, dans la mesure où le pétrole est en Algérie un symbole de souveraineté nationale. Ce projet d'ouvrir ce secteur aux capitaux étrangers sous le régime de la concession, c'est-à-dire sans obligation d'association avec la société publique SONATRAC comme c'est le cas actuellement, a été perçu comme une volonté de la classe dirigeante de brader l'essentiel des ressources du pays. Les journées de protestation dans ce secteur furent très suivies et d'autres syndicats, la banque, l'éducation, les finances, ont même amorcé une timide action de solidarité. Fait sans précédent, la loi a été retirée. C'était bien la première fois que cela se faisait sous la pression des syndicats,

tout pourris qu'ils soient. C'était bien sûr un recul tactique.

En même temps qu'il cédait, le gouvernement prenait un tournant, lançant un programme de relance keynésien, sans pour autant abandonner les politiques de privatisation et d'ouverture aux capitaux étrangers. Ce plan triennal coûtait quelque 7 milliards de dollars. Il consistait dans des investissements publics dans les infrastructures, le logement, l'agriculture et autres. Il se basait sur le principe de la stimulation de la demande des entreprises en leur donnant de l'activité. L'adoption de ce plan s'explique par le fait que les sociétés étrangères n'investissent pas en Algérie en dehors du pétrole et ce malgré toutes les incitations du pouvoir. Pour un gouvernement libéral c'est une sorte de recul ; la reconnaissance que sans l'intervention de l'État il n'est pas possible de maintenir l'économie.

### **Le mythe d'une révolte kabyle**

N. – Nous vivions donc dans cette atmosphère quand les révoltes éclatèrent en Kabylie. La Kabylie est une région montagneuse très peuplée, une des plus peuplées d'Algérie, mais qui a peu de ressources propres. A cause de son relief, il y a très peu de cultures intensives et l'émigration y est très forte et ancienne. En Kabylie, même si l'urbanisation avance rapidement, il y a peu de grandes villes et la majorité de la population habite dans des villages qui regroupent parfois jusqu'à 3 000 personnes. C'est l'émigration qui, depuis toujours, a fourni les ressources au peuple kabyle. Or, surtout depuis 1992, le flux migratoire - vers la France en particulier - s'est pratiquement arrêté. Il faut cependant préciser que la Kabylie n'est pas la région la plus pauvre d'Algérie. Il y a des régions bien plus défavorisées, notamment dans le sud et dans les steppes de l'ouest. Mais la Kabylie a une histoire particulière qui fait qu'il y a une tradition d'organisation sociale, avec des structures classiques et traditionnelles de pouvoir. Fait très important, la revendication culturelle de reconnaissance de la langue berbère a politisé cette région. Il y a toujours eu des collectifs pour la langue berbère - organisations qui ont été plus que des structures strictement culturalistes et qui se sont constamment opposés à l'État central.

Alors, le 22 avril, quand le jeune Guermah Massinissa est mort d'une rafale de kalashnikov dans un local de la gendarmerie, la révolte a éclaté. Qu'il ait été assassiné par les gendarmes n'est pas sans importance : ce corps militaire représentant localement le pouvoir dans toute sa hideur et pas seulement en Kabylie. Cet événement est devenu un élément catalyseur qui a mis dans la rue ces centaines de milliers de chômeurs qui n'avaient aucune perspective, qui ne pouvaient ni travailler ni continuer des études, ni surtout émigrer. Les revendications de ces jeunes n'étaient pas seulement d'ordre démocratique



(respect des libertés, fin de l'impunité des gendarmes), mais aussi d'ordre économique (du travail, des indemnités de chômage) etc. Tout d'un coup, c'est devenu autre chose.

En tout cas, il faut dénoncer le mythe d'une révolte kabyle. Ce que nous avons vécu c'est une révolte sociale qui a commencé en Kabylie et qui, à cause de cela, a pris une dynamique bien particulière mais qui ne s'en est pas moins étendue à d'autres régions du pays. En Kabylie, les gens ne sont pas sortis dans la rue pour réclamer la reconnaissance de leur langue même s'ils n'y sont pas indifférents. Dans les slogans, la critique des politiques économiques était ouvertement présente. Même si, paradoxalement, dans les plates-formes revendicatives cela apparaissait mal ou peu. Nous avons vécu une révolte sociale dont le cachet identitaire vient du fait que cela s'est passé essentiellement dans une région bien précise où il existe un sentiment de solidarité très fort, sentiment qui a des racines historiques et culturelles anciennes. La Kabylie se perçoit comme différente du reste du pays du point de vue de sa langue mais aussi de sa vie politique. Ici, le FIS ne s'est jamais bien implanté, ce qui a son importance. Il s'agit d'une région qui s'est toujours mobilisée autour de la revendication culturelle et linguistique, même si tout cela passe avant tout par les pratiques militantes et ne correspond à des pratiques populaires très diffusées. Mais cette révolte vient sceller surtout une période de politique antisociale brutale, une période de licenciements massifs, d'échec scolaire important. Aujourd'hui en Algérie, tout jeune qui quitte l'école après le collège ne peut espérer trouver de travail dans une économie à la dérive. Je crois que cette dimension sociale n'a pas été particulièrement soulignée, même si, ici et là, on a parlé du chômage. Mais comment parler du chômage et ne pas s'intéresser à la politique qui a provoqué ce chômage ; politique qui a bénéficié de l'approbation de beaucoup de milieux intellectuels, des médias et des partis qui aujourd'hui affirment soutenir les revendications des jeunes révoltés ?

**OT. - Au départ, le projet du pouvoir était de présenter la révolte comme une révolte kabyle, menaçant l'unité nationale.**

N. - Ce qui prouve que ce n'était pas une révolte identitaire c'est que le mouvement s'est étendu au reste du pays. Pas avec la même intensité, car la tradition d'organisation n'est pas la même partout. Les gens ont occupé des logements, coupé des routes pour réclamer de l'eau potable qui est rationnée, ils sont descendus des bidonvilles pour demander l'électricité. La Kabylie s'était révoltée en premier, mais c'était toute l'Algérie qui entrait dans un climat de révolte, de rébellion. Les gens se sont mis à agir par eux-mêmes et pour eux-mêmes, de façon autonome, spontanée. Il n'y avait pratiquement pas de revendications identitaires ; c'était un malaise profond qui s'exprimait ainsi, l'accumulation de plusieurs années de révolte refoulée.

## **La révolte contre la terreur**

**OT. - On a entendu parler de revendications qui donnent une dimension de lutte de classes à cette révolte, par exemple celle d'une répartition des richesses ou encore celle d'expropriation.**

N. - C'était là sûrement une idée présente chez les jeunes qui se battaient dans la rue et chez certains éléments des partis de gauche qui ont tenté d'encadrer cette révolte dans certaines régions. Mais ce n'était pas exprimé de cette façon et, en tout cas, on ne l'a pas retrouvé dans les plates-formes de revendications. Il y eut, certes, des occupations de logements vides, et des attaques contre des notables corrompus, en Kabylie et ailleurs, mais on ne peut pas dire que le mouvement dans son ensemble ait eu pour mot d'ordre l'expropriation des riches. Les femmes furent pratiquement absentes dans ce mouvement, quasiment invisibles. Certes, elles soutenaient les manifestants, mais, surtout, en leur fournissant de l'eau et du vinaigre contre les bombes lacrymogènes. Dans les manifestations elles étaient toujours en minorité, et c'était en tant que « mères, épouses et sœurs » des révoltés, qu'elles y participaient, jamais réellement en tant qu'individus. Elles n'étaient pas présentes dans les organisations qui parlèrent au nom du mouvement. Dans les comités de villages, elles étaient depuis toujours absentes. De ce point de vue, la Kabylie ne se distingue pas des autres régions, contrairement au mythe quasi-chauvin qui en fait le « bastion de la liberté et de la démocratie ». C'est une région aussi traditionnelle que d'autres, quoi qu'on dise. Elle a connu des associations de femmes dans les villes surtout. Mais de façon ponctuelle et isolée, comme ailleurs. Plus récemment, des femmes ont participé à des marches mais elles n'étaient pas nombreuses et, globalement, elles ont marché à l'appel des hommes. Il y a, chez les femmes en Algérie, un fort sentiment d'injustice. Mais il n'est jamais exprimé en tant que tel. Dans les premiers affrontements avec les gendarmes, des filles étaient présentes. Ce qui heurtait le machisme traditionnel. Un copain m'a raconté qu'une fille, représentante d'un comité algérois d'étudiants, s'est présentée à une coordination. On lui a dit quelque chose du genre : « vous êtes une femme, qu'est-ce que vous faites ici ? ».

**OT. - Au début, ce sont les chômeurs, les exclus, qui se sont mis en mouvement. Lorsqu'on s'est mis à couper des routes pour obtenir de l'eau, à occuper des logements, le cadre initial de la révolte a été dépassé.**

N. - Oui, dans certains endroits il y a eu un dépassement de la révolte initiale. Des maires, des mairies, ont été attaquées. La corruption et surtout l'impunité sont telles qu'il y a une grande haine contre les maires, l'autorité principale au niveau des communes. Dans certains endroits, en particulier à l'Est du pays, les propriétés pri-

vées de certains notables ont été attaquées et saccagées. En Kabylie on demandait même le départ du pouvoir. Mais qu'est-ce que cela voulait dire ? Tant qu'il n'y a pas d'alternative concrète, tant qu'aucun parti de gauche radicale n'est là pour prendre les choses en main... Ce mouvement est le premier grand mouvement qui casse la terreur qui dominait la société algérienne depuis des années. C'est important dans la mesure où il n'a pas concerné la seule Kabylie et qu'il a embrasé d'autres régions, même si c'est en Kabylie qu'il a le plus duré et s'est le plus organisé. Quelques mois auparavant, lors de la grève de la métallurgie à Anaba à l'est de l'Algérie, la police avait tiré à balles de caoutchouc sur les travailleurs qui avaient osé défiler dans la rue. La répression n'avait alors entraîné aucune action de solidarité dans le reste de la société.

### **Conseils, comités de village et jeunes révoltés**

N. – Les affrontements de rue avec les gendarmes en Kabylie, pendant plusieurs mois, n'ont fait que radicaliser le mouvement. Sa principale force étaient les jeunes. Ces jeunes menaient un mouvement qui ne s'est pas organisé spontanément. Il s'est constitué une sorte de direction qui regroupait certains membres d'anciens partis politiques, de notables de village et parfois aussi des jeunes, mais en proportion bien plus faible. Il faut bien préciser que les membres de cette coordination étaient désignés par leurs villages et communes, et non pas élus au sens propre du terme. Ils ont constitué une coordination des villages de Kabylie. Si en Kabylie, les comités de village sont une très ancienne tradition, leur coordination était, elle, un fait nouveau.

**OT. – Tu dis qu'il n'y a pas eu de mouvement d'auto-organisation spontanée. Que l'organisation du mouvement s'est développée davantage là où existaient déjà des organisations préalables, les comités de village. Qui a-t-il de nouveau et d'ancien dans les nouveaux comités ?**

N. – Qu'il y a-t-il d'ancien ? Dans la majorité des villages de Kabylie, il existe des comités de village et il y a des comités de quartier dans certaines zones urbaines, dans les petites villes. Ils se sont coordonnés ; des représentants ont été désignés pour être présents au niveau de la coordination des wilayas (départements) de Kabylie. Cette forme d'organisation ne fut pas spontanée. Au départ, il y eut cette révolte contre la répression des gendarmes, ensuite, dans la durée, les gens ont commencé à utiliser les structures qui existaient déjà. Dans certaines régions, ces structures ne furent pas utilisées. Dans d'autres encore, on a vu naître une sorte de coordination des syndicats, des comités de quartier et des associations culturelles, à l'initiative de syndicalistes. Ce fut le cas à Bejaïa, par exemple, une ville industrielle avec un port important, [où une autre dynamique a pu se dé-

velopper dans le mouvement]. Donc les gens ne se sont pas tout de suite organisés de la même manière partout. À l'ouest de la Kabylie on a vu une coordination de villages et mêmes certaines coordinations de communes se désigner du terme anachronique de « tribus ». La tribu, telle qu'elle existait au début de la colonisation française, quand les chefs et notables tribaux luttaient ou négociaient avec les colonisateurs, n'existe plus. Aujourd'hui cette référence ne sert qu'à rejeter l'administration centrale, en se référant à quelque chose de propre, d'identitaire. Concrètement, il n'y pas de tribus mais des villages dont les comités fournissent des éléments à la coordination de Kabylie.

**OT. – Tu dis : lorsqu'on parle de tribu c'est purement symbolique. Mais qu'en est-il des aspects réactionnaires de la société traditionnelle ?**

N. – C'est quoi un comité de village traditionnel ? Traditionnellement, existait le conseil de village, constitué par un ensemble de notables, de vieux, de sages, chargé de régler les affaires du village. C'était aussi une sorte de juridiction du village, un tribunal qui réglait les conflits, répartissait certaines tâches, récoltait des fonds pour les projets collectifs (ravitaillement d'eau, réparation des routes, etc.). Toutefois, c'est aussi un mythe de prétendre que ce sont ces comités et leurs moyens qui ont amélioré les conditions de vie en Kabylie. L'État central y est pour l'essentiel, mais il y a ce mythe tenace que c'est avec l'argent des quêtes que le réseau routier a été densifié. Après l'indépendance, le rôle des conseils de village a décliné, et ce sont plutôt des jeunes qui ont constitué une structure parallèle qui s'appelait le comité de village. Cette nouvelle structure faisait l'intermédiaire entre les autorités locales et les besoins de la population, le ramassage scolaire, l'état des routes, etc. Comme les comités de quartier dans les zones urbaines qui s'occupaient de problèmes d'eau, d'hygiène. Disons que c'était un peu plus moderne que le conseil. Mais tous ces comités sont loin d'être représentatifs de toute la population, de la population féminine par exemple. Par définition le comité de quartier ou le comité de village est un organisme exclusivement masculin. Les délégués y sont cooptés et non élus. Le mode de fonctionnement de la coordination de Kabylie elle-même, est axé sur le consensus, où le vote est banni. Ce qu'il faut remarquer également c'est le fait que ce sont les éléments les moins jeunes des comités de village, que l'on retrouve aux différents échelons de la coordination de Kabylie, alors que les comités de village sont souvent formés de jeunes (ce qui est un fait nouveau mais antérieur en réalité à cette révolte).

**OT. – Toujours l'idée traditionnelle selon laquelle l'âge apporte la sagesse...**

N. – Oui, en tout cas on ne retrouve absolument pas dans ces comités, et encore moins dans les coordinations, de « manifestant émeutier-type ». Les chômeurs de vingt ans, tu ne les retrouves pas là. Il y a une coupure entre les

comités et les jeunes. Cela ne veut pas dire que les jeunes rejettent ces organisations. En fait, ils les acceptent faute d'autre chose, tout en leur manifestant de la méfiance. En conclusion, comme il n'y a pas de tradition organisationnelle en dehors des comités de village, on finit par s'identifier à l'organisation qui existe déjà.

**OT. – Est-ce que ces organisations ne craignaient pas d'être mises en cause par ces jeunes, justement ?**

N. – Il est arrivé, surtout au cours des manifestations, que les jeunes ne se reconnaissent pas dans les décisions de la coordination. Ces faits montrent bien le décalage entre la base révoltée et sa représentation. Comme je le disais, il peut y avoir des jeunes dans les comités mais ceux qui sont délégués aux coordinations sont des anciens, le plus souvent d'ailleurs des anciens de partis politiques. A Bejaïa, des syndicalistes ont été mis en minorité car ils étaient en dehors de la logique dominante dans la coordination de leur département qui prétendait ne pas « faire de la politique ». Ce qui est complètement absurde quand on en est à réclamer le départ du pouvoir ! Lors de la rédaction de la plate-forme, la majorité a refusé d'y inscrire, comme le proposaient ces militants syndicalistes, des revendications comme la levée de l'état d'urgence, l'abrogation du code de la famille défavorable aux femmes – qui organise pratiquement tous les rapports entre les hommes et les femmes du mariage à l'héritage. Ce qui prouve, si c'était encore nécessaire, que ce mouvement était totalement masculin.

Ce fut un mouvement paradoxal : socialement très radical au niveau de sa base, et pas au niveau de sa direction, en plus de toutes ces pesanteurs traditionnelles que

je viens de décrire. Quand la coordination a décidé un jour de grève, les comités de village furent chargés de s'assurer que tout le monde suivait. Tu es obligé de suivre car c'est géré au niveau communautaire : ce n'est pas vraiment un signe de fonctionnement démocratique du mouvement ! On ne peut pas non plus dire que les gens ont rejeté l'autorité du comité de village. Peut-on dire qu'un comité de village était plus radical qu'un autre ? Il y avait, certainement, une surenchère au radicalisme verbal. Il y avait aussi ceux qui en avaient assez, les commerçants par exemple, qui avaient aussi leurs arguments.

Pour continuer dans cette logique d'affrontement, il aurait fallu dire explicitement ce qu'on avait arraché. Dire, par exemple, haut et fort, qu'on avait forcé le gouvernement à nous laisser manifester sans autorisation. Ce qui est extraordinaire dans l'histoire de ce pays où, depuis 1992, dans un contexte de guerre civile toute manifestation était soumise à autorisation. Il y a des choses qui ont été acquises dans ce mouvement et qui n'ont pas été soulignées. Par exemple qu'on en est parfois arrivé au point que les gendarmes soient encerclés dans leurs propres casernes, empêchés de sortir par la population...

**La critique de l'État, les dialoguistes et les autres**

N. – Des préfets ont dû se déplacer pour discuter avec les manifestants, (chose impensable en Algérie il y a quelques mois encore) ; des ordres furent donnés aux



● Premysl Martinec ●

gendarmes de ne pas tirer sur les manifestants ; des ministres ne peuvent plus se déplacer dans les wilayas révoltées sans une importante protection policière. Voilà pour l'ambiance. La question des négociations s'est vite posée. Du côté du mouvement c'était : « fallait-il ou non discuter ? » ; du côté du pouvoir c'était : « avec qui discuter ? ». Là où il n'y avait pas de comité, le pouvoir a commencé par chercher à discuter avec ce qu'il appelle « la société civile », c'est-à-dire, des personnes qui ne représentaient pas les manifestants – des associations culturelles, civiles et caritatives, plus rarement encore, des comités de quartier. De toute façon, il n'y avait que ça. Les partis étaient dépassés. Dépassés en tout cas là où ils avaient eu auparavant une présence et une activité politique régulière. En Kabylie surtout, le discrédit des partis d'opposition fut plus visible qu'ailleurs, le FFS (Front des forces socialistes) et le RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie) sont rejetés par la population – ces deux partis sont majoritaires en Kabylie, le RCD était au gouvernement lorsque les révoltes commencèrent. Ailleurs, le problème s'est posé de façon moins spectaculaire car l'identification aux partis y est moins forte. Toutefois, il faut le souligner, le discrédit des partis ne date pas de cette révolte. Il est assez ancien. Cela fait longtemps qu'on ne vote plus pour des programmes et que le vote est un vote clientéliste, « utile » ou résigné.

**OT. – Le mot d'ordre : « Retrait de la Gendarmerie de la Kabylie » a fini par cristalliser tout le mécontentement. Ce qui est à la fois une force et une faiblesse, car, sur ce terrain le pouvoir pouvait négocier ; il avait une marge de manœuvre.**

**N. –** On peut réclamer le départ du pouvoir si on peut donner à ce départ un sens concret. Il faut qu'une alternative existe. On peut, par exemple, demander une constituante. C'est déjà plus concret. Est-ce une solution ou non ? C'est une autre affaire. Il aurait fallu être plus concret. Dire, par exemple, qu'on ne reconnaît plus les conseils municipaux, les maires, revendiquer que ce soit la coordination des villages qui gère les affaires courantes, etc. Ce qui est arrivé, il faut le dire, ici et là pour certaines questions. Cette demande du départ de la gendarmerie fut un subterfuge extraordinaire. Où je veux en venir ? Ailleurs qu'en Kabylie, souvent ces mots d'ordre – qui nous semblent radicaux – étaient absents mais le sens de la révolte y était. On ne demandait pas le départ du pouvoir mais on s'attaquait à des choses concrètes, à des autorités, aux élus corrompus par exemple ; on exigeait la présence du préfet pour poser les problèmes.

Les gendarmes sont un corps militaire. Ils viennent d'ailleurs et ils sont perçus comme un corps extérieur au village, au contraire de la police. En Kabylie comme partout ailleurs en Algérie. Les gendarmes sont accusés d'être corrompus et ont une forte réputation de brutali-



té. D'après la rumeur populaire, ils sont impliqués dans des tas de trafics et de passe-droits, des histoires de pots de vin. Ce qui explique le rejet général qu'ils inspirent. Maintenant la revendication du départ des gendarmes pose des problèmes. Pourquoi seulement les gendarmes si on est aussi radical qu'on l'affirme et qu'on veut le « départ définitif du pouvoir » ? Il est significatif qu'on en soit arrivé à défendre l'idée de commissariats de village pour les remplacer... Une sorte de police de proximité, des flics voisins, qui nous connaissent et qui ne nous feront jamais de crasses, ne pourront jamais se laisser corrompre, etc. En Kabylie le débat fut focalisé sur les gendarmes et les autres questions sont passées au deuxième plan. On a laissé finalement tranquilles le pouvoir local, les nababs locaux et même les représentants du pouvoir central, comme les walis. Je pense que ce mouvement est venu à un moment où il n'y avait pas de force politique qui aurait pu lui donner un sens. C'est une révolte qui ne part pas d'un bilan consciemment négatif des dernières années, surtout sur le plan économique. Ce n'est pas dit de façon explicite. Ce qui explique que les préfets peuvent se permettre d'aller discuter avec

la population, faire des promesses et la vie reprend son cours. L'essentiel, ce qui va rester, c'est que la société algérienne s'est soulevée pendant des mois pour un certain nombre de revendications.

**OT – En Algérie, la fonction de l'État se réduit de plus en plus à la répression. L'attaque contre la Gendarmerie peut-elle exprimer une mise en question des fondements de l'État ? Quel fut le rôle joué par les comités de village et les coordinations sur cette question ?**

**N. –** Il faut nuancer cette idée selon laquelle la fonction de l'État se réduit de plus en plus à la répression. L'État réprime c'est certain, il enlève, il torture, tire sur les manifestants, c'est évident. Mais la situation sécuritaire, caractérisée par la guérilla islamiste, fait que depuis 1997-1998, il est demandé avec de plus en plus d'insistance à l'État d'assumer ses responsabilités de protection des Algériens contre les assauts des groupes armés, autrement dit d'assumer les responsabilités qu'il se donne lui-même dans ses propres lois. Les gens ne comprennent pas que l'État « assume toutes ses responsabilités » quand il s'agit de protéger les intérêts des gens du système, d'offrir une protection militaire renforcée pour les zones habitées par les nantis, de torturer et de kidnapper et que, dès qu'il s'agit de protéger un hameau perdu, l'État se débîne en invoquant le « relief accidenté des maquis islamistes » ! Ce que les journaux appellent l'« absence de l'État » a longtemps été le leitmotiv de la population isolée et exposée aux attaques terroristes dans les campagnes. Les journaux rapportent souvent des réactions de villageois dont les hameaux ont été attaqués et qui résument ceci : « qu'ils nous protègent ou alors qu'ils nous arment ! ». L'un des effets néfastes de

l'islamisme armé en Algérie, en l'absence de forces d'opposition fortes et populaires, est qu'il a justement donné à l'État répressif l'image d'un mal nécessaire, d'unique protection contre la barbarie intégriste. Il faut aussi préciser que la revendication de départ des gendarmes n'a été formulée qu'en Kabylie, région qui n'a pas connu les massacres qu'ont vécus d'autres régions.

### **Présence et avenir des groupes islamistes armés**

**OT.** – Comment ont réagi les groupes islamistes face aux révoltes ? Est-ce qu'ils se sont manifestés à la suite de cet assassinat ?

**N.** – C'est quoi aujourd'hui ces groupes armés ? En Kabylie il y a un groupe islamiste armé bien implanté, qui s'appelle « Groupe salafiste pour la prédication et le combat ». Ce groupe est une scission du GIA. Cette scission aurait été provoquée par le fait que les salafistes n'étaient pas d'accord avec les pratiques de massacres de civils du GIA. Les salafistes commettent des assassinats ciblés de civils mais s'attaquent surtout aux patrouilles militaires et aux autres corps de sécurité. Ce groupe armé salafiste a fait une déclaration de soutien aux manifestants de Kabylie, en soulignant que l'ennemi commun était le pouvoir. Par contre, certains dirigeants du FIS ont dénoncé les émeutiers, dénoncé le pouvoir qui négociait avec « ces gens là » alors qu'il avait refusé de négocier avec le FIS. D'autres dirigeants ont soutenu prudemment le mouvement, exprimant la crainte qu'il ne soit une « passerelle pour une occidentalisation de la culture algérienne », la Kabylie ayant une tenace réputation de laïcité, surfaite au demeurant... Et bien sûr, les partis islamistes représentés au gouvernement ont eux dénoncé les manifestations, présentées comme une manipulation de l'étranger. Les médias français (toujours très suivis en Algérie), ont présenté la révolte comme celle d'une région démocratique contre le reste de l'Algérie, sous-entendue comme le pays islamiste, conservateur... Contre cette vision, l'idée de manipulation étrangère pouvait passer facilement.

**OT.** – Pourrait-on dire que le débordement des organisations politiques s'étend aussi à l'Islam intégriste ? Ce mouvement exprimerait une force sociale nouvelle détachée des valeurs de l'Islam.

**N.** – On ne peut pas juger aussi rapidement. Le FIS étant toujours un parti illégal, réprimé, comment mesurer son audience ? Une partie de ses effectifs sont allés vers les groupes armés, d'autres cadres ont passé des mois et des années en prison, certains sont toujours détenus. Mais, d'un autre côté, si j'imagine une révolte de cette ampleur se déroulant à Alger, avec des manifestations de masse, des affrontements avec les forces de l'ordre, alors rien ne me dit que les islamistes

ne prendraient pas la tête du mouvement. Rien ne permet de dire qu'ils sont complètement écrasés. L'islamisme est peut-être discrédité par les massacres de civils, commis par les groupes armés. Mais rien n'est jamais définitif. Tout peut changer à la faveur d'une conjoncture particulière, parce que la haine du pouvoir est toujours aussi forte.

### **Force et faiblesse**

**N.** – De mon point de vue, il y a une faiblesse politique dans ce mouvement. Si tu n'as pas d'alternative tu dois négocier. De son côté, le gouvernement a agi dans ce mouvement à la fois avec brutalité mais aussi avec une certaine intelligence. Je pense qu'à un certain moment il a compris où se trouvait la faiblesse du mouvement, le fait qu'il présentait une plate-forme de revendications tout en refusant de la négocier. Il a alors pris le contre pied en déclarant qu'il était, lui, prêt à négocier. Négocier avec la coordination, les délégations, mais pas sous la pression d'un million de personnes dans la rue. Les délégués étaient dans une logique de refus de la négociation. Certains, par ailleurs très respectés, furent pris à partie car ils étaient accusés d'avoir accepté de parler avec des gens du pouvoir.

**OT.** – On peut parfaitement comprendre cette réaction...

**N.** – Oui, si une alternative existe. Si tu présentes des revendications, alors c'est négociable. Si tu es dans une logique d'affrontement, alors tu présentes un programme alternatif, tu ne présentes pas des revendications. Ce qui est gênant, me semble-t-il, c'est qu'aucun repère n'a été donné. Le mouvement a duré plusieurs mois. Il fallait rappeler ce qui a été arraché au pouvoir, les acquis, etc. Pour moi, il y a eu une logique de concurrence entre différentes forces politiques qui fait que chacune veut se présenter comme étant la plus représentative, au détriment du mouvement.

**OT.** – On assiste peut-être, avec ces comités, ces coordinations et l'activité de ces délégués, au rajeunissement de la classe politique, alors que les anciens partis, compromis avec le pouvoir au cours des dernières années, ont été débordés par l'ampleur du mouvement et sa radicalité.

**N.** – S'il y a demain des élections locales, municipales, il est évident que beaucoup de membres des coordinations pourraient être élus. Ils apparaîtraient certainement comme des gens combattifs, sans taches, par comparaison avec les notabilités locales des partis politiques les plus influents jusque-là, le FFS et le RCD. Le FFS et le RCD, au niveau local, qui ont été entachés par leur gestion des municipalités, mais aussi par l'intégration de leurs dirigeants au niveau central du « jeu politique ». Une chose est sûre, ce mouve-



ment a vu monter une nouvelle génération qui n'est plus celle des années 80, liée aux mouvements culturels berbères, qui ne se reconnaît plus dans les deux partis d'opposition. Des individus qui sont, soit des déçus des anciens partis, soit qui émergent pour la première fois. Évidemment, la principale préoccupation de ces partis est de récupérer ces nouveaux arrivants. Il ne faut pas non plus croire que les partis politiques de l'opposition ne sont pas représentés dans ces coordinations. Ils y sont présents par le biais de certains militants. Le RCD par exemple a utilisé ce mouvement pour se faire une nouvelle virginité après avoir passé des mois dans le gouvernement.

C'est clair. Ce genre de mouvement peut arracher une pause au niveau des réformes économiques tout au plus, des espaces de libertés formelles. Quand tu regardes les mots d'ordre, ça n'a pas été formulé de façon précise. C'est aussi le résultat du fait que ce sont des jeunes de 17 à 25 ans qui, pour la première fois, participent à un mouvement social. Ce n'est pas évident pour eux. Il y a eu une réelle dépolitisation de la société algérienne ces dernières années à cause de la guerre. Les partis étaient réduits à un rôle d'opposants officiels et les activités étaient contrôlées, soumises à des autorisations. Il y avait un climat de peur. Rien n'est venu prendre la place laissée vide par ces partis. On exprime alors sa colère de façon apolitique. Peut-être qu'on avance un projet de société différent, mais on ne se rend pas compte. Cela n'est pas été récupéré par les partis traditionnels mais c'est un mouvement qui piétine. On est arrivé presque à une logique insurrectionnelle mais on voit mal

la suite. On ne peut pas résoudre le problème en accumulant les manifestations... On ne peut pas faire ça longtemps sans dire ce qu'on veut, comment on veut s'organiser. La faiblesse de la direction politique de ce mouvement est une des raisons principales de son incapacité à donner un sens au mouvement populaire. Cette faiblesse fait que cette direction a une logique paradoxale. Elle refuse toute logique de négociation de ses revendications qu'elle estime non négociables. En même temps, elle s'affirme pacifiste et opposée à la violence. Cette affirmation ne l'empêche pas d'instaurer un climat de menaces contre les délégués favorables à une issue négociée ou tout simplement opposés à la démarche non politique de certains délégués qui se disent radicaux. Cela ne l'empêche pas non plus de diffuser des listes noires de tous ceux qui ne partagent pas le point de vue obtus de certains délégués, considérés à tort ou à raison comme des « radicaux ». En plus, depuis des mois, le retour à la base dans les quartiers et les villages est de moins en moins fréquent pour prendre certaines décisions importantes : comment répondre aux appels du pouvoir à la négociation, par exemple ? Tout cela fait que la coordination des délégués de Kabylie n'est plus un endroit de débat démocratique, qui permet de faire avancer le mouvement populaire. Elle est devenue, comme d'autres lieux politiques encore, un endroit où se forge une nouvelle caste de notables. ■

*Entretien réalisé à Paris en septembre 2001, revu avec Nadir début 2002.*



## SONDAGE



● Bruno Richard & Barthélémy Schwartz ●

La Terre ne serait plus ronde



N° ISBN : 2-911917-05-7

CORRESPONDANCE :  
OISEAU-TEMPÊTE  
CO AB IRATO — BP 328  
75525 PARIS CEDEX 11  
FRANCE

Les anciens numéros sont disponibles sur le site web <http://abirato.free.fr>

TOUTE COPIE OU REPRODUCTION INTÉGRALE OU PARTIELLE DESTINÉE À UNE UTILISATION INDIVIDUELLE OU COLLECTIVE CONSTITUE UNE CONTRIBUTION À LA DIFFUSION D'OISEAU-TEMPÊTE.

SOUTIEN TROIS NUMÉROS : 16 € - CHÈQUE À L'ORDRE D'AB IRATO

*« On peut être surpris qu'un aussi petit oiseau s'expose dans les hautes mers à toute distance de terre ; il semble, à la vérité, conserver dans son audace le sentiment de sa faiblesse, car il est des premiers à chercher un abri contre la tempête prochaine ; il semble la pressentir par des effets de nature sensibles pour l'instinct, quoique nuls pour nos sens, et ses mouvements et son approche l'annoncent toujours aux navigateurs. »*

« L'oiseau de tempête », Buffon, Œuvres complètes, t. VIII, p. 569.